

RAPPORT

GRAIN
Septembre 2014

PLANÈTE HUILE DE PALME

Les paysans paient le prix fort
pour l'huile végétale bon marché



CONTENU

Remerciements v

Introduction vi

PARTIE I. L'EXPANSION MONDIALE DES PLANTATIONS DE PALMIER À HUILE

1. Une huile bon marché 2

2. Culture de rente 8

3. Ruée sur les terres 14

4. Les communautés sont les grandes perdantes des
plantations en monoculture de palmier à huile 22

5. Les nouvelles frontières du palmier à huile 31

PARTIE II. UN AUTRE VISAGE DE L'HUILE DE PALME, EN AFRIQUE

6. Une longue histoire et une grande biodiversité 40

7. Historique de l'exploitation du palmier à huile en
Afrique 51

8. La vague mondiale d'accaparement des terres pour
les plantations de palmier à huile touche maintenant
l'Afrique 61

9. Une résistance bien huilée 64

Annexe 1 : l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique	68
Annexe 2 : l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme chez les Papous d'Indonésie et de Papouasie-Nouvelle-Guinée	92
	97

REMERCIEMENTS

GRAIN remercie sincèrement et très chaleureusement tous les producteurs, personnes ressources, organisations paysannes et de développement local qui ont contribué à la préparation de cette publication.

Les remerciements vont également à nos partenaires: RADD (Réseau des Acteurs du Développement Durable – Cameroun), INADES Formation (Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Côte d'Ivoire), CEPECO (Centre pour la Promotion et l'Education des Communautés de base – Congo), ADAPE (Association pour le Développement Durable et la Protection de l'Environnement – Guinée), South India Coordination Committee of Farmers Movement (SICCFM – India), Kerala Coconut Farmers Association (India), Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI/FoE Indonesia), Bismarck Ramu Group (Papua New Guinea) et Central Sepik Rural Development Foundation (Papua New Guinea) pour leur franche collaboration, et les témoins qui ont accepté de partager des informations avec nous.

INTRODUCTION

L'huile de palme est omniprésente dans de nombreux systèmes alimentaires. Si vous examinez les ingrédients sur de nombreux emballages alimentaires, vous allez très probablement découvrir qu'elle y figure. Les entreprises agroalimentaires l'adorent parce qu'elle est à la fois bon marché et abondante, si bien qu'elles l'utilisent chaque fois qu'elles le peuvent.

Et la croissance de la demande est appelée à se poursuivre. En effet au fur et à mesure que les accords de libre-échange se mettent en place, il devient plus facile d'importer de l'huile de palme et de la substituer aux huiles animales ou végétales. D'une part, les multinationales agroalimentaires et les grandes surfaces sont surtout en pleine expansion en Afrique et en Asie et développent ainsi la consommation des aliments transformés et conditionnés à base d'huile de palme. D'autre part, les quotas imposés en matière d'agrocarburants créent de nouveaux marchés pour les huiles végétales qui augmentent indirectement la demande en huile de palme, en particulier en Europe.

Et ce n'est pas seulement la demande qui pousse à cette expansion. Les plantations de palmier à huile sont une cible privilégiée pour les investisseurs, qu'il s'agisse de grandes entreprises agroalimentaires, de fonds de pension ou de magnats corrompus à la recherche d'un moyen sûr et rentable de blanchir des fonds. Ces derniers temps, l'argent vient remplir les comptes bancaires des entreprises d'huile de palme, et ces dernières utilisent les liquidités pour augmenter leurs réserves foncières.

Toute cette production d'huile de palme bon marché coûte en fait très cher : destruction des forêts tropicales, exploitation de la main d'œuvre locale bon marché dans les plantations et accaparement brutal des terres : ce ne sont que quelques-unes des conséquences déplorables qui accompagnent aujourd'hui le développement des plantations de palmier à huile. Et, avec la croissance de la demande, d'autres régions de la planète sont affectées par ces conséquences.

Mais l'expansion mondiale des plantations de palmier à huile a for-

cément des limites. Le palmier à huile ne peut être cultivé de façon rentable que dans des régions tropicales, près de l'équateur qui bénéficient d'une pluviométrie importante. L'expansion mondiale des plantations de palmier à huile se concentre dans les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine où ces conditions sont réunies. Il se trouve que ces terres sont occupées par des paysans, des communautés locales et des peuples autochtones, et par les forêts tropicales dont ils dépendent.

L'expansion des plantations de palmier à huile se traduit donc nécessairement par le déplacement de ces populations, et la destruction de leurs forêts et de leurs terres agricoles, pour laisser la place à des plantations en monoculture.

L'Afrique occupe une place centrale dans cette dynamique d'expansion des plantations de palmier à huile. Le palmier à huile n'est pas une nouveauté pour ce continent. C'est en Afrique que l'histoire de l'huile de palme a commencé. Depuis des générations, les Africains utilisent l'huile de palme pour produire des huiles végétales, du vin, des médicaments et de nombreux autres produits qui jouent un rôle essentiel dans leurs économies, leurs cultures et leurs vies quotidiennes. Les grandes puissances européennes ont tenté à diverses reprises de transformer cette culture en une activité industrielle, tournée vers l'exportation et basée sur une production dans de grandes plantations. Mais la plupart de leurs efforts se sont soldés par des échecs et la production industrielle n'a pris son essor qu'en Malaisie et en Indonésie, où le palmier à huile d'Afrique a été introduit au début du XXe siècle. En Afrique, la production et la transformation de l'huile de palme se fait encore à petite échelle, et reste entre les mains de millions de paysans, en majorité des femmes paysannes et transformatrices.

Cette situation est sur le point de changer radicalement. Comme les entreprises d'huile de palme ont de plus en plus de difficultés à acheter des terres en Indonésie et en Malaisie, elles se tournent actuellement vers l'Afrique, qui fait figure de nouvel eldorado à conquérir pour produire une huile de palme bon marché destinée à l'exportation. En Afrique centrale et occidentale, au cours des quinze dernières années, les sociétés étrangères ont signé plus de 60 contrats portant sur près de 4 millions d'hectares, pour l'établissement de plantations de palmier à huile (voir Annexe 1). Les accaparements de terres suscitent déjà de violents conflits dans plusieurs pays africains.

La situation africaine nous rappelle que ce développement brutal de l'huile de palme ne se résume pas à un problème foncier. Il s'agit d'une lutte plus globale qui porte sur les systèmes alimentaires et les modèles de développement.



Femmes camerounaises en train de trier les fruits de palmier à huile. (Photo : Nature Cameroon)

L'huile de palme africaine sera-t-elle produite par les paysans africains ou par les grandes multinationales ? Sera-t-elle produite par des paysans dans des exploitations familiales avec des cultures associées et des palmeraies semi-sauvages ? Ou ces paysans seront-ils expulsés pour laisser la place à de vastes plantations industrielles ? Ces questions ont des implications au-delà de l'Afrique. Si ce continent devient une nouvelle frontière à conquérir pour l'huile de palme bon marché, les exportations de l'Afrique auront un impact sur les agriculteurs qui cultivent des oléagineux dans d'autres pays, comme l'Inde et le Mexique. Il existe donc une solidarité objective entre les luttes des paysans camerounais contre les plantations de palmier à huile, et les luttes des producteurs de noix de coco en Inde contre les importations d'huile de palme. Cette solidarité se retrouve également entre les paysans de la vallée de l'Aguán au Honduras, qui se battent contre les grands propriétaires terriens pour empêcher l'accaparement brutal des petites exploitations, et les coopératives d'huile de palme qui desservent les marchés locaux.

Ce livret est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à l'expansion mondiale des plantations de palmier à huile. Elle cherche à expliquer les principaux leviers de cette dynamique, les mécanismes qui la favorisent et les régies qui sont ciblées. La deuxième partie est

consacrée à la production traditionnelle de l'huile de palme en Afrique occidentale et centrale, qui offre un modèle de filière pour l'huile de palme très différent de celui qui est prôné si fortement par les gouvernements et les grandes entreprises. Le modèle africain assure l'approvisionnement des marchés alimentaires locaux, et il repose en grande partie sur le travail des femmes dans les zones rurales. La production est basée sur des pratiques agro-écologiques et l'utilisation rationnelle de la biodiversité. Le modèle de la plantation industrielle, en revanche, est au service des marchés d'exportation, et il concentre le pouvoir et les profits entre les mains des propriétaires des grandes entreprises. Il optimise le profit par l'exploitation du travail et de l'environnement et de l'accaparement des terres et des ressources en eau des communautés locales.

Ce rapport contient également deux tableaux en annexe. Le premier donne des éléments d'information sur plus de 60 opérations d'accaparement de terres de grande ampleur, réalisées en Afrique depuis 2000, celles-ci visent à la mise en place de plantations de palmier à huile par des entreprises étrangères. Le deuxième porte sur l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme chez les Papous d'Indonésie et de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

PARTIE 1

**L'EXPANSION MONDIALE DES
PLANTATIONS DE PALMIER À
HUILE**

CHAPITRE 1

UNE HUILE BON MARCHÉ



*Transformation des fruits de palmier à huile / noix de palme dans une usine de Medan, en Indonésie.
(Photo : ATAR/AFP/Getty Images)*

Il y a cinquante ans, vous auriez eu de la peine à trouver des aliments à base d'huile de palme, à moins d'habiter en Afrique de l'Ouest ou du Centre. Aujourd'hui, il est difficile de l'éviter. L'huile de palme est partout, surtout dans les aliments transformés. Des études suggèrent qu'elle est présente dans environ la moitié des denrées alimentaires emballées sur les étagères des supermarchés, que vous fassiez vos

emplettes à Shanghai, à Durban ou à Santiago.¹ Vous la trouverez également dans la plupart des savons, des cosmétiques et des lotions.

La demande en huile de palme est insatiable. La consommation a augmenté d'environ 1,5 million de tonnes par an depuis le milieu des années 1980, et elle est passée de quelques millions de tonnes à plus de 50 millions aujourd'hui. L'huile de palme représente désormais plus de la moitié de la consommation mondiale totale des huiles et des graisses.²

Cet essor spectaculaire s'explique très simplement : l'huile de palme est bon marché. Parmi les grandes cultures oléagineuses (palmier à huile, soja, colza et tournesol), l'huile de palme est la moins chère.³ C'est pourquoi, partout où l'on veut une huile végétale bon marché, l'huile de palme tend à l'emporter.⁴

Cela n'a pas toujours été le cas. Il n'y a pas si longtemps, les marchés nationaux de l'huile végétale étaient dominés par des sources de matières grasses locales et les politiques et réglementations nationales protégeaient les producteurs d'huile végétale contre les importations bon marché. Mais, au cours des 15 dernières années, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et une série d'accords bilatéraux de libre-échange ont éliminé la plupart de ces mesures de protection en ouvrant largement la voie aux importations d'huile végétale.

Les entreprises malaisiennes d'huile de palme ont sauté sur cette occasion. Elles ont augmenté leur production, d'abord en Malaisie, puis en Indonésie. D'autres sociétés leur ont emboîté le pas. Aujourd'hui, les forêts et les terres agricoles de Malaisie sont tapissées de plantations de palmier à huile, tout comme plusieurs îles de l'archipel indonésien. Ces deux géants de l'huile de palme représentent maintenant environ 90 % de la production mondiale et des exportations de ce produit, un chiffre énorme si l'on tient compte du fait que l'huile de palme représente près des deux tiers du total des exportations d'huile végétale au niveau mondial.

La poussée des exportations d'huile de palme a frappé durement les agriculteurs dans des pays importateurs, comme l'Inde. Au cours des années 1980 et au début des années 1990, le gouvernement indien a eu recours à des restrictions sur les importations et à des programmes gouvernementaux pour maintenir l'autosuffisance nationale en matière de production d'huile végétale. Des prix décents ont encouragé les agriculteurs à développer les oléagineux, ce qui a stimulé la production des cultures traditionnelles d'huile végétale, comme la noix de coco, dont

1. RSPO, « Why palm oil matters in your everyday life », 2013

2. IEA Bioenergy, « A global overview of vegetable oils, with reference to biodiesel », 2009; Sime Darby, « Palm oil facts & figures », 2013

3. Sime Darby, « Palm oil facts & figures », 2013

4. GRAIN remercie le Pr ADJAHOSSOU Firmin, personne ressource béninoise en palmier à huile, pour sa contribution.

la production a doublé dans la première moitié des années 1990. La transformation locale des huiles a aussi permis la création de milliers d'emplois dans ce pays.

Cependant, en 1994, sous la pression de la Banque mondiale et dans le cadre de ses obligations vis-à-vis de l'OMC, l'Inde a commencé à supprimer les restrictions sur les importations d'huiles végétales. Le pays a été immédiatement submergé par de l'huile de palme importée, tandis que la production des oléagineux traditionnels a fondu. Aujourd'hui, avec des droits de douane sur l'huile de palme qui fluctuent autour de zéro, l'Inde est le plus grand importateur et le plus grand consommateur d'huile de palme dans le monde.⁵

Les producteurs indiens de noix de coco paient le prix fort pour l'huile de palme bon marché

Shanmugam est un producteur de noix de coco de Talavady, dans le Tamil Nadu. L'afflux massif de l'huile de palme importée en Inde a entraîné une baisse du prix payé pour la noix de coco à Shanmugam et aux autres agriculteurs, ce qui pèse lourdement sur leurs moyens de subsistance. « Les agriculteurs croulent sous les dettes, et nous essayons de survivre comme nous le pouvons », explique Shanmugam. « Le prix de la noix de coco n'est que 4 à 5 roupies par noix, ce qu'il était il y a 20 ans. On ne peut même pas se permettre de récolter ou d'enlever des cocotiers pour passer ensuite à d'autres cultures parce que c'est trop cher. »

Cette année Shanmugam a mis en vente sa cocoteraie de 7 hectares pour rembourser une partie de sa dette.

La Chine a suivi une voie similaire. Ses importations d'huile de palme ont oscillé autour de 1 million de tonnes par an, jusqu'à ce que le pays réduise considérablement les restrictions à l'importation en 2000, dans le cadre des obligations liées à son entrée dans l'OMC. Les importations ont explosé, pour atteindre 5 millions de tonnes par an en 2005. Cette année-là, la Chine a commencé à appliquer un accord de libre-échange avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, auquel les industriels malaisiens de l'huile de palme attribuent une nouvelle augmentation de 34 % des importations d'huile de palme entre 2005 et 2010.⁶

Le quatrième importateur du monde pour l'huile de palme, le Pakistan, est aussi un produit du libre-échange. L'industrie de l'huile de palme malaisienne indique que l'accord de libre-échange de 2008 entre

5. Afsar Jafri, « Trade Liberalisation's Impact on Edible Oil Sector in India », Focus on the Global South, 6 juillet 2011

6. N Balu et Nazlin Ismail, « Free Trade Agreement –The Way Forward for the Malaysian Palm Oil Industry », Oil Palm Industry Economic Journal (1.1.2)

la Malaisie et le Pakistan est à l'origine du doublement des importations d'huile de palme au Pakistan entre 2007 et 2010.⁷

Il y a vingt ans, la Chine, l'Inde et le Pakistan n'étaient que des consommateurs marginaux d'huile de palme. Aujourd'hui, ils représentent plus de 40 % du total des importations mondiales, et un tiers de la consommation mondiale.⁸

Toutefois, les politiques commerciales ne sont pas seules en cause. La poussée des importations d'huile de palme en Inde et en Chine, et dans de nombreux autres pays du Sud comme le Venezuela et le Bangladesh, coïncide aussi avec des transformations majeures de leurs systèmes alimentaires. Les multinationales agroalimentaires, les chaînes de restaurants et les supermarchés se développent rapidement dans le Sud, ce qui accroît la consommation d'aliments transformés. La croissance annuelle des ventes de produits alimentaires transformés est d'environ 29 % dans les pays à revenu faible et moyen, contre seulement 7 % dans les pays à revenu élevé.⁹

L'augmentation de la consommation d'aliments transformés s'accompagne d'une augmentation de la consommation de graisses, et donc d'huile de palme, actuellement la source de matières grasses la plus économique dans le monde. On estime que l'huile de palme est présente dans la moitié des aliments emballés dans les rayons des supermarchés.¹⁰ En Chine, où les supermarchés progressent plus rapidement que partout ailleurs dans le monde, la consommation annuelle par habitant d'huiles végétales est passée de 3 kg en 1980 à 23 kg en 2009, soit environ 64 grammes par jour, près de deux fois la consommation de graisses nécessaire pour répondre aux besoins nutritionnels d'une personne. L'huile de palme représente désormais un tiers de l'huile végétale consommée en Chine, soit près de trois fois ce qu'elle était en 1996.¹¹

Au Mexique, les ventes d'aliments transformés ont augmenté de 5 à 10 % par an depuis que le pays a commencé à appliquer l'Accord de libre-échange nord-américain avec les États-Unis et le Canada, qui a ouvert la voie à une augmentation des investissements étrangers par les multinationales de l'agroalimentaire.¹² Les taux d'obésité montent en flèche, le pourcentage de personnes obèses au Mexique est maintenant plus élevé qu'aux États-Unis. Et la consommation d'huile de palme monte également en flèche. La consommation moyenne d'huile de palme par habitant a doublé entre 1996, où elle représentait 11 % des huiles végétales

7. Ibid

8. Lipid Library

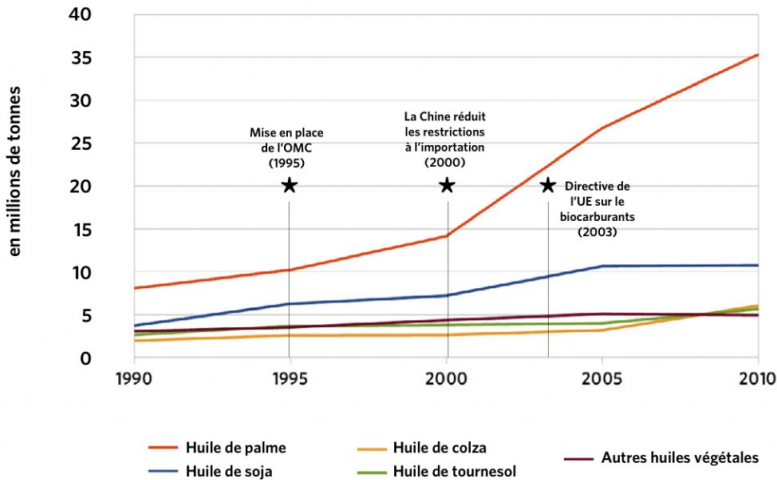
9. Corinna Hawkes, « Globalization and the Nutrition Transition : A Case Study », dans Per Pinstrup-Andersen et Fuzhi Cheng (éditeurs), « Food Policy for Developing Countries : Case Studies », 2007

10. Rainforest Action Network, « Conflict palm oil », septembre 2013

11. Dinesh C. Sharma, « Rise in oil consumption by Indians sets off alarm », India Today, 2 avril 2012 ; FAOSTAT

12. Corinna Hawkes, « Globalization and the Nutrition Transition : A Case Study », dans Per Pinstrup-Andersen et Fuzhi Cheng (éditeurs), « Food Policy for Developing Countries : Case Studies », 2007

Exportations d'huile végétale



Graphique 1

dans le régime alimentaire d'un Mexicain, et 2009, quand elle représentait 28 %.¹³

Même aux États-Unis, les entreprises agroalimentaires sont récemment passées à l'utilisation de l'huile de palme, en partie pour répondre aux préoccupations portant sur les acides gras trans. Depuis 2000, la consommation d'huile de palme aux États-Unis a été pratiquement multipliée par six.¹⁴

La consommation américaine reste encore très inférieure à celle de l'Europe, où elle s'élevait à 5,8 millions de tonnes en 2012, le double de ce qu'elle était en 2000. La croissance de la consommation d'huile de palme en Europe est moins le résultat des changements dans le système alimentaire que celui des politiques en matière d'agrocarburants. Au cours de la dernière décennie, la mise en œuvre des quotas des pays européens en matière d'agrocarburants a renforcé la demande en huile de palme, qui est utilisée comme matière première pour le biodiesel et comme huile végétale pour remplacer les oléagineux européens qui sont maintenant utilisés pour la production d'agrocarburants. Les importations d'huile de palme pourraient encore augmenter fortement si une

13. FAOSTAT

14. Rainforest Action Network, « Conflict palm oil », September 2013

suite est donnée à une proposition de la Commission européenne qui obligerait la totalité des 27 membres de l'Union européenne à couvrir au moins 5 % de leur consommation nationale de carburant par des agrocarburants à base de cultures vivrières. La législation exigerait 21 Mtep (millions de tonnes équivalent pétrole) de agrocarburants en plus d'ici 2020. Mesuré en huile de palme, cela équivaut à environ 5,5 millions d'hectares de nouvelles plantations de palmier à huile.¹⁵

15. GRAIN, « Il faut arrêter d'accaparer les terres pour produire des biocarburants », mars 2013

CHAPITRE 2

CULTURE DE RENTE



La société malaisienne Felda à réunit une trésorerie de 2 milliards de dollars pour acheter des terres pour des plantations de palmier à huile et d'hévéa hors de Malaisie. (Photo: Bloomberg)

La croissance de la demande mondiale en huile de palme a permis aux entreprises du secteur d'enregistrer des bénéfices exceptionnels, ce qui a fait de ces dernières des placements très recherchés pour les banques, les fonds de pension et autres acteurs financiers qui cherchent à tirer profit du boom dans le secteur. Toutes les grandes sociétés productrices d'huile de palme utilisent cette nouvelle manne financière pour créer encore plus de plantations, tant et si bien qu'il est difficile de dire si l'expansion

des plantations est induite par la demande mondiale ou par la recherche de profit.

On estime que, rien qu'en Indonésie, 12,5 milliards d'USD ont été investis dans le développement du palmier à huile entre 2000 et 2008, et ces chiffres sont toujours en hausse.¹ Une grande partie de cet argent vient de Singapour, où les magnats indonésiens ont placé leurs fortunes bien mal acquises pour échapper à la répression qui a eu lieu après l'effondrement de la dictature de Suharto. Ces magnats utilisent cet argent et leur ancienne influence politique pour construire des empires de plantations dans toute l'Indonésie, et même dans d'autres pays comme les Philippines et le Libéria. Les plantations de palmier à huile sont également une cible favorite pour les sociétés malaisiennes qui entretiennent des liens étroits avec les élites dirigeantes. Les entreprises forestières liées au Premier Ministre de l'État malais du Sarawak sont particulièrement actives dans la constitution de réserves foncières destinées à des plantations de palmier à huile à Bornéo, en Papouasie et en Afrique. Dans le même temps, en Colombie et au Honduras, les groupes paramilitaires et les barons de la drogue ont des liens étroits avec l'expansion du palmier à huile.²

On peut aussi trouver des circuits plus classiques pour faire transiter des fonds vers les plantations de palmier à huile. Certaines des plus grandes entreprises d'huile de palme ont récemment eu recours à des offres publiques sur les marchés boursiers pour lever des fonds auprès des établissements financiers et des investisseurs institutionnels désireux de participer aux bénéfices de ce juteux marché. En 2012, Felda, la société d'huile de palme de l'État malaisien, s'est restructurée et s'est partiellement ouverte au marché boursier. Elle a levé 3,3 milliards de dollars au cours de ce qui a été la troisième émission d'actions dans le monde cette année-là. Cette vente a permis à Felda de réunir une trésorerie de 2 milliards de dollars qui lui a depuis permis d'acheter des terres pour des plantations de palmier à huile et d'hévéa hors de Malaisie.

Au cours de la même année, l'une des plus grandes sociétés de plantations de palmier à huile en Indonésie a également fait son introduction en bourse. Bumitama Agri, contrôlée par le milliardaire indonésien Lim Hariyanto Wijaya Sarwono, a levé environ 177 millions d'USD à la Bourse de Singapour, le géant de l'huile de palme Wilmar et plusieurs sociétés financières asiatiques, européennes et américaines ayant acheté pour plusieurs millions de dollars d'actions dans l'entreprise. Bumitama a expliqué qu'elle affecterait 114 millions de dollars obtenus par l'introduction en bourse au développement de sa réserve foncière actuellement non cultivée.³

1. Pablo Pacheco, CIFOR, « Oil palm in Indonesia linked to trade and investment », mai 2012

2. Voir les sections concernant l'expansion régionale des plantations de palmiers à huile.

Les tours de passe-passe de la foresterie

En septembre 2012, Global Witness et les ONG libériennes Sustainable Development Institute et Save My Future Foundation ont publié un rapport choc. En épluchant les très nombreux permis d'utilisation des terres délivrés à des sociétés d'exploitation forestière depuis la levée des sanctions de l'ONU sur le bois libérien en 2006, ils ont fait la découverte surprenante que la société d'exploitation forestière malaisienne Samling avait pris le contrôle d'environ 10 % du total des terres du Libéria.



Récolte des fruits de palmier à huile sur une plantation au Liberia. (Photo : Rob McNeil/CI)

Des sociétés liées à Samling avaient acquis des permis portant sur 10 200 km².⁴

Le rapport a également révélé une autre information cruciale. Dans les zones où Samling a acquis des permis d'exploitation forestière, l'entreprise a également constitué une réserve foncière pour des plantations de palmier à huile. Les filiales de Samling ont amené les communautés à signer des « accords de conversion agricole » sur 75 ans donnant à la société le droit de convertir ces zones en plantations de palmier à huile une fois les opérations d'abattage réalisées. Selon les

3. Un rapport de 2013 des Amis de la Terre montre comment la réserve foncière de Bumitama est composée de milliers d'hectares de terres que la société exploite illégalement, sans les autorisations nécessaires.

4. Global Witness, « Liberian forests to be flattened by secret logging contracts », 4 septembre 2012

ONG : « Les accords non signés que nous avons pu consulter laissent penser que Atlantic Resources pourrait envisager de créer sa propre filiale ou sa propre branche consacrée à l'huile de palme pour l'exploitation de ces plantations. »

Samling possède en fait une filiale spécialisée dans l'huile de palme, Glenealy Plantations, que le groupe a créée dans les années 1990 pour établir des plantations de palmier à huile dans des zones déboisées du Sarawak, le berceau de l'entreprise. La filiale en charge des plantations a suivi la voie de l'activité d'exploitation forestière de la société et s'est développée en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où Samling détient désormais des droits de bail pour des plantations de palmier à huile sur au moins 128 000 ha.

Samling n'est pas la seule entreprise forestière à suivre ce modèle. Les données recueillies par le groupe écologiste WALHI montrent comment la pratique a été généralisée en Indonésie, où l'expansion du palmier à huile est plus rapide que n'importe où sur la planète.

Entre 1980 et 2001, les entreprises, pour la plupart contrôlées par des amis et des parents du Président Suharto, ont acheté une surface incroyable de 72 millions d'hectares de terres soumis à des permis d'exploitation forestière en Indonésie, tandis que 4,1 millions d'hectares étaient consacrés à des plantations de palmier à huile. Mais, entre 2004 et 2014, le chiffre de la surface des exploitations forestières a chuté à 25 millions d'hectares, tandis celui des plantations de palmier à huile est passé à 19 millions d'hectares. WALHI prévoit que les concessions de palmier à huile représenteront la plupart des concessions foncières au cours des 10 prochaines années, soit 26,3 millions d'ha par rapport à 26,2 millions d'ha de forêts.

« Ce qui se passe progressivement, explique Zenzi Suhadi de WALHI, c'est que les forêts tropicales indonésiennes sont toutes transformées en monoculture de palmier à huile. »

Alas Kusuma compte parmi les titulaires de concessions forestières les plus importants en Indonésie. Grâce à ses liens étroits avec le gouvernement Suharto, à la fin de la dictature, en 1999, la société disposait d'au moins 19 concessions forestières, d'une superficie totale de 2 661 376 ha.⁵ Maintenant, les propriétaires de la société transforment ces terres en des concessions de palmier à huile, souvent sous des dénominations sociales différentes, et les vendent à de grandes entreprises d'huile de palme pour des millions de dollars.

Dans un accord de 2013, les actionnaires de Alas Kusuma ont vendu des permis pour 8 000 ha dans le Kalimantan occidental à la société malaisienne Felda Global Ventures, le plus grand planteur de palmier

5. David Walter Brown, « Why Governments Fail to Capture Economic Rent : The Unofficial Appropriation of Rain Forest Rent by Rulers in Insular Southeast Asia Between 1970 and 1999 », 2001

à huile dans le monde. Felda a payé environ 8 millions de dollars pour ces permis, même si Alas Kusuma n'avait planté du palmier à huile que sur 725 ha et risquait de se voir annuler sa concession pour défaut d'exploitation des terres. Alas Kusuma a procédé à une vente similaire de terres déboisées en 2010 à Ketapang, dans le Kalimantan, à GoodHope Asia Holdings Ltd, la filiale du géant sri-lankais Carson Cumberbatch spécialisée dans l'huile de palme.⁶

Mais c'est en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) que la convergence entre l'industrie forestière et celle de l'huile de palme est la plus extrême. Le principal moyen pour les compagnies forestières d'acquérir des forêts en PNG est de passer par un bail agricole qui définit généralement un plan de développement de plantations de palmier à huile qui est mis en œuvre une fois les forêts déboisées. Même si certaines entreprises parviennent à se maintenir une fois la zone déboisée, l'intérêt mondial pour l'huile de palme les incite fortement à céder leurs terres contre de fortes sommes d'argent.

À Collingwood Bay, en PNG, les communautés se battent contre les compagnies forestières depuis les années 1980, en particulier contre Rimbunan Hijau, la fameuse société forestière malaisienne. En 2002, elles ont remporté une bataille juridique de 14 ans qui a permis d'empêcher une société liée à Rimbunan Hijau de leur prendre 350 000 ha de terres. Mais, en 2009, une autre société forestière malaisienne, Ang Agroforestry Management Ltd, est venue dans la région avec le même partenaire local pour proposer un « projet d'agriculture intégrée » qui s'accompagnerait de la disparition de 40 000 ha de forêt et de la création de plantations de palmier à huile. Ang Agroforestry prétendait avoir déjà acquis les titres fonciers pour le projet.⁷

On sait peu de choses sur Ang Agroforestry, sinon que son actionnaire et représentant en PNG est Hii Eil Sing, que les communautés de Collingwood Bay connaissent pour être le directeur commercial du groupe Rimbunan Hijau. Hii Eil Sing est également le propriétaire de Sebekai Plantation Sdn Bhd, qui possède une concession de 5 000 ha de palmier à huile à Bintulu, au Sarawak, où les communautés ont mis en place des barrages et organisé des manifestations pour essayer de reprendre leurs terres à la société.⁸ En 2003, il a été arrêté par la police en Indonésie pour son rôle dans une exploitation forestière illégale dans le sous-district de Manokwari Merdey, pour le compte de PT Rimba

6. L'annonce du contrat par Felda le 9 juillet 2013 indiquait que les propriétaires de PT Temila Agro Abadi, la société avec les terres au Kalimantan occidental, étaient Paul Sugandi, Janti Susanto, Evelyn Suwandi et Yenny Suwandi, toutes ces personnes étant liées à Po Suwandi, le propriétaire de Alas Kusuma. Le contrat GoodHope portait sur la vente de la société PT Agro Harapan Lestari de Alas Kusuma.

7. Plainte contre Kuala Lumpur Kepong

8. « Negotiations fail, Penan Muslims hold demo », Sura Sarawak, juin 2012

Kayu Arthamas, une société basée à Jakarta avec une concession en Papouasie.⁹

En 2010, les chefs suprêmes traditionnels des neuf tribus de Collingwood Bay, représentant 326 clans, ont déclaré publiquement leur désapprobation « dans les termes les plus forts possibles » vis-à-vis des projets tendant à introduire des plantations de palmier à huile dans la région de Collingwood Bay. Et les communautés ont également obtenu une ordonnance du tribunal empêchant tout représentant du gouvernement ou de l'entreprise de pénétrer leurs terres sans leur autorisation préalable.¹⁰

L'opposition locale, cependant, ne semble avoir aucune importance pour KL Kepong (KLK), une entreprise malaisienne d'huile de palme qui participe à la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) depuis 2004. En 2011, elle a engagé un processus d'acquisition de Ang Forestry, et a finalement payé près de 12 millions de dollars à Hii Eii Sing pour une participation de 69 % dans la société. En exposant les raisons de l'acquisition, KLK a évoqué la difficulté et le coût croissants des achats de terrains adaptés en Malaisie et en Indonésie. Les infrastructures et l'accessibilité sont actuellement difficiles et les coûts de développement élevés, a indiqué la société, mais « ces inconvénients sont compensés par la fertilité du sol et le contexte favorable en PNG. »¹¹

9. EIA, « The last frontier : illegal logging in Papua and China's massive timber theft », 2005

10. Complaint against Kuala Lumpur Kepong

11. « Oil palm cultivation plan in PNG will benefit KLK », The Star, 5 octobre 2012

CHAPITRE 3

RUÉE SUR LES TERRES



Jeunes plants de palmier à huile en Malaisie. (Photo : Sophie Gnych)

Avec tout cet argent qui afflue dans les entreprises d'huile de palme dans le monde, surtout en Asie, les terres pouvant accueillir des plantations de palmier à huile atteignent des niveaux record, où qu'elles se trouvent.

Cependant, on ne peut créer des plantations de palmier à huile que dans une étroite bande de terres en zone tropicale, qui s'étend sur 7 degrés au nord et au sud de l'équateur, et qui bénéficie de pluies abondantes et bien réparties. On pourrait se référer à la situation agroécologique de Pobé (Bénin) et de Lamé (Côte d'Ivoire). De ce fait, la zone

qui peut potentiellement accueillir de nouvelles plantations de palmier à huile est plutôt limitée. De plus, la plupart de ces terres sont composées de forêts et de terres agricoles qui sont occupées par des populations locales et des paysans, dont certains cultivent déjà du palmier à huile pour les marchés locaux.

L'expansion des plantations de palmiers à huile dépend donc de la capacité de ces entreprises à convaincre les populations de céder leurs terres. La tâche n'est pas facile, compte tenu du peu d'emplois et d'autres bénéfices apportés par une plantation de palmiers à huile en comparaison avec la destruction qu'elle entraîne et la valeur que les populations attachent à ces terres. Une plantation classique de palmiers à huile ne nécessite qu'un seul travailleur sous-payé pour 2,3 hectares, tandis que les communautés voisines paient un prix élevé pour la déforestation, l'utilisation de l'eau, l'érosion du sol et la contamination par les engrais chimiques et les pesticides qui en résultent.¹ Les sociétés qui essaient d'obtenir des terres auprès des communautés se heurtent également aux formes traditionnelles de gouvernance foncière qui ne permettent pas de vendre la terre par parcelles.

Le moyen le plus facile pour ces entreprises de s'affranchir de ces difficultés est de veiller à ce que les communautés ne sachent même pas que leurs terres ont été cédées. Il est très courant en Afrique, par exemple, que les entreprises concluent des transactions foncières directement avec le gouvernement national à l'insu des communautés concernées. Dans de nombreux cas, les entreprises qui signent les contrats sont d'obscures sociétés enregistrées dans des paradis fiscaux dont les véritables propriétaires sont dissimulés. Les dirigeants de ces entreprises viennent généralement du secteur des mines ou d'autres industries extractives et sont impliqués depuis longtemps dans des transactions douteuses en Afrique. En Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Indonésie, les transactions foncières sont généralement négociées entre les élites locales et les investisseurs étrangers, souvent également avec des structures de propriété obscures enregistrées dans des paradis fiscaux.

Ces petites sociétés fictives ne s'occupent pas du développement des plantations. Une fois que les contrats fonciers sont signés, elles cherchent immédiatement à les revendre à de grandes entreprises qui disposent de la capacité technique et des ressources financières pour créer les plantations. Et c'est généralement à ce stade que les communautés en viennent à comprendre que leurs terres ont été vendues.

Dans la plupart des cas, on aboutit à une situation dans laquelle une grande société multinationale de plantations, forte du soutien d'un gouvernement national et d'un contrat de plusieurs millions de dollars,

1. UNEP, « Oil palm plantations : threats and opportunities for tropical ecosystems », décembre 2011

affronte une communauté pauvre qui tente désespérément de s'accrocher aux terres et forêts dont elle a besoin pour survivre. Il est incroyablement difficile pour les communautés de se défendre contre ces puissants pouvoirs, et celles qui le font s'exposent à une riposte violente, que ce soit par des paramilitaires en Colombie, la police en Sierra Leone, ou l'armée en Indonésie.

L'huile de palme en Afrique grâce aux paradis fiscaux et à l'accaparement des terres

Le cas de Atama Resources Inc

En 2010, le gouvernement de la République du Congo a cédé plus de 400 000 ha à une société officiellement congolaise appelée Atama Plantation, et dont les propriétaires restent inconnus.² En échange, cette société mystérieuse a promis de développer la plus grande plantation de palmier à huile du bassin du Congo, qui va entraîner la conversion de 180 000 ha de terres principalement forestières dans les départements de la Cuvette et de la Sangha, tout en accordant au gouvernement une redevance annuelle symbolique de 5 \$ par hectare de plantation.



Le plus grand propriétaire terrien du Congo, l'homme d'affaires malaisien Robert Tan. (Photo: The Star, Malaysia)

2. Voir l'excellent rapport « Seeds of destruction », Rainforest Foundation UK, 2013

La société n'a eu aucune obligation de procéder à des évaluations d'impact environnemental ou social ou de consulter les populations concernées.

Lorsque le contrat a été signé, Atama Plantation était entièrement détenue par Ressources Silvermark Inc, une société enregistrée dans le paradis fiscal des Îles Vierges britanniques.³ Selon les seules informations disponibles publiquement sur Silvermark, cette dernière est détenue et dirigée par deux sociétés fictives enregistrées à Brunei. En raison des règles de confidentialité régissant les sociétés enregistrées au Brunei et dans les Îles Vierges britanniques, il est impossible de savoir qui sont les propriétaires réels de ces sociétés.

En 2011, la propriété d'Atama Plantation a été transférée à une société holding de Maurice, un autre paradis fiscal, avant d'être finalement vendue, en 2012, à Wah Seong Corporation de Malaisie, une société « spécialisée dans les revêtements de tuyauterie », sans aucun antécédent dans le secteur de l'huile de palme, qui est contrôlée par l'homme d'affaires malaisien Robert Tan.⁴

Quels que soient les propriétaires de Silvermark, ils ont empoché environ 25 millions de dollars en ne faisant qu'orchestrer le contrat avec le gouvernement congolais. Et, dans le cadre du contrat avec Wah Seong, ils détiennent toujours 39 % des actions avec une autre société enregistrée dans les Îles Vierges et des propriétaires inconnus qui détiennent les 10 % restants.

Le cas de la Liberian Forest Products Inc. (LFPI)

3. Silvermark appartient à Tinaldi Ltd et l'administrateur est Greenland Ltd. Greenland Ltd serait contrôlé par Benny Lum (qui n'est peut être qu'un mandataire). Il contrôle Lamington Capital Inc (peut-être de/à Singapour), qui est également actionnaire de African Petroleum Corporation Limited. Il a également été utilisé pour réaliser un transfert de fonds au profit d'une société thaïlandaise liée à Thaksin. Tanaldi Ltd et Greenland Ltd (Brunei) sont tous deux enregistrés au Brunei, à l'adresse de HMR Trust Ltd (qui intervient dans des services financiers offshore). D'autres documents indiquent que Tanaldi Ltd appartient à Tan Sri Barry Goh Choon Ming, de Malaisie, et l'entreprise sert de fiduciaire à d'autres hommes d'affaires malaisiens. Barry Goh contrôle B&G Capital Resources Berhad (« BCGR ») qui a commencé en 1994. BCGR est intervenu comme maître d'œuvre pour Tenaga Nasional Berhad (TNB), l'une des plus grandes entreprises liées au gouvernement en Malaisie.
4. Atama Ressources Inc a été enregistrée à Maurice en juillet 2011, avec 100 % du capital détenu par Silvermark. En 2012, Wah Seong a acheté 51 % de Atama Ressources Inc. par l'entremise de sa filiale à 100% WS Agro Ind Pte Ltd (Singapour). Silvermark possède encore 39 % de la société. Dix pour cent ont été acquis par Giant Dragon Group (IVB), qui est détenu à 100 % par Marston International Ltd. (IVB), dont l'administrateur est Eastern Sky Ltd. (Hong Kong). Eastern Sky est administrateur désigné dans plusieurs autres sociétés. La Wah Seong Corporation est largement contrôlée par l'homme d'affaires malaisien Robert Tan. Marston International Ltd. est le propriétaire de Pergenia International Limited (PIL) constituée en société dans des Îles Vierges britanniques, le 10 janvier 2007 et Netstar Holdings Limited enregistrée dans les IVB en 2003. Marston International Ltd est également l'actionnaire majoritaire de PT Jaya Pari Steel Tbk. (Indonésie). Des rapports de PT Jaya Pari Steel indiquent que Marston International Ltd est détenue par John Matthew Ashwood (50 %) et Brian Robinson Whiteman et McKinstry (50 %), qui semblent être seulement des mandataires, et John Ashwood travaille probablement pour Vistra, une société financière offshore basée à Hong Kong. PT Jaya Pari Steel est une société de la famille indonésienne Gunawan, qui intervient dans les secteurs de la finance et de l'acier. La famille contrôle 46 % de l'Indonésien PT Bank Panin. Marston International Limited est également un actionnaire important dans une autre entreprise sidérurgique de Gunawan, Betonjaya Manunggal Tbk PT, à travers sa participation dans Profit Add Limited (Samoa). Marston International figure parmi les actionnaires de Best dragon Enterprises Limited, aux côtés de Tito Sulistio, qui est lié à la famille Suharto.

Le 21 août 2006, une société londonienne d'exploration minière peu connue a annoncé au monde qu'elle avait pris le contrôle de 700 000 ha de terres au Libéria, soit l'équivalent d'environ 7 % de la superficie totale du pays. Les propriétaires de Nardina Resources PLC ont affirmé qu'ils avaient acquis les droits portant sur cet énorme territoire grâce à la prise de contrôle d'une société libérienne du nom de Liberian Forest Products Inc. (LFPI). Nardina a alors pris le nom de Equatorial Biofuels PLC, puis celui de Equatorial Palm Oil Ltd (EPO) pour illustrer sa nouvelle vocation, la production d'huile de palme. Pendant ce temps, les propriétaires initiaux de LFPI sont repartis avec 1 555 000 £ en actions et en numéraire.

Mais comment les propriétaires de LFPI ont-ils pu mettre la main sur une superficie aussi scandaleusement énorme du territoire d'un pays qui sort à peine de plus d'une décennie de guerre civile ? Et d'abord, qui étaient ces propriétaires ?

Les documents d'information publiés sur EPO au moment de sa cotation sur le marché alternatif de la bourse de Londres en 2010, montrent que l'argent payé pour LFPI est allé à deux sociétés offshore, Kamina Global Ltd des Îles Vierges britanniques et Subsea BV du Libéria, qui possédaient chacune 50 % des actions de LFPI.

Les recherches menées en décembre 2013 dans le registre des sociétés au Liberia n'ont permis de retrouver aucune trace de l'enregistrement d'une société appelée Subsea BV. Toutefois, le détail de l'enregistrement de LFPI en novembre 2006 indique que cette dernière est une compagnie libérienne détenue par Tony Smith (50 %) et A. Kanie Wesso (50 %), qui sont tous les deux administrateurs d'une société en cours de création, appelée Subsea BV. Le seul dirigeant de LFPI nommé dans le document est Mark Slowen, un homme d'affaires britannique intervenant au Libéria, dont le nom s'avère être également celui du Pdg de Subsea Ressources DMCC (Dubai Centre Multi Commodities), une société qui a acquis des droits miniers au Libéria à peu près à la même époque.

Un deuxième document d'enregistrement pour LFPI, datant d'août 2007, qualifie LFPI de société britannique, avec un partage de propriété entre Mark Slowen (50 %) et Kanie Wesso (50 %). Les deux documents décrivent LFPI comme une société dont l'activité exclusive est l'exploitation forestière.

Subsea BV apparaît également dans le répertoire des entreprises au Royaume-Uni en tant qu'administrateur du Groupe G4, qui a plusieurs participations commerciales au Libéria et est contrôlée par Lincoln Fraser, un fraudeur financier notoire.⁵ La filiale libérienne du Groupe

5. Fraser est décrit par Offshore Alert comme un « escroc britannique qui a orchestré la fraude de 400 millions de dollars de Imperial Consolidated » qui a dépouillé des milliers de retraités et d'autres de leurs économies quand elle a fait faillite en 2002.

G4, G4 WAO Inc., exporte du bois et dispose d'une concession d'exploration des phosphates couvrant 36 000 ha dans la zone de Bopolu. Selon le site web de l'entreprise, G4 WAO « gère plus de 400 000 ha bénéficiant des meilleures conditions de culture au monde » et a établi un partenariat avec l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) « pour créer des sites d'essais dans diverses exploitations agricoles de G4 au Libéria, au Ghana et au Kenya. »⁶

Kamina Global Ltd, l'autre société qui a été payée par EPO pour l'acquisition de LFPI, est encore plus opaque. La législation des Îles Vierges britanniques n'oblige pas les sociétés à révéler leurs administrateurs ou actionnaires, de sorte qu'il n'a pas été possible d'identifier les personnes qui se cachent derrière Kamina Global à partir de l'enregistrement de l'entreprise.⁷

Lorsque EPO a acheté LFPI, le contrat a été examiné par la Commission des concessions et des marchés publics du Libéria. Celle-ci a par la suite conclu que l'accord contenait des « irrégularités flagrantes et ne respectait pas la loi » et EPO a été contraint de renégocier. LFPI, qui est maintenant la propriété de EPO, a signé un nouveau contrat avec le gouvernement en 2008, portant cette fois sur une superficie beaucoup plus petite mais encore considérable (55 000 ha) dans le district de Butaw. Avec cette concession et une autre de taille similaire au Libéria, EPO a fait son entrée sur le marché alternatif de la Bourse de Londres, et a fini par attirer des investissements importants du Siva Group, une société holding basée à Singapour du milliardaire indien Chinnakannan Sivasankaran, qui a tranquillement amassé en quelques années l'une des plus grandes réserves foncières du monde pour la production de l'huile de palme. Le Groupe Siva a commencé à acheter des actions d'EPO en 2010 et, en 2013, il contrôlait 36,7 % de la société. Il a créé une joint-venture à parts égales avec EPO en République de Maurice, appelée Liberian Palm Developments Ltd, qui a pris le contrôle de l'ensemble des concessions d'EPO au Libéria.⁸

En 2013, le Groupe Siva a vendu ses actions dans EPO et sa joint-ven-

6. Site web du Groupe G4

7. Les données d'enregistrement de la société Kamina indiquent que cette dernière a été enregistrée/ immatriculée le 17 mars 2006 et radiée le 2 novembre 2009. Son agent enregistré est l'IMF (IVB) Ltd, une société qui gère de nombreuses sociétés fictives pour le compte de clients dans le monde entier. Comme l'indique ce même document : « En vertu de la Loi de 2004 sur les sociétés commerciales dans les IVB, les sociétés ne sont pas tenues de déposer des informations sur les administrateurs et les actionnaires d'une société. »

8. La participation 36,7 % du Groupe Siva dans EPO est détenue par le biais de plusieurs filiales : Biopalm Energy Limited (16,62 %), The Siva Group (16,62 %) et Broadcourt Investments Ltd (3,46 %). (La joint venture est établie entre la filiale à 100 % d'EPO Equatorial Biofuels (Guernesey) Limited et Biopalm Energy Limited, une filiale à 100 % de Geoff Palm Ltd basée dans la ville offshore de Labuan, en Malaisie, et qui appartient à Broadcourt Investments Ltd, une société holding enregistrée aux Îles Vierges britanniques, avec Chinnakannan Sivasankaran, le fondateur et propriétaire du Groupe Siva, qui apparaît comme le seul administrateur et actionnaire depuis janvier 2007.

ture mauricienne à KL Kepong de Malaisie, l'une des plus grandes entreprises d'huile de palme du monde.

Les sociétés chinoises accaparent-elles des terres pour produire de l'huile de palme ?

La Chine rivalise avec l'Inde pour la première place des importateurs d'huile de palme au niveau mondial. Il serait donc logique que les sociétés chinoises participent à la ruée actuelle sur les terres pouvant accueillir des plantations de palmier à huile. Cependant, si plusieurs opérations massives d'accaparement de terres pour la production d'huile de palme ont été signalées pour des entreprises chinoises, peu d'entre elles se sont concrétisées.

Le géant chinois des télécommunications, ZTE, qui a une division agrocarburants, a annoncé la signature d'un accord avec la République Démocratique du Congo pour le développement de 2 millions d'hectares de plantations de palmier à huile. Le chiffre a ensuite été ramené à 100 000 ha et il semble maintenant que le projet ait été entièrement abandonné.

En 2005, le président indonésien Yudhoyono a annoncé un plan visant à la création de 1,8 million d'hectares de terres de plantations de palmier à huile le long de la frontière du Kalimantan. Plusieurs sociétés chinoises, notamment la société d'investissement d'Etat CITIC Group, se sont vu offrir un tiers de la zone en échange de la construction de routes et de chemins de fer et des détails ont été communiqués sur un projet de 600 millions de dollars entre CITIC et Sinar Mas, le géant indonésien de l'huile de palme, pour le développement de 100 000 ha de plantation dans la région, avec un prêt de 380 millions USD provenant de la Banque chinoise de développement.⁹ La filiale de Sinar Mas Golden Agri Resources est l'un des principaux fournisseurs d'huile de palme à la Chine. Les plans, cependant, ne se sont jamais concrétisés.

En 2012, Sinar Mas, qui est contrôlé par la famille Widjaja, d'Indonésie, a annoncé un nouveau partenariat pour le développement de l'huile de palme avec la Chine, cette fois avec la société d'Etat China National Offshore Oil Corp. et une autre société contrôlée par les Widjaja, HKC Holdings, de Hong Kong. Wang Jun, l'ancien président du Groupe CITIC, est président d'honneur et administrateur de HKC. Les sociétés ont déclaré que le projet serait déployé sur une période de huit ans en Papouasie et dans le Kalimantan, « où les gouvernements régionaux ont réservé environ un million d'hectares de terres à cet effet. »

9. « The Kalimantan border oil palm project », Milieudéfense – Friends of the Earth Netherlands and the Swedish Society for Nature Conservation, 2006; « China's investment foray into Indonesia », Asia Sentinel, 6 juin 2013

Moins d'un an plus tard, les Widjaja ont conclu un autre grand contrat d'huile de palme avec la Chine. Cette fois-ci en Afrique. En mars 2013, Golden Veroleum Limited, une filiale à 100 % de Golden Agri Resources, a obtenu une facilité de prêt à terme de 500 millions de dollars de la Banque chinoise de développement (CDB) pour la mise en œuvre de son projet de plantation de palmier à huile de 220 000 ha au Libéria. Généralement, la CDB n'accorde des prêts à des sociétés ou des projets étrangers que si des entreprises chinoises sont directement partie prenante.¹⁰

Pour l'instant, la Chine semble faire transiter la plupart de ses investissements dans l'huile de palme par des sociétés asiatiques, comme Sinar Mas, qui dominent le commerce mondial en ce domaine. La seule société chinoise à faire des investissements directs significatifs dans les plantations de palmier à huile a été jusqu'à présent Sinochem, une compagnie pétrolière appartenant à l'État chinois. En avril 2012, Sinochem a payé 193 millions d'euros pour l'acquisition d'une participation de 35 % dans la société de plantations belge SIAT, qui a des plantations de palmier à huile au Gabon, au Ghana et au Nigeria. L'entreprise a également annoncé que sa société de caoutchouc au Cameroun allait étendre ses plantations et commencer à se lancer dans la production d'huile de palme.

10. Communiqué de presse de Golden Agri

CHAPITRE 4

LES COMMUNAUTÉS SONT LES GRANDES PERDANTES DES PLANTATIONS EN MONOCULTURE DE PALMIER À HUILE



Villageois sur une nouvelle plantation industrielle de palmier à huile au Cameroun. (Photo : Greenpeace)

Les collectivités locales ne peuvent être que perdantes face à cette nouvelle vague d'accaparement des terres destinées à l'huile de palme. Ils perdent l'accès à des ressources vitales en terres et en eau, maintenant et pour les générations futures.

Et elles doivent faire face à tous les impacts résultant de ces vastes plantations en monoculture sur leur territoire : pollution par les pesticides, érosion des sols, déforestation et migration de la main-d'œuvre. L'expérience montre aussi que les emplois créés par les plantations sont

le plus souvent occupés par des personnes extérieures à la communauté, et que la plupart de ces emplois sont saisonniers, mal payés et dangereux. Les systèmes de certification, comme la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO), ne peuvent qu'atténuer ou retarder certains des pires excès (Voir dessous : « Pourquoi la RSPO facilite l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme »).

L'expérience montre également que les systèmes de plantations satellites, appelés « programmes plasma » en Indonésie ou « nucleus estates » en Ouganda, ne sont pas des solutions. Il est devenu pratique courante pour les entreprises de proposer des systèmes de sous-traitance sur une partie des terres situées à l'intérieur de leurs concessions dans le cadre de leurs accords avec les gouvernements hôtes. Les agriculteurs associés à ces programmes ont peu de contrôle sur la production ou les modalités de paiement, qui sont dictées par la société, et ils sont ainsi exposés à toutes sortes d'abus. Les programmes de plantations satellites sont surtout un moyen pour les entreprises de capter l'offre et de calmer les populations locales qui sont en fin de compte contraintes d'abandonner le contrôle sur leurs territoires.

Cela ne veut pas dire que la production d'huile de palme à petite échelle ne peut pas assurer une source de revenus aux populations. Le Honduras et l'Afrique occidentale et centrale offrent d'excellents exemples de situations dans lesquelles les petits agriculteurs de palmier à huile ont développé des marchés ou organisé des coopératives qui leur fournissent un prix décent pour leur production.¹ Mais dans ces cas, les agriculteurs ont le contrôle de leurs terres et de leurs exploitations, et ils ne sont pas à la merci d'une société étrangère ou nationale unique pour la vente de leurs produits. La vague actuelle de plantations constitue une menace directe pour ces agriculteurs en les privant de leurs terres et de leurs marchés locaux.

La demande ne justifie pas non plus l'expansion des plantations de palmier à huile. Le marché mondial en pleine croissance de l'huile de palme n'a rien à voir avec la résolution de la faim dans le monde. Il est principalement le résultat de nouvelles obligations en matière d'agrocarburants, et de la substitution de graisses animales ou végétales produites localement par une huile de palme bon marché importée et utilisée par des multinationales pour la production d'aliments transformés. Les populations n'ont pas besoin de plus de plantations de palmier à huile, ce sont les multinationales qui en ont besoin.

1. Pour des exemples au Honduras, voir Tanya M. Kerksen, « Grabbing power : the new struggles for land, food and democracy in Northern Honduras », *FoodFirst*, 1 février 2013 ; pour des exemples en Afrique, voir World Rainforest Movement, « Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur », 2013

Pourquoi la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) facilite l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme ?

Winnie Overbeek est le coordinateur international du World Rainforest Movement, un réseau international avec un petit secrétariat en Uruguay, qui soutient les luttes des communautés et des populations autochtones qui dépendent des forêts tropicales. Il a exposé à GRAIN son point de vue sur la Table ronde sur l'huile de palme durable.

GRAIN : En quoi consiste la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) ?

Winnie : La RSPO est une initiative qui a été créée en 2001. Il s'agit d'un partenariat entre l'industrie de l'huile de palme et quelques ONG, parmi lesquelles le WWF occupe une place importante. À mon avis, elle peut être comprise comme une réponse du secteur de l'huile de palme aux conflits et aux problèmes environnementaux, en particulier la déforestation, causés par une expansion très rapide, notamment en Indonésie et en Malaisie, au cours des 20 dernières années.

La RSPO compte maintenant plus de 750 membres, dont seulement 13 sont des ONG, de sorte que les 740 membres restants sont des entreprises liées d'une manière ou d'une autre à l'industrie de l'huile de palme. On y trouve les planteurs de palmier à huile, les transformateurs et les négociants d'huile de palme, les fabricants de produits grand public, et certaines banques et des investisseurs. Le processus utilisé ressemble beaucoup au système de certification du Forest Stewardship Council. La RSPO délivre des certificats aux producteurs d'huile de palme à partir d'un ensemble de principes et de critères approuvés par les membres de la RSPO. La RSPO indique sur son site web qu'elle a déjà accordé des certificats à environ 1,6 million d'hectares de plantations de palmier à huile considérées comme « durables ». Ils appellent cela « une production d'huile de palme durable », qui est censée s'appuyer sur des pratiques de gestion légales, économiquement viables, écologiquement appropriées et bénéfiques pour la collectivité.

GRAIN : Dans votre expérience de travail avec les communautés, pensez-vous que la RSPO a constitué une solution pour elles ? A-t-elle contribué à une production durable de l'huile de palme ?

Winnie : Il est vrai que, selon certaines organisations avec lesquelles nous travaillons, la RSPO, a apporté quelques avantages, et il est également important (j'imagine que c'est vrai pour n'importe quel système de certification) de pouvoir afficher des résultats positifs. Ainsi, par exemple, la RPSO est parvenue à ralentir un peu la déforestation, ou du moins à obtenir que les entreprises ralentissent leur taux d'expansion. Mais il est vrai aussi que, pour les communautés qui ont déposé des plaintes

auprès de la RSPO, en Indonésie par exemple (le pays où il y a le plus de problèmes entre les communautés et les entreprises d'huile de palme), aucune de ces plaintes n'a abouti à une conclusion satisfaisante pour les communautés. Et c'est très inquiétant, car ce mécanisme de traitement des plaintes est le dernier recours pour corriger les problèmes qui n'ont pas été résolus pendant la procédure de certification. Si ce mécanisme de traitement des plaintes de la RSPO ne fonctionne même pas, que peut-on penser de l'ensemble du processus de certification ?

Tout d'abord, il est difficile pour les communautés d'avoir accès à ce dispositif, et c'est en lien avec le deuxième aspect que je veux aborder : le fait que la RSPO a été mise en place sans aucune participation des communautés. La RSPO a établi un certain nombre de procédures, de principes et de critères, et ceux-ci sont souvent très difficiles à comprendre pour les communautés. Le langage dans lequel ces procédures sont rédigées, notamment le mécanisme de plainte, est différent de celui qui est utilisé par les communautés. Je veux dire que les textes sont rédigés d'une manière très technique, pas d'une manière qui facilite l'accès pour les communautés. Ils sont écrits dans le langage des entreprises, des consultants, des chercheurs, et c'est aussi celui des ONG participantes, qui sont le plus souvent représentées par des intervenants spécialisés titulaires de diplômes universitaires. Toutes ces personnes peuvent facilement comprendre la documentation. C'est beaucoup plus difficile pour les communautés. Ceci représente un gros avantage pour les entreprises qui cherchent à obtenir une certification, et souvent une source de frustration pour les collectivités.

Cette situation est illustrée par la façon dont on définit les forêts qui ne doivent pas être transformées en plantations de palmier à huile dans le processus de certification. La RSPO les appelle des forêts à haute valeur de conservation (HCV), et elles sont déterminées par l'identification de zones par des consultants qui sont embauchés par la société, et non pas par les communautés. Le plus souvent, les communautés ne comprennent pas ce concept parce que pour elles, c'est l'ensemble de leur territoire, souvent constitué de différentes zones forestières qu'elles utilisent pour toutes sortes d'activités différentes, comme l'agroforesterie, qui est important. Toutes ces différentes zones boisées sont très importantes pour les communautés, et pas seulement une zone unique dans cette région, comme le propose la RSPO.

Un autre aspect problématique de la RSPO est que ce n'est pas un instrument efficace pour résoudre les problèmes croissants d'accaparement des terres dans les pays du Sud, (notamment pour) le développement de plantations en monoculture pour l'exportation. Elle ne remet pas en cause la logique de l'industrie de l'huile de palme et de l'expansion des plantations et des marchés. Si cet aspect n'est pas pris

en compte, comment peut-on parler d'une huile de palme « durable » au niveau mondial ?

Au niveau local, on trouve aussi deux caractéristiques des plantations qui ne sont pas remises en cause par la RSPO : leur grande taille et leur choix de la monoculture. Ce sont deux aspects qui ont toujours beaucoup de répercussions sociales, environnementales, économiques et culturelles. Ces plantations ont besoin de beaucoup de pesticides et d'eau, et elles occupent un vaste territoire sur lequel vit une population importante (parce qu'elles sont le plus souvent installées sur des terres fertiles). Il est donc très difficile de qualifier de « durables » des plantations en monoculture et à cette échelle et, pour notre part, nous considérons que c'est impossible. Ainsi, lorsque la RSPO accorde un label à ces projets et les déclare « durables », cela donne aux consommateurs l'impression trompeuse que l'huile de palme qu'ils consomment provient d'une plantation durable, que c'est avantageux pour les communautés et pour le reste du monde. Ce n'est tout simplement pas vrai.



Defrichement pour une plantation de palmier à huile à Sumatra, Indonésie. (Photo : H Dragon/Flickr)

La RSPO pose un dernier problème important : Il s'agit d'un mécanisme, comme les autres innovations du genre REDD+, qui crée des divisions au sein de la société civile entre les communautés, les mouvements sociaux et les ONG. La certification est utilisée comme un outil pour aider

certaines communautés à certains moments, alors que dans d'autres pays – ou souvent dans le même pays – ce même outil est utilisé pour réduire au silence ou soumettre les gens et contrôler leur territoire.

Ces mécanismes, comme les certifications ou les projets REDD, doivent donc être envisagés et compris dans un contexte plus large. Nous devons réfléchir à notre devoir de solidarité envers ceux qui sont maltraités par les systèmes de certification et les projets REDD. Il me semble que cela ne se fait pas assez souvent et c'est très préoccupant. Actuellement, par exemple, on observe une tendance à un rapprochement entre des mécanismes comme la RSPO et REDD. Les zones forestières à haute valeur de conservation dont j'ai parlé tout à l'heure, que la RSPO veut protéger, sont désormais aussi appelées « forêts riches en carbone ». À terme, cela signifie qu'une entreprise certifiée par la RSPO pourrait aussi vendre des crédits carbone générés dans sa zone, même si des études montrent que les agrocarburants produits à partir d'une monoculture à grande échelle peuvent entraîner encore plus d'émissions de CO₂ que l'utilisation de combustibles fossiles pour la production d'énergie.

Globalement, je pense que les limites et les problèmes de la RSPO sont bien plus sérieux et plus importants que ses avantages pour les communautés, et je dirais que c'est exactement le contraire pour les entreprises : je pense que la RSPO leur rapporte beaucoup plus de bénéfices qu'elle ne leur coûte. En fin de compte, le pouvoir des entreprises est renforcé avec des mécanismes comme la RSPO, et la lutte des communautés pour résister contre l'accaparement des terres, pour défendre leurs territoires, devient plus difficile.

Un activiste camerounais menacé d'emprisonnement pour s'être attaqué à un accapareur de terres de Wall Street

Pour un accapareur de terres, Nasako Besingi représente un véritable cauchemar. Cet organisateur communautaire, directeur de l'ONG Struggle to Economise Future Environment (SEFE), a bouleversé les plans d'une société américaine qui visaient à mettre la main sur une vaste zone au sud-ouest du Cameroun pour y produire de l'huile de palme.

Herakles Capital est une société de capital-risque dont le siège est à New York et qui se vise à acquérir et développer des plantations de palmier à huile sur plus de 80 000 hectares en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Nasako n'a pas ménagé ses efforts pour faire son enquête et dénoncer le projet de cette société au Cameroun, depuis l'instant où il en a entendu parler ; il a aidé les populations locales à en comprendre les enjeux. La résistance à Herakles a pris de l'ampleur, mais cela a coûté très cher à Nasako.

« La première fois que j'ai entendu parler du projet de plantation dans notre région, c'était par un agent du gouvernement en 2009 », explique-t-il. « Cela m'a vraiment donné un choc. Je lui ai dit « Mais il n'y a pas de terres disponibles par ici. » »

Plus tard la même année, au cours d'une réunion du parti politique en place, on a demandé aux chefs de la région de signer un bout de papier vierge contre 10 000 francs CFA. « Aucun d'eux ne savait ce qu'il signifiait, » indique Nasako. « Ce n'est qu'après coup que nous avons découvert que ce papier était utilisé comme preuve du consentement de la population locale au projet de plantation. »

En 2010, l'accord entre le gouvernement et la société était devenu public. Mais on ne savait pas très bien qui était derrière le projet. « Quand ils en parlaient localement, ils faisaient référence à Sithe Global, qui est une société américaine, mais quand il s'agissait de communications officielles, ils parlaient alors de SCSOC, une entreprise enregistrée au Cameroun. C'était pour moi comme s'ils voulaient dissimuler la véritable identité de cette société », explique Nasako. C'est seulement au bout d'un certain temps qu'il est devenu clair que la société appartenait au fonds de couverture américain Herakles Capital, qui détenait aussi Sithe Global.

Une personne bien placée a fait passer à Nasako une copie de la Convention d'établissement entre la société et le gouvernement.

« La convention ne spécifie pas la superficie ni l'emplacement des terres concernées par le projet », fait remarquer Nasako. « Mais quand la société est arrivée sur place, elle a affirmé que les terres lui avaient été attribuées par le gouvernement. »

SEFE a organisé une rencontre en août 2011 pour essayer d'y voir clair dans le projet proposé. L'ONG a invité tous les villages concernés, le gouvernement et la société. Mais la société a refusé de participer.

« C'est là que nous avons compris que la société ne voulait pas négocier, qu'elle ne voulait rien avoir à faire avec nous, » raconte Nasako. « Alors nous avons décidé de les attaquer en justice. »

SEFE a porté plainte contre la société devant la Haute Cour de Justice pour viol des législations nationale et internationale sur l'environnement et les droits humains. La cour a statué en faveur de SEFE, en concluant qu'Herakles n'avait pas la permission d'opérer dans la région, mais cela n'a pas suffi à décourager Herakles.

« La société a ignoré la décision de la cour parce qu'elle avait la bénédiction du Premier ministre », dit Nasako. « Nous avons examiné la situation et nous nous sommes dit : « Si cette société peut se permettre d'ignorer la cour, comment espérer qu'elle va nous écouter, nous, pauvres villageois que nous sommes ? » »

SEFE est passée à la vitesse supérieure dans son travail de sensibilisa-

tion. Elle a organisé une autre rencontre importante en juillet 2012 dans le village de Meangwe 2. Dans les jours qui ont précédé la réunion, des agents de la société sont venus dans les villages pour avertir les gens de ne pas aller à la réunion.

« Ils ont dit aux villageois que la réunion était illégale, que SEFE était une organisation illégale et que les gens seraient arrêtés s'ils y participaient, » raconte Nasako. « Mais cela n'a pas empêché les gens de venir. C'était la saison des pluies et pourtant, plus de 300 personnes sont venues de tous les villages concernés pour participer à la réunion. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils entendaient parler du projet proposé et de cette société. »

Les efforts de Nasako ont failli lui coûter la vie. Un mois après la réunion, il se rendait à moto dans un village qui lui avait demandé de venir parler des plans d'Herakles quand il s'est fait agresser par un groupe d'hommes.

« Ils m'ont arraché de la moto et ont commencé à me frapper à coups de poing », raconte Nasako. « Ils me hurlaient dessus en disant que c'était moi qui avais mis des bâtons dans les roues à la société. Je les ai tous reconnus : ce sont des petits cadres d'Herakles Farms. »

Par chance il s'est trouvé qu'une équipe de journalistes français n'était pas loin derrière Nasako ce jour-là. Quand leur camion est arrivé, les hommes ont relâché Nasako et se sont enfuis.

Les tensions entre la société et les villageois n'ont cessé de s'intensifier. Mais la société et le gouvernement continuaient à prétendre que les populations locales étaient d'accord avec la concession proposée et à propager leur désinformation dans les médias nationaux et internationaux.

« La grande majorité des populations locales est opposée à ce que fait Herakles, et nous voulions montrer au monde la réalité, » insiste Nasako.

À la demande de la communauté, SEFE a mis au point un plan d'action. En novembre 2012, l'ONG a fabriqué des centaines de T-shirts qui portaient le slogan : « Pas de plantations sur nos terres. Herakles dehors ». Le but était que les villageois portent ces T-shirts à l'occasion de la cérémonie d'investiture du nouveau préfet de la région, afin de bien marquer leur opposition aux plantations d'Herakles. Toutefois, avant la cérémonie, un nombre important de policiers et de soldats a envahi les bureaux de SEFE et arrêté Nasako et cinq villageois.

« Il s'agissait de nous intimider et de pousser les gens à la violence », fait remarquer Nasako. « Mais nous avons insisté en disant qu'il s'agissait d'une manifestation pacifique et nous avons exhorté les gens à ne pas résister physiquement parce que cela ne pourrait que servir d'excuse à d'autres arrestations et d'autres dépôts de plainte. »

Malgré ces manœuvres d'intimidation, quelque 400 personnes sont venues chercher des T-shirts. Tandis qu'elles se rendaient à la cérémonie, cependant, elles ont été attaquées avec violence et brutalisées par la police et les militaires, et on les a empêchées d'entrer avec leur T-shirt.

Nasako attend toujours sa convocation au tribunal pour savoir quelles sont les accusations portées contre lui. Les cinq autres qui ont été arrêtés ont été accusés d'avoir pris part à l'organisation d'une réunion publique non déclarée.

Dans le même temps, Herakles a déposé une plainte séparée contre Nasako l'accusant de diffamation et le poursuivant pour obtenir des dommages et intérêts. Nasako attend également une convocation pour cette affaire.

« Je n'aurai pas l'argent pour payer les dommages si je perds », dit Nasako. « Et donc dans ce cas, je serai obligé d'aller en prison. »

Le risque de la prison ou le fait que sa vie soit menacée ne suffisent pas à décourager Nasako. Il est convaincu que les communautés sont en train de gagner. Herakles Farms semble aujourd'hui avoir des problèmes financiers et le gouvernement a forcé la société à réduire la taille de son projet à 20 000 hectares.

Mais ce n'est pas assez pour SEFE et les villageois. Ce qu'ils veulent, c'est l'annulation du projet.

« Nous devons poursuivre notre résistance. On ne sait pas ce que cache le silence actuel de la société », met en garde Nasako. « Nous ne pourrions pas baisser la garde tant qu'il n'y aura pas eu d'annonce officielle que le contrat est annulé. Et d'autres sociétés arrivent dans la région. Nous savons ainsi que Cargill collabore avec l'ONG internationale Proforest pour acquérir des terres dans une zone voisine, juste au sud du projet proposé par Herakles. »

CHAPITRE 5

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DU PALMIER À HUILE



En Amérique

On n'associe pas spontanément l'huile de palme à la cuisine mexicaine. Mais, si vous allez dans n'importe quel supermarché du pays, vous trouverez de nombreux produits qui en contiennent. Le système alimentaire du pays a énormément changé depuis que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) est entré en vigueur en 1994, et des sociétés multinationales sont venues s'installer pour prendre le contrôle de l'approvisionnement alimentaire du pays. Le taux alarmant de l'obésité, maintenant plus élevé que celui des États-Unis, est une manifestation de ce changement du paysage alimentaire au Mexique. Le lien avec l'augmentation de la consommation d'huile de palme est évident.

La consommation d'huile de palme a augmenté de plus de quatre fois depuis que l'ALENA a été signé, et elle représente désormais un quart

de l'huile végétale consommée par le Mexicain moyen, contre 10 % en 1996. D'autres pays latino-américains qui subissent des changements similaires de leurs systèmes alimentaires, ont également augmenté leur consommation d'huile de palme. Les Vénézuéliens ont doublé leur consommation, et les Brésiliens en consomment 5 fois plus qu'en 1996.

Cette augmentation de la consommation est compensée par une augmentation de la production, pas au Mexique, mais dans les pays où l'huile de palme peut être produite à meilleur marché. Un tiers des exportations d'huile de palme d'Amérique latine sont maintenant à destination du Mexique.

La Colombie, avec environ 450 000 ha en production, est le plus grand producteur d'huile de palme des Amériques. La production a décollé depuis la fin des années 1990, pour plusieurs raisons, notamment des incitations fiscales de la part gouvernement et un quota national sur le biodiesel. L'usage de l'huile de palme comme substitut de la coca a été encouragé aussi dans le cadre du « Plan Colombie », un programme soutenu par les États-Unis qui a pour but de mettre fin au conflit armé qui déchire le pays depuis si longtemps et de réduire la production de cocaïne. Paradoxalement, l'huile de palme se révèle un moyen très utile pour les cartels de la drogue, les paramilitaires et les grands propriétaires terriens pour blanchir leur argent et garder le contrôle des zones rurales.

Les accaparements de terres les plus connus destinés à l'huile de palme en Colombie ont eu lieu dans la province nord-ouest du Chocó, où des hommes d'affaires et des paramilitaires ont agi de connivence pour forcer les communautés afro-colombiennes à céder leurs territoires pour des plantations d'huile de palme et de l'agriculture contractuelle. Après le meurtre de dizaines de dirigeants afro-colombiens pendant la résistance à ces accaparements de terres, le Bureau du Procureur général de la Colombie a inculpé 19 hommes d'affaires de l'industrie de l'huile de palme pour des délits de complot, de déplacement forcés, et d'intrusion dans des terres écologiquement importantes. Jusqu'à présent, trois de ces hommes d'affaires ont été condamnés.

Des épidémies ont limité l'expansion de la culture d'huile de palme dans la province du Chocó, et la plus grande partie de l'expansion s'est faite aux dépens des pâturages des régions centrales et orientales du pays, dans lesquelles, selon l'industrie de l'huile de palme, il y aurait peu de déforestation et de déplacements de paysans, selon l'industrie de l'huile de palme. Mais les études montrent que ces pâturages sont en fait généralement des zones communes vitales pour les paysans qui les utilisent pour leurs cultures vivrières et le pâturage de leur bétail. Les « pâturages » sont souvent les seules terres auxquelles les paysans ont accès, et les entreprises d'huile de palme utilisent couramment la force

et la coercition, y compris via des paramilitaires, pour leur ravir le contrôle de ces terres ou les contraindre à des accords de production sous contrat abusifs. Dans toute la Colombie, l'expansion de l'huile de palme et la présence de groupes paramilitaires sont étroitement liées.

L'Équateur, le deuxième producteur d'huile de palme de l'Amérique latine, a également connu une expansion récente de la production d'huile de palme. Alors qu'une grande partie de son huile de palme est produite dans des exploitations de moins de 50 ha, la nouvelle expansion est le fait d'entreprises privées qui sont venues s'installer dans les territoires des Afro-Équatoriens et d'autres peuples autochtones dans la partie septentrionale du pays. Ceci a entraîné une grave déforestation, des déplacements forcés et une farouche résistance locale.

Des conflits fonciers liés à l'huile de palme surgissent également en Amérique centrale. Au Honduras, des paysans de la vallée de l'Aguán ont été tués, emprisonnés et terrorisés pour avoir essayé de défendre leurs terres et les petites exploitations d'huile de palme contre d'influents hommes d'affaires honduriens, qui les ont dépossédés de leurs terres pour étendre leurs plantations de palmier à huile, avec le soutien de capitaux étrangers. Ironie du sort, ces familles paysannes étaient arrivées dans ces forêts de l'Aguán dans les années 1970, dans le cadre d'un programme de réforme agraire du gouvernement, et elles avaient été encouragées à cultiver le palmier à huile et à créer leurs propres coopératives. Les politiques néolibérales des années 1990, et un coup d'État en 2009, ont ouvert la porte à de puissants hommes d'affaires locaux comme Miguel Facussé, pour détruire les coopératives paysannes, s'emparer des terres par la violence pour créer des plantations, et réorienter la filière vers les exportations destinées aux agrocarburants et aux multinationales de l'agroalimentaire. De la même manière, au Guatemala, où la production d'huile de palme a quadruplé au cours de la dernière décennie, ce secteur est maintenant entièrement contrôlé par seulement huit familles riches qui se sont brutalement approprié les terres de communautés autochtones, comme les Q'eqchi'.

Certains connaisseurs du secteur prédisent que l'expansion de la production d'huile de palme au Brésil va bientôt éclipser celle de tous les autres pays de la région. Le Brésil est un importateur net, et la production a jusqu'ici été confinée à une petite zone du Pará, dans le Nord. Mais, à la différence de ce qui se passe dans les autres pays producteurs d'huile de palme de la région, où la production est dominée par des entreprises nationales et des familles de propriétaires terriens riches, les multinationales ont récemment fait d'importants investissements dans la production brésilienne d'huile de palme, comme la compagnie minière Vale, les entreprises énergétiques comme Petrobras et Galp, et ADM, un des plus grands négociants en céréales du monde et l'un des

principaux actionnaires du plus grand transformateur d'huile de palme au monde, Wilmar.

Pour aller plus loin :

- Tanya M. Kerssen, « Grabbing Power : The New Struggles for Land, Food and Democracy in Northern Honduras », FoodFirst, 1 février 2013
- Human Rights Everywhere, « The flow of palm oil Colombia-Belgium/Europe : A study from a human rights perspective », 2006

En Asie

Papouasie (province de Papouasie – Indonésie, province de Papouasie occidentale – Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée)

La Papouasie subit depuis longtemps les sordides méfaits de l'extraction des ressources naturelles par les sociétés minières et forestières. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, 5 millions d'hectares ont été donnés en bail à des entreprises pour des projets agricoles. Il y a huit ans, 97 % des terres du pays appartenaient à des propriétaires terriens traditionnels et des communautés locales ; les entreprises étrangères en contrôlent maintenant 12 %. Selon les termes de ces contrats, les entreprises sont censées mettre en place des projets agricoles, qui sont généralement des plantations de palmier à huile. Cependant, une étude de 2013 portant sur 36 baux destinés à des projets de palmier à huile correspondant à plus de 2 millions d'hectares, a constaté que les entreprises n'ont réellement les capacités et l'intention de développer des plantations de palmier à huile que dans cinq cas sur le total. La plupart n'étaient intéressés que par l'exploitation forestière.

La situation en Papouasie n'est pas si différente de celle d'autres régions du monde où des plantations de palmier à huile ont été créées. L'expansion du palmier à huile suit généralement la voie de l'exploitation forestière. Les entreprises forestières qui ont dévasté les forêts tropicales de Bornéo, comme Sinar Mas et Rimbulan Hijau, sont devenues des acteurs clés dans le secteur de l'huile de palme. Elles se tournent maintenant vers les forêts de la Papouasie en suivant le même modèle, tout comme une nouvelle vague d'entreprises qui s'intéressent plus à l'huile de palme, comme Wilmar, le Groupe Siva et Far East Holdings Berhad. Globalement, les entreprises d'huile de palme ont acquis plus de 2 millions d'hectares pour des plantations dans l'ensemble de la Papouasie.

Les gouvernements de Papouasie jouent un rôle actif en aidant ces

entreprises à prendre possession des terres et à passer outre l'opposition locale. Les politiciens en Papouasie-Nouvelle-Guinée sont souvent financièrement impliqués dans les accords avec les entreprises d'huile de palme, et le consentement des communautés touchées par les achats de terres est rarement recherché ou accordé. En 2011, les protestations des populations ont forcé le gouvernement à créer une commission d'enquête sur l'octroi des baux fonciers. Dans son rapport au Parlement en septembre 2013, la commission a déclaré que le système de baux fonciers était « marqué par une corruption et une incurie choquantes. » Sur les 42 contrats examinés, seulement quatre avaient obtenu l'accord des propriétaires locaux et avaient des projets agricoles viables.

Le gouvernement indonésien est passé en force avec un énorme projet de 2,5 millions d'hectares de plantations appelé MIFEE (Merauke Integrated Food and Energy Estate) dans les territoires des communautés autochtones Malind de la province de Papouasie occidentale. En juillet 2013, une coalition de 27 organisations a soumis un mémoire au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale exhortant à des mesures urgentes pour protéger le peuple Malind contre le projet MIFEE. Le mémoire porte sur la façon dont le gouvernement indonésien et les entreprises étrangères et nationales collaborent pour persuader par la ruse les communautés Malind de céder de vastes étendues de leurs terres pour des plantations agricoles, en particulier pour l'huile de palme et la canne à sucre.

« Le consentement, lorsqu'il est recherché, est obtenu par la contrainte, la tromperie, la désinformation et la manipulation intentionnelle et la fragmentation des processus de décision collective et des institutions représentatives traditionnelles de la communauté », explique le mémoire. « Les conditions d'indemnisation sont imposées unilatéralement plutôt que négociées, et correspondent à des sommes inférieures à 0,86 USD par hectare, par an et par clan. Sans exception, les relations entre la société et les communautés ont lieu en présence constante des forces militaires et armées, si bien que la liberté d'expression est muselée et que les objections aux développements proposés sont étouffées. »

On estime que 2 à 4 millions de travailleurs devraient émigrer vers la région du fait du projet, ce qui risquerait de « submerger les populations Malind, évaluées à environ 52 000 personnes, et de renforcer les menaces pesant sur leurs droits et leur bien-être. »

Trente-trois permis d'utilisation des terres ont déjà été accordés pour des plantations de palmier à huile dans le cadre du projet MIFEE. Quatre entreprises détiennent à elles seules 25 de ces permis, qui représentent une superficie de 948 500 ha. Mais ce n'est que récemment que les entreprises se sont intéressées à l'agriculture dans la région, et il est difficile de savoir dans quelle mesure cet intérêt est réel. Une grande partie

des achats de terres destinées à l'huile de palme a été réalisée par les sociétés forestières qui sont principalement intéressées par l'abattage des arbres. Une fois qu'il n'y a plus d'arbres, ces sociétés risquent de plier bagages et d'aller ailleurs.

Pour aller plus loin :

- Site de Awas MIFEE!
- Oakland Institute, « On our land : Modern land grabs reversing independence in Papua New Guinea », novembre 2013
- AGRA et PANAP, « Land Grabbing for Food and Biofuel (MIFEE Case Study) », 2012
- Longgena Ginting et Oliver Pye, « Resisting Agribusiness Development : The Merauke Integrated Food and Energy Estate in West Papua, Indonesia », avril 2011

Bornéo (Kalimantan – Indonésie, Sabah – Malaisie, Sarawak – Malaisie)

Au cours de la dernière décennie, l'accaparement des terres pour la production d'huile de palme a été plus important sur l'île tropicale de Bornéo que partout ailleurs dans le monde. Entre 2000 et 2009, la superficie des plantations de palmier à huile à Bornéo a plus que doublé et est passée de 2,4 à 5,4 millions d'hectares.

Le Sabah et certaines zones du Kalimantan avaient déjà connu d'importantes vagues d'expansion du palmier à huile. Dans les années 1980 et 1990, de vastes zones de terres forestières dégradées ont été attribuées à des entreprises d'huile de palme de Malaisie péninsulaire par le gouvernement du Sabah. Dans le Kalimantan, dès les années 1970, le régime de Suharto a envoyé des millions de familles d'autres régions densément peuplées d'Indonésie pour défricher des terres forestières et cultiver le palmier à huile dans les territoires des peuples autochtones dans le cadre d'un programme national de distribution de terres.

La deuxième vague d'expansion du palmier à huile actuellement en cours à Bornéo continue de cibler les terres traditionnelles des peuples autochtones, qui représentent environ 40 % de la population de l'île. En 2012, 108 conflits fonciers ont été documentés entre les communautés locales et les entreprises d'huile de palme dans le seul Kalimantan (Indonésie), dont plus de 90 % qui impliquent des communautés autochtones.

Le Premier ministre du Sarawak (Malaisie), Datuk Taib, qui est au pouvoir depuis plus de 30 ans, semble particulièrement empressé de livrer les terres de peuples autochtones aux grandes sociétés de plan-

tations. Il a orchestré plusieurs modifications de la législation foncière dans les années 1990, qui ont permis aux entreprises d'acquérir les terres des peuples autochtones, et il a ouvert la porte aux entreprises pour leur permettre de faire venir des travailleurs d'Indonésie et de les payer moins que le salaire minimum. Les travailleurs immigrés indonésiens représentent maintenant environ 80 % des ouvriers des plantations de palmier à huile du Sarawak (et 90 % dans le Sabah en Malaisie). Dans ces conditions, la culture du palmier à huile a explosé et est passée d'une superficie de 55 000 ha seulement en 1990 à 1 164 386 ha en 2009. Et, par la même occasion, la famille de Taib et un petit cercle d'hommes d'affaires et de politiciens de son entourage ont utilisé des systèmes clandestins de pots de vin et des sociétés fictives qui leur ont rapporté des centaines de millions de dollars.

Les multinationales de l'huile de palme ont été étroitement associées à l'expansion du palmier à huile au Sarawak et dans d'autres régions de Bornéo. Sime Darby possède plus de 100 000 ha plantés de palmier à huile au Sabah et au Sarawak, et 45 des 71 plantations qu'il exploite en Indonésie se trouvent au Kalimantan. Wilmar, le plus grand opérateur mondial dans le secteur de l'huile de palme, dispose de plus de 160 000 ha de plantations dispersées dans toute l'île. Même le Tabung Haji, qui gère l'épargne des Malaisiens pour le pèlerinage à la Mecque, possède 24 plantations au Sarawak et au Sabah par le biais de sa filiale TH Plantations, ainsi que 42 000 ha dans le Kalimantan oriental et central, à travers une joint-venture avec Felda Global, le troisième propriétaire de plantations de palmier à huile au niveau mondial. TH Plantations a été mêlé à plusieurs conflits fonciers avec des peuples autochtones au Sarawak, notamment à Simunjan, avec une communauté Iban qui, après avoir échoué dans ses efforts pacifiques visant à empêcher l'entreprise d'occuper ses terres, a incendié 16 des tracteurs de cette dernière en 2012.

Certains des plus grands exploitants de plantations de palmier à huile à Bornéo sont des compagnies forestières qui se sont diversifiées dans l'huile de palme dans les années 1990, après avoir déboisé une grande partie des zones forestières les plus lucratives de l'île. Ces entreprises ont la possibilité d'utiliser les permis forestiers qu'elles ont obtenus pour créer des plantations de palmier à huile ou céder des terres à d'autres entreprises d'huile de palme. " L'ONG internationale Les Amis de la Terre " estiment que les entreprises d'exploitation forestière au Sarawak, par exemple, ont acquis environ 280 000 ha de terres pour des plantations de palmier à huile par le biais de permis accordés pour des forêts plantées. Certaines des plus grandes sociétés d'exploitation forestière du Sarawak, tels que Samling et Rimbunan Hijau, sont en train de mettre en

place des plantations à l'échelle mondiale dans le Bornéo indonésien, la Papouasie et même en Afrique.

Il existe actuellement aussi plusieurs grands projets soutenus par l'État qui introduiraient des capitaux privés dans des plantations de certaines zones du Bornéo qui n'ont pas encore été touchées par l'expansion du palmier à huile. Le plus grand projet de l'État est le « Kalimantan Border Oil Palm Mega Project », qui suppose la création de dix-huit plantations de 100 000 ha près de la frontière malaisienne.

Pour aller plus loin :

- Site de WALHI Indonésie
- Site web du Rapport Sarawak
- Site web de Down to Earth
- Global Witness, « Inside Malaysia's shadow state (Film) », 2013
- Amis de la Terre Europe, « Commodity Crimes : Illicit land grabs, illegal palm oil, and endangered orangutans », novembre 2013
- Forest Peoples Programme, Sawit Watch et TUK Indonésie, « Conflict or Consent ? The oil palm sector at a crossroads », 2013

PARTIE 2

UN AUTRE VISAGE DE L'HUILE DE PALME, EN AFRIQUE

CHAPITRE 6

UNE LONGUE HISTOIRE ET UNE GRANDE BIODIVERSITÉ



Elaeis guineensis (synonymes *Elaeis nigrescens*, *Elaeis vicescens*), communément appelé Palmier à huile ou palmier d'Afrique (français) ; Oil palm ou African oil palm (anglais), Dendezeiro, palmeira do azeite, palmeira do dendê, palmeira andim (portugais), Mchikichi (swahili), Odé ou dé (fongbé, goungbé, tolligbé). (Photo : ADAPE-Guinée)

Il existe un endroit dans le monde où l'huile de palme n'est pas synonyme de déforestation et de plantations, où elle n'est pas un produit d'exportation mais un ingrédient essentiel dans la cuisine locale, et où sa production bénéficie aux paysans, pas aux banquiers. En Afrique, le berceau du palmier à huile, des dizaines de millions de personnes, en

majorité des femmes, nourrissent leurs familles et gagnent leur vie grâce aux fruits de cet arbre.

Pour ces populations, leur palmier à huile et leurs systèmes de production traditionnels sont maintenant confrontés à un risque énorme d'accaparement des terres destinées à des plantations modernes de palmier à huile. La résistance, pour elles, ne se résume pas à la défense de leurs terres et de leurs forêts. C'est aussi une lutte pour leurs moyens de subsistance, leurs cultures, leur biodiversité et leur souveraineté alimentaire.

Une longue histoire et une grande biodiversité

Qu'ils soient dans les grandes plantations de Malaisie ou les petites exploitations agricoles du Honduras, tous les palmiers à huile trouvent leurs origines en Afrique. C'est quelque part dans les régions occidentales et centrales du continent que des gens ont autrefois commencé à utiliser cette plante. Ils en ont découvert des dizaines d'utilisations, et elle est vite devenue une partie intégrante de leurs systèmes alimentaires et de leurs économies et cultures locales. Dans les chants traditionnels de nombreux pays d'Afrique occidentale et centrale, l'huile de palme est appelé « l'arbre de vie ».

Chanson béninoise : traduite en français

Mi kpon détin nin dji aga
Contemplez le sommet de ce palmier à huile
Ogbè é do détin nin dji aga don
Contemplez la vie qui s'y trouve
Mikpon détin dji aga, mi kpon mi kpon détin nin dji aga don
Contemplez le sommet de ce palmier à huile, veuillez le contempler
O ho é do han tché nin min
La problématique qui se dégage de ma chanson
Wè gnin do détin nin é do téé
Est que le palmier qui se tient debout là
Min dé djro gbè toin nan dou donan lébé nan bo nan non sin
Quiconque veut bénéficier de ses bienfaits, doit l'entretenir et l'adorer
Mikpon déman é ton édo non bolo akiza
Regardez ses feuilles qui servent à fabriquer des balais
Mikpon dékpa nin sin do wè é do non bolo do toh kan
Regardez ses parties qui servent à fabriquer des cordes pour puiser de l'eau
Détin é ka do té a nan mon dékpa bo mon délian
Sur ce palmier-là, il y a les branches de palme et le tourteau
Détin do kpo nin dji wè dé sounhlouin gan gan soun gan dé
C'est sur ce même palmier qu'il y a les gros régimes qui portent les noix

Mi kpon ami é ton, a nan mon ami dja kpo atan kpo
 Regardez les liquides qu'il produit: l'huile rouge et le vin de palme
Mindé djro gbè ton nan dou,
 Quiconque veut bénéficier de ses bienfaits,
dékin min wè tchotcho akou non ton son
 doit savoir que c'est des noix qu'on extrait l'huile de palmiste de qualité
Mi kpon détin nin dji aga
 Contemplez le sommet de ce palmier à huile

En Afrique, les plantations n'occupent qu'un petit pourcentage des terres cultivées en palmier à huile.¹ La plupart des palmiers à huile sont encore cultivés dans des zones forestières. Ce sont souvent des familles individuelles qui prennent soin de ces palmeraies, et les transmettent de génération en génération. On peut trouver des palmeraies semi-sauvages de ce type dans de grandes parties de l'Afrique, du Sénégal au sud de l'Angola, sur les rives du lac Kivu et au Tanganyika, sur les côtes de l'Afrique de l'Est, ou même sur la côte occidentale de Madagascar. La plus grande superficie de palmeraies sauvages ou semi-sauvages du continent se trouve au Nigéria, avec plus de 2,5 millions d'hectares. (Voir Tableau 1)

Les palmiers à huile sont également cultivés dans de petites exploitations par ailleurs sur le continent. Les agriculteurs d'Afrique occidentale et centrale cultivent le palmier à huile avec d'autres cultures comme les bananes, le cacao, le café, les arachides et les concombres.

Selon le World Rainforest Movement, il est extrêmement difficile de trouver des chiffres fiables sur les superficies occupées par le palmier à huile en Afrique, en raison de : 1) la difficulté de séparer les zones de forêts dont le palmier à huile est l'un des composants des palmeraies naturelles dans lesquelles le palmier à huile est l'espèce unique ou principale ; 2) la difficulté d'établir une distinction entre les « peuplements sauvages » et les palmeraies qui appartiennent aux cultures des communautés locales depuis des siècles (certaines naturelles, certaines plantées) ; 3) la difficulté de classer certaines cultures parmi les plantations familiales (qui peuvent ou non vendre la récolte à une installation de transformation industrielle) ou les plantations satellites contractuellement liées à une plantation industrielle ; 4) l'existence de plantations industrielles abandonnées qui sont utilisées par les communautés locales comme s'il s'agissait de palmeraies naturelles ; 5) l'absence d'inventaires

1. Le texte qui suit est basé en partie sur des études de terrain effectuées par le Réseau des acteurs du développement durable (RADDD) au Cameroun, par l'INADES-Formation (Institut africain pour le développement économique et social) en Côte d'Ivoire, par l'ONG ADAPE (Association pour le développement durable et la protection de l'environnement) en Guinée et le CEPECO (Centre pour la promotion et l'éducation des communautés de base) au Congo en collaboration avec GRAIN en 2013.

actualisés des palmeraies naturelles, des petites plantations et des plantations industrielles.

Superficie cultivée en palmier à huile dans certains pays africains

Pays	Palmeraies naturelles et plantations traditionnelles (en hectares)	Origine de la société	Superficie accaparée
Angola	--	--	--
Bénin	300 000	20 000	6 %
Burundi	--	10 000	
Cameroun	25 000	76 500	75 %
Congo, R. D.	--	10 000	--
Côte d'Ivoire	10 000 004	1	12,81 %
Gabon	140 000	88 000	38 %
Gambie	--	10 000	--
Ghana	--	--	--
Guinée	--	300 000	--
Guinée équatoriale	2 000 000	9 000	0,45 %
Guinée Bissau	--	7 000	--
Libéria	--	--	--
Madagascar	--	70 000	--
Ouganda	--	--	--
République centrafricaine	18 000	10 000	--
Sao Tomé et Príncipe	--	1 000	5 %
Sénégal	50 000	--	--
Sierra Leone	32 000	--	--
Tanzanie	--	18 000	36 %
Togo	600 000	--	--
		2 000	0,3 %

Source : World Rainforest Movement 2010

Superficie cultivée en palmier à huile dans certains pays africains

Le type de palmier à huile cultivé en Afrique est également assez différent des variétés cultivées ailleurs. La plus grande partie de l'huile de palme en Afrique est produite à partir de la variété traditionnelle dura, qui pousse à l'état sauvage, et non des croisements à haut rendement utilisés dans les plantations en Afrique et ailleurs. Même si la variété dura affiche un rendement inférieur à celui des variétés modernes, de nombreux paysans africains la préfèrent parce qu'elle crée moins d'ombre et ne gêne donc pas la croissance des autres cultures sur leurs exploitations. Ils la préfèrent également pour la qualité de l'huile de palme obtenue, qui se vend à un meilleur prix sur les marchés locaux.

Une reproduction naturelle

En Côte d'Ivoire, la survie et la reproduction de cette plante sont assurées par un petit animal, l'écureuil appelé « gbé » en Yacouba. Cet animal habite dans les arbres et se nourrit de graines de palme mures. C'est celui-ci qui indique la maturité des noix de palme. En effet, une fois après avoir été ingérées, les graines mures sont rejetées et repoussent dans la nature. C'est ainsi que se reproduit naturellement le palmier à huile dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest. Mais l'écureuil n'est pas le seul animal intervenant dans la reproduction naturelle de cette plante. En effet, les graines mures attirent des oiseaux qui picorent la pulpe des graines, les arrachent et les transportent souvent sur de longues distances, dans des espaces éloignés du pied qui a donné naissance à ces graines. Au Bénin, c'est le rat palmiste et la souris qui jouent ce rôle. Au Cameroun, dans la région du Centre, certains agriculteurs vont sous les palmiers des forêts, déterrer les jeunes plants et font planter ces nouvelles pousses sur des étendues de terre allant jusqu'à plus de deux hectares.

Les noix de palme abandonnées par des hommes, des animaux ou des oiseaux germent au hasard de leurs déplacements. La cueillette du régime et son égrenage en brousse entraînent la chute de nombreuses graines, ce qui favorise le renouvellement des palmiers et leur dissémination autour des villages. Cette dissémination involontaire des graines s'ajoute à la dissémination effectuée par divers animaux (singes, oiseaux, rats, etc.).



Plantation de palmier à huile existant à l'état naturel en Basse Guinée (Photo : ADAPE-Guinée)

Sur les marchés locaux africains, la qualité d'une huile de palme est généralement jugée en fonction de sa couleur. Les femmes africaines disent que l'huile de palme extraite du palmier à huile traditionnel est meilleure parce qu'elle est plus rouge que celle qui est extraite des variétés modernes. Au Bénin, l'huile de palme traditionnelle se vend 20 à 40 % plus cher sur les marchés que l'huile provenant des variétés modernes.² Les femmes africaines disent aussi que leurs sauces traditionnelles à base d'amandes de palme bouillies ont une texture plus légère, et par conséquent meilleure que lorsqu'elles sont faites avec les amandes de palme moderne.

En Côte d'Ivoire, l'huile de palme rouge est une passion

L'huile de palme est depuis longtemps l'huile végétale la plus populaire en Côte d'Ivoire. L'Ivoirien moyen consomme environ 10 kilogrammes de cette huile par an. Cette dernière est utilisée non seulement pour la friture mais aussi comme ingrédient principal pour de nombreux plats locaux, qu'il s'agisse de gombos et d'autres sauces ou de différents plats réalisés avec des bananes plantains ou du fufou. L'huile de palme donne

2. Stéphane Fournier, André Okouniola-Biaou, Isaac Adjé, « L'importance des filières locales : le cas de l'huile de palme au Bénin », *Oléagineux, Corps Gras, Lipides*, Volume 8, Number 6, 646-53, novembre - décembre 2001

à ces aliments une couleur et un goût particuliers très appréciés dans la cuisine ivoirienne.

Les importations d'huile de palme ultra-raffinée provenant de plantations industrielles et d'usines modernes ont partiellement conquis ce marché au détriment des producteurs traditionnels. Cependant, malgré des prix plus élevés, les consommateurs restent attachés à l'huile de palme traditionnelle, même dans les villes.



Fruits de palmier à huile en vente en Côte d'Ivoire. (Photo : INADES Formation)

Une étude menée auprès des ménages à Abidjan a constaté que ces derniers consommaient huit fois plus d'huile de palme traditionnelle que d'huile de palme raffinée industriellement, alors qu'ils paient au moins un tiers plus cher sur les marchés pour cette huile de palme traditionnelle.³

L'étude a conclu que les consommateurs d'Abidjan préfèrent une huile de palme provenant de palmiers à huile sauvages ou semi-sauvages (des variétés dites « graines africaines », « graines de l'homme noir ») à l'huile issue de variétés modernes à haut rendement (dites « sodepalm » – du nom de l'ancienne société d'exploitation des ensembles agro-indus-

3. Emmanuelle Cheyns, « La consommation urbaine de l'huile de palme rouge en Côte d'Ivoire : quels marchés ? » Oléagineux, Corps Gras, Lipides, Volume 8, Numéro 6, 641-5, novembre - décembre 2001

triels). Ils font également une différence entre les différents territoires où l'huile de palme a été produite, par exemple Bouaké, Gagnoa, Bouaflé, Adjukru, ou Attiés, avec une préférence pour les régions dans lesquelles les variétés modernes ne sont pas cultivées.

Selon l'étude : Cette opposition entre l'huile « sodepalm » (moins bonne au goût des consommateurs) et l'huile africaine de telle ou telle région, la plus appréciée, et définie comme « la vraie huile », se traduit par une différence de prix allant du simple au double (490 FCFA pour l'huile « sodepalm », 915 FCFA environ pour l'huile « africaine »).

Les consommateurs d'Abidjan achèteront également régulièrement auprès de certaines femmes sur les marchés, en choisissant non seulement en fonction de la région d'où provient l'huile de palme mais aussi de la proximité de ces femmes avec les producteurs. La préférence est donnée aux vendeurs qui achètent leur huile de palme directement dans les villages qui la produisent.

Mais les palmiers à huile traditionnelle offrent bien plus que des amandes et une huile de palme de haute qualité. Contrairement à ce qui se passe avec les palmiers à huile modernes, les communautés africaines utilisent toutes les parties du palmier à huile traditionnelle, de ses racines à ses branches. La plante est utilisée pour faire des vins et des soupes, des savons et des pommades, des médicaments traditionnels et des aliments pour animaux, et toute une série de vannerie ou d'objets artisanaux, textiles et de matériaux de construction (voir tableau au-dessous : Diverses utilisations du palmier à huile en Afrique).

En Côte d'Ivoire, selon Mme Delphine Esoh (née Gbadji), femme Wankrou du village de Agbayi, (région de Dabou) interviewée en juin 2013, l'huile de palme extraite est de différentes qualités et les prix varient selon la qualité :

1ère qualité (pour la cuisine) 400 à 700 frs le litre, selon la saison

2ème qualité pour le savon ou la cuisine pour ceux qui n'ont pas beaucoup de moyens financiers)

3ème qualité (uniquement pour fabriquer le savon) 250 frs le litre.

Ce savon appelé « koudou » ou « koundou » est un antibiotique local, notamment pour soigner les dartres, les pellicules, les boutons et les démangeaisons. Le jour de la préparation de ce savon, il est recommandé de ne pas être en colère et d'éviter d'avoir la nuit précédente des relations sexuelles.

Diverses utilisations du palmier à huile en Afrique

Partie	Alimentation	Cosmétique	Médicaments	Textiles	Construction	Autres
Racines			Traitement des fractures, en combinaison avec d'autres plantes.			
Tronc	Larves d'insectes vivant dans le tronc. Vin de palme (connu sous le nom de « choukoutou » en Côte d'Ivoire, de « sodabi » au Bénin).		Savon noir pour le traitement des dermatites.		Poutres, Toiture, Clôtures.	Bois de chauffage
Feuilles			Excision (Guinée)	Tapis, Matelas, Paravents, Balais, Paniers, Poubelles, Eventails.		Couvertures des couverts traditionnels (Bénin). Utilisé pour la fabrication de fêches pour les forêts sacrées (Guinée).
Rameaux				Ficelle, corde, masques.	Clôture des champs et des forêts sacrés.	Fête catholique des Rameaux.
Inflorescences	Vin (de palme). Transformation du vin en alcool.	Savon	Savon			
Fruit entier, drupe (extraction d'huile de palme)	Huile rouge pour l'alimentation (sauce, friture...).	Savon, Pommade, Lait.	Maux d'oreilles, Soins corporels, Médicaments contre empoisonnements alimentaires, variole, maux d'yeux.	Épines portant fruit utilisées comme combustible.		Pratiques coutumières et religieuses.

Compilé par CEPECO (Congo), ADAPE (Guinée), INADES Formation (Côte d'Ivoire), RADD (Cameroun) et GRAIN

Le vin de palme au Congo



Quelques villageois du retour des champs se retrouvent autour de quelques bouteilles de vin de palme. (Photo : CEPECO-Congo)

Au Congo, le vin extrait du palmier à huile a diverses utilisations, notamment :

- l'application du vin de palme en mélange avec certaines feuilles médicinales pour le traitement des fractures et des cas de paralysie;
- l'application du vin de palme en mélange avec d'autres produits pour le traitement d'endémies ;
- la prise du vin de palme pimenté (variété locale de piment très piquant) sert de traitement efficace contre la grippe et le rhume ;
- la prise du vin de palme intervient dans le traitement contre les morsures des serpents et les problèmes d'allaitement chez les femmes qui allaitent.

(CEPECO – CONGO)

Les médicaments traditionnels issus du palmier à huile au Cameroun

(Marie-Crescence Ngobo, RADD)

Toutes les parties du palmier à huile, ainsi que ses sous-produits, sont des matières premières pour la fabrication des remèdes indigènes destinés à guérir ou à apaiser certains maux. Les Yambassa dans le Mbam affirment utiliser les feuilles de palmier à huile traditionnels pour traiter les caries dentaires. Ils mélangent le vin de palme à d'autres ingrédients pour traiter l'impuissance chez l'homme, le chlamydia et la gonococcie. Le vin de palme et d'autres ingrédients soignent aussi le mal de ventre, la jaunisse, la rougeole.

Chez les Mvele, une sous-tribu Beti, le cœur du palmier à huile sert à préparer un repas à une femme qui vient d'accoucher. Ceci accroît le débit du lait maternel. L'huile de palmiste noire, appelée « manyangua » par les Bantous, a de multiples usages au niveau cosmétique et médicinal. Elle est utilisée pour les soins de la peau et des cheveux. Elle constitue un ingrédient indispensable et omniprésent pour le traitement des bébés. Toutes les maternités modernes conseillent vivement aux mamans qui accouchent de l'utiliser en lieu et place des autres laits de bébé. Il est vérifié que les enfants oints au Manyanga sont peu exposés aux maladies. Les ancêtres Betis l'utilisent mélangée à d'autres ingrédients, pour pigmenter les enfants qui naissent trop bruns et qui sont susceptibles de devenir maladifs et de développer des maladies difficiles à soigner.

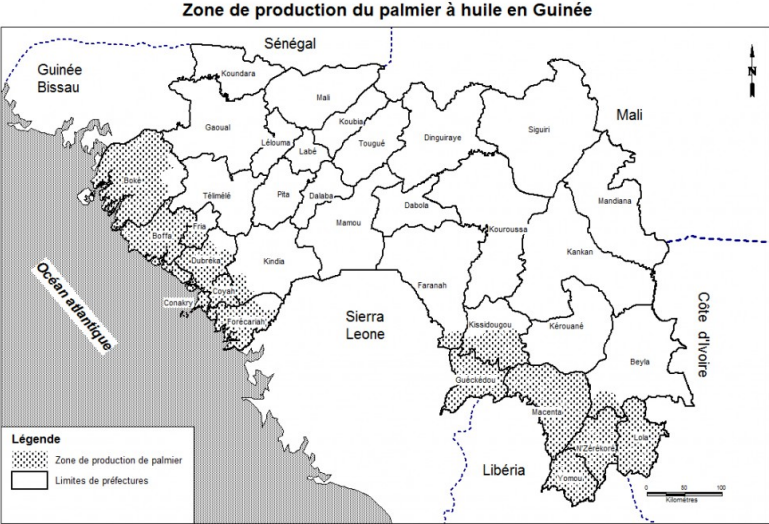
L'huile de palmiste baisse aussi la fièvre chez les enfants. Mélangée à d'autres ingrédients, elle soigne le mal d'estomac. Le Manyanga soigne le paludisme, la toux, le mal des oreilles. Les racines soignent le mal de dents. Elles sont aussi un véritable décongestionnant nasal.

La coque brûlée est un antiseptique et un anti-bactérien pour l'organisme ; lorsqu'on a un mal de ventre persistant, la consommation de la poudre de charbon de noix de palme traditionnel est conseillée. Le charbon de l'amande sert à blanchir les dents. Les communautés du Sud-Cameroun l'utilisent comme dentifrice. Les écorces du tronc brûlées, réduites en cendre soignent les furoncles. Les branches de palmier à huile dépourvues des feuilles sont brûlées pour produire le sel gemme. Il suffit de recueillir la cendre des feuilles et la porter à ébullition pendant de longues heures jusqu'à ce qu'elle tarisse. La poudre obtenue est un sel local utilisé par les ancêtres avant l'arrivée du sel iodé. Toutes les femmes, surtout celles qui ont une maternité, doivent toujours détenir ce sel indispensable pour les traitements des bébés et des enfants.

Les feuilles du palmier à huile traditionnel sont aussi utilisées dans le traitement des entorses.

CHAPITRE 7

HISTORIQUE DE L'EXPLOITATION DU PALMIER À
HUILE EN AFRIQUE



Le palmier à huile en Basse Guinée et Guinée forestière

(Alphonse Yombouno, ADAPE-Guinée)

Le palmier à huile est considéré comme source d'économie traditionnelle, en raison de ses multiples usages ; toutes les parties, des racines aux inflorescences, y compris les sous-produits, sont utilisées à des fins

d'alimentation et de médecine traditionnelle et comportent des valeurs socioculturelles importants.

Les palmeraies et les huileries, ainsi que l'ensemble des services liés à la production, ont contribué et continuent de nos jours à contribuer au développement des économies locales du fait qu'ils sont utilisés dans nos communautés pour l'alimentation (huile de palme, vin et alcool de palme) ainsi que dans la pharmacopée traditionnelle (savons fabriqués à partir d'huile de palme et de palmiste, pommades à base d'huile de palmiste).

Les paysans producteurs bénéficiant des retombées du palmier à huile, protègent systématiquement toute la végétation en place et entretiennent régulièrement les alentours pour éviter l'action des feux de brousse ou autre aléas préjudiciable à la vie des plants ;

Partout il a été observé, que l'extraction artisanale d'huile de palme est une activité économique très importante dans la quasi-totalité des familles/exploitations paysannes de la Guinée Forestière et de la Basse Guinée ; cet état de fait est observable tant au niveau des producteurs, des transformateurs que des commerçants.

L'huile rouge est utilisée comme médicament contre les empoisonnements alimentaires, les cas de variole ; l'huile de palmiste contre les maux d'oreille.

Certaines communautés des deux régions ne plantent quasiment jamais le palmier, mais se contentent plutôt d'exploiter les peuplements naturels ; d'autres structures, opérateurs privés et centres de recherche créent par contre des palmeraies à partir de plants importés de la Côte d'Ivoire.

Avec la présence des moulins, il existe dans chacune des régions plusieurs unités de transformation des amandes en huile de palmiste, ce qui constitue une opportunité pour les consommateurs et les fabricants de savon au sein des communautés surtout rurales.

Les principaux produits extraits du palmier à huile sont : les fibres extraites des folioles des palmes, les boissons locales provenant de la sève et appelées en langue vernaculaire « Bandji » (en maninka), « touguiyé » (en susu).

Le vin de palme, boisson alcoolisée naturelle extraite, est exposé soit dans des petits récipients/bouteilles le long des routes et dans les hôtels et bars partout en Guinée ; cette boisson traditionnelle héritée des ancêtres est très souvent utilisée lors des cérémonies de réjouissance (mariage, rites coutumiers ou religieux) surtout dans la forêt sacrée en région forestière. Après l'extraction de l'huile de palme, les fibres et les palmistes sont séchées au soleil pour être utilisées comme combustibles à la cuisine surtout dans la préparation de l'huile de palme. La cendre qui reste sert de fertilisant pour les sols.

Les sous-produits, c'est-à-dire les tourteaux (fibres et noix) obtenus après extraction de l'huile, servent à l'alimentation du bétail, des porcs et de la volaille.

Les techniques de transformation de ses produits (fabrication de l'huile de palme et des amandes, extraction du vin de palme et transformation du vin en alcool par distillation) sont fréquentes et régulières dans la tradition.

Historique de l'exploitation du palmier à huile dans le Bas-Fleuve du Congo :

(Pasteur Jacques Bakulu, CEPECO)

Avant et pendant la colonisation, nos ancêtres connaissaient déjà la valeur alimentaire, économique et culturelle du palmier à huile, car ils en faisaient déjà usage. C'est donc avec le palmier à huile qu'ils pouvaient s'égayer après avoir bu de son vin, mangé de son huile, construit avec son rameau etc.

S'agissant de l'extraction d'huile de palme, déjà à cette époque nos aïeux creusaient des modestes trous¹ dans lesquels ils entassaient les noix mures pour fermentation. Par la suite, les hommes passaient pour piler avec des mortiers. Après quoi, ils obtenaient une pâte solide² qu'ils coupaient et emballaient en grands morceaux, qu'ils allaient vendre soit sous forme de troc aux colons ou dans des pays voisins, qui l'utilisaient pour extraire la vraie huile de palme. Ces revenus leur permettaient de subvenir à leurs besoins et traduisaient la richesse d'un clan ou d'une famille.

Si en Afrique de l'Ouest, au Bénin comme en Côte d'Ivoire ou en Guinée, l'extraction artisanale de l'huile de palme se fait par le producteur de palmier ou celui qui a acheté les régimes ou les noix "naturels", au Congo, tel n'est pas le cas.

Il faut noter que ces trous constituent jusqu'aujourd'hui, des grands indices historiques de l'existence de chaque village voire de chaque clan dans le Bas-Fleuve.

Un village qui ne possède pas les « mabulu ma zieta » dans son terroir, est sujet à des contestations de son existence sinon de son appartenance ethnique, car dit-t-on, son ancêtre n'était pas compétent ou carrément, n'a pas existé. L'exploitation du palmier à huile a donc un sens historique dans l'existence des populations actuelles dans cette zone.

1. Ces trous s'appelaient en kiyombe « mabulu ma zieta », ce qui se traduit littéralement par « trou-malaxeur »

2. Cette pâte était appelée « zieta » en kiyombe.



Vue du devant d'un malaxeur avec son trou de recueillement. (Photo : CEPECO Congo)

L'importance économique du palmier à huile en Afrique est donc énorme, surtout pour les femmes. Elles gèrent la plus grande partie de la production de l'huile de palme, de la récolte jusqu'à la transformation, et de la vente de l'huile et des autres produits du palmier à huile sur les marchés locaux. Le gain ainsi obtenu apporte une contribution essentielle au revenu du ménage. Dans le sud du Bénin, par exemple, environ un quart des femmes gagnent partiellement leur vie avec la transformation et la vente de l'huile de palme.³

« En Guinée, l'exploitation du palmier à huile qui est encore une source d'emplois stables, atténue l'exode rural et développe le tissu économique local. Il joue un rôle important dans le maintien de l'équilibre des familles paysannes grâce aux nombreuses opportunités d'exploitation qu'il offre et aux usages multiples intégrant l'économie traditionnelle », explique Alphonse Yombouno de l'ONG ADAPE-Guinée. « L'exploitation dudit palmier mobilise tous les bras valides pendant le processus de production, de transformation et de commercialisation. »

3. Stéphane Fournier, André Okouniola-Biaou, Isaac Adje, « L'importance des filières locales : le cas de l'huile de palme au Bénin », *Oléagineux, Corps Gras, Lipides*, Volume 8, Number 6, 646-53, novembre - décembre 2001



Filles avec balais et tourteaux (servant à faire le feu) exposés sur la tête pour la vente dans une rue de Cotonou. (Photo : GRAIN)

Ce secteur informel, géré principalement par les femmes rurales, continue à fournir à l'Afrique l'essentiel de sa consommation d'huile de palme/couvrir l'essentiel des besoins de l'Afrique en cette huile végétale

de choix pour une grande partie de l’Afrique, malgré la concurrence des plantations industrielles. Les petits producteurs représentent la majorité du marché dans certains des principaux pays consommateurs d’huile de palme en Afrique.

Mais en réalité, une proportion croissante de l’huile de palme est importée dans les pays africains, alors qu’elle pourrait facilement être fournie par les petits producteurs, si des politiques adaptées étaient mises en place. En République démocratique du Congo (RDC), par exemple, où les petits producteurs assurent près de 90 % de la production nationale d’huile de palme du pays, les importations ont augmenté jusqu’à représenter 81 % du marché intérieur. Si ces importations étaient réduites et que le secteur domestique n’était plus livré aux sociétés étrangères de plantation de palmier à huile, l’huile de palme offrirait une formidable opportunité économique aux femmes rurales de la RDC.

Pourcentage du marché domestique de l’huile de palme couvert par les petits producteurs

Pays	%
Bénin	83
Côte d’Ivoire	58
Ghana	60-80
Nigeria	80
Libéria	50

Source : WRM 2010, CoS1, SmallStarter2

Tableau 3

Le palmier à huile au Bénin : La vérité qui dérange

(Hubert-Didier Madafimè, journaliste à la Radio Nationale, Bénin)

Le palmier à huile a été la première filière d’exportation du Bénin jusqu’au début des années 1970, avant de connaître un déclin, malgré les importants acquis de la recherche scientifique. Depuis, les quantités d’huile exportées ont fortement chuté, et seulement 40 % des besoins intérieurs en huile végétale sont couverts par la production nationale (280 000 tonnes en 2005). C’est dans cette situation que l’actuel Président de la République accède au pouvoir en 2006. A son arrivée, le Président Boni Yayi avait déclaré que le palmier à huile ferait l’objet d’une grande attention, autant que le coton. Il l’a annoncé au moment où le tout nouveau régime du changement investissait 14 milliards dans la filière coton pour son relèvement. Mais pour booster cette filière, il y a tout de même quelques préalables à régler, que Boni Yayi ne savait cer-

tainement pas, ou du moins, on le lui a caché. Il s'agit du développement même de la plante.

En effet, cette plante, pour s'épanouir pleinement et prospérer en donnant de bons rendements, requiert deux conditions fondamentales : une pluviométrie d'au moins 1 800 mm d'eau par an, bien répartie dans le temps. Le Bénin ne remplit plus ni l'une ni l'autre des deux exigences, avec un tableau pluviométrique affichant entre 1000 mm et 1200 mm, qui plus, sont inégalement répartis sur les 12 mois de l'année. En réalité, l'année dans la zone sud, la plus appropriée à la culture du palmier à huile, est à moitié pluvieuse, à moitié sèche. Même si dans les années 1960, le Bénin produisait plus de 100 000 tonnes de régime de palme et exportait de l'huile rouge avec les usines héritées de la colonisation à Avrankou, Gbada et autres, aujourd'hui, le pays part de toute évidence avec un gros handicap, s'il se donne comme objectif d'occuper une part du marché mondial de l'huile de palme. En face, la Malaisie, citée en référence, où il pleut presque tous les soirs, et même des pays africains tels que le Nigeria, la Côte – d'Ivoire, le Cameroun où la pluviométrie est plus ou moins compatible, ont une longueur d'avance, se traduisant par de meilleurs rendements de régimes et d'huile. Par exemple une semence provenant de la station de l'Institut National de Recherche Agricole du Bénin – Plantes pérennes de Pobè, (66 km au nord de Porto-Novo, soit une centaine de km de Cotonou) donne en Malaisie 34 tonnes de régimes ou 9,8 tonnes d'huile par an à l'hectare. Le même produit fournit 24 tonnes à l'hectare par an en Côte-d'Ivoire. Au Bénin, à la station même, où les conditions de suivi sont strictes, la même semence ne dépasse guère 14 tonnes de régimes à l'hectare par an. Dans les palmeraies paysannes, elle donne rarement six à huit tonnes de régimes à l'hectare par an.

C'est d'ailleurs, pour cette raison, que comme action pour matérialiser sa volonté de relancer la filière palmier à huile, Yayi Boni a fait appel à un expert malaisien. Ce dernier aurait une bonne connaissance du palmier à huile. Mais ce n'est qu'une fois arrivée au Bénin que le gouvernement se rend compte qu'il n'y avait pas suffisamment de terre disponible à mettre à la disposition de l'expert. Commence alors, une course contre la montre pour sensibiliser les populations, à vendre ou à mettre en bail leur terre pour la culture du palmier à huile. La course du gouvernement pour identifier les terres vacantes et disponibles s'est soldée par un échec. A Lokossa, ils ont été chassés à coup de machette parce que, en 1966 le gouvernement avait exproprié des propriétaires terriens de cette localité pour un projet de palmier à huile à Houin-Agamey. Une expropriation dont les effets perdurent encore aujourd'hui. L'Etat s'est vite rendu compte qu'il n'y a pas de terres vacantes, même en friches, elles sont sous l'autorité d'une famille ou d'une collectivité. Il n'est pas

possible de les aliéner. Donc, quelques mois après son arrivée, l'expert est reparti du Bénin sans que la filière ne décolle. A l'époque, on avait appris dans les coulisses que le Malaisien avait affirmé avant son départ que «le sol béninois n'est pas propice à la culture du palmier à huile».

Et pourtant, dans les années 60, le Bénin était premier pays producteur de palmier à huile dans la sous-région. Cela dit, après le départ de l'expert malaisien, les réformes annoncées par le pouvoir n'ont pu être effectives. Les problèmes que la filière a connus après le désengagement de l'Etat ont persisté. Les problèmes de confiance et des soupçons de mauvaise gestion ont affecté le bon fonctionnement des coopératives (Houin – Agamè, Hinvi et Grand Agony), par ricochet de tout le secteur. Aujourd'hui, on est tenté de dire que la filière palmier à huile n'existe pratiquement plus.

Le palmier à huile en Côte d'Ivoire

(Kadidja Koné, INADES – Formation, Côte d'Ivoire)

Dakouépleu et Douéleu, deux villages de l'ethnie Yacouba dans la sous-préfecture de Logoualé (Département de Man, Ouest de la Côte d'Ivoire) ont fait l'objet d'une enquête sommaire qui a été réalisée de façon participative à l'aide d'un guide d'entretien et l'observation des pratiques de transformation des sous – produits du palmier à huile traditionnel. Dans cette région, le palmier à huile pousse à l'état sauvage et est un produit de cueillette.

Selon les interviewés le palmier à huile est un don de la nature, de Dieu leurs ancêtres sont nés et ont trouvé le palmier. Chez les Gouro du centre ouest de la Côte d'Ivoire « Ce que Bali, le Dieu créateur, a donné à l'Homme avant de le mettre sur terre, c'est le palmier. Il le lui a donné pour la nourriture. Le palmier et nous sommes la même chose, le palmier est sur terre, l'humain est sur terre. Dieu nous l'a donné pour nous surveiller. Ainsi, cet arbre ne meurt jamais, même sous le soleil le plus ardent, même en saison sèche, il reste vert » Pour les représentations sociales, le palmier est l'emblème de la beauté et de la bonté, avec son impression d'être humide frais et donc calme, gentil, en paix.

Les plans d'expansion du palmier à huile en Afrique ont des effets négatifs sur les moyens d'existence des populations touchées par les plantations déjà créées et celles des régions ciblées pour en faire de nouvelles. En effet, les pays africains où croît le palmier à huile se voient acheminés par la plupart de leurs gouvernements et par des institutions financières étrangères vers un modèle de production qui comporte une difficulté pour les populations locales. Des millions d'hectares ont déjà été réservés à la production d'agro-combustibles à base d'huile de palme. De ce fait, des communautés entières sont déplacées de leurs terres ;

elles perdent leurs moyens de subsistance, leurs écosystèmes naturels riches en biodiversité sont remplacés par des plantations de palmier à huile en régime de monoculture et leurs membres – les femmes en particulier – perdent la source de revenus que représente l'huile de palme.

En Côte d'Ivoire, du fait des sociétés industrielles (PALM COTE D'IVOIRE, PALMAFRIQUE et SIPEFCI : Société internationale des Plantations et de Finances de la Côte d'Ivoire) environ 250 000 hectares⁴ sont occupés par les plantations de palmier à huile. À côté des plantations modernes, les palmeraies naturelles, appelées sauvages par d'autres, existent encore aujourd'hui dans plusieurs régions de Côte d'Ivoire, surtout au Sud, au Centre, dans les forêts galeries des savanes du Nord, et dans la région montagneuse de Man, à partir desquelles est produite l'huile rouge artisanale, une huile prisée dans tout le pays. Au-delà de l'huile, le palmier traditionnel et ses sous-produits constituent une richesse pour les populations des régions où on les trouve.

L'huile rouge entre dans la composition des sauces « africaines » (les « sauces feuilles » et les « sauces au gombo » – secs et frais, soit « sauce djumblé » et « sauce Kopé ») et de plats africains à base de banane plantain, de manioc ou d'igname – fofou (banane ou igname cuite et pilée), sauce spéciale attiéké (manioc), attiéké « rouge » igname bouillie et alloko -, qui sont pour la plupart des plats courants. À la différence de l'huile raffinée, l'huile rouge est incorporée dans les sauces au gombo comme condiment, et non pour frire la viande ou le poisson. Elle doit lui donner du goût et une couleur particulière. Dans les sauces feuilles, en revanche, l'huile rouge peut servir à frire le poisson ou la viande, tout comme l'huile raffinée, sans pourtant être remplacée par cette dernière. Il y a donc bien des usages spécifiques à chacune de ces huiles.⁵ Le palmier à huile traditionnel est en production abondante de janvier à mai; celle-ci est en baisse aux mois de juin et juillet.

L'huile tirée du palmier traditionnel se conserve sans problème pendant cinq à sept mois pour prolonger cette durée, les femmes recommandent de plonger dans cette huile une banane plantain bien mûre ou du sucre. Par la suite, le bidon qui contient l'huile est posé sur une palette. L'activité reste individuelle et l'apprentissage se fait sur le tas. Aucune amélioration des équipements n'est observée. Les femmes relèvent que ces dernières années, on observe quelques jeunes hommes qui s'adonnent à la transformation des graines de palme.

L'huile obtenue des amandes sert dans la cosmétique et permet de

4. Claudie Haxaire, L'huile de palme chez les Gouro de Côte d'Ivoire in *Journal des africanistes*. 1992, tome 62 fascicule 1, pp. 55-77.

5. La consommation urbaine de l'huile de palme rouge en Côte d'Ivoire : quels marchés ?, Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 8, Numéro 6, 641-5, Novembre - Décembre 2001, Dossier : L'avenir des cultures pérennes

produire du savon qui soigne la fièvre et les maladies cutanées (boutons, teigne).

Les racines du palmier à huile mélangées à d'autres plantes médicinales soignent « la bosse ».

Pour les usages domestiques, le bois est utilisé après abbatage de l'arbre pour fabriquer des lits et des tabourets, les lamelles produites à partir des nervures de la feuille permettent de fabriquer des paniers, des séchoirs et des nasses de pêche, les nervures servent à faire des balais.

Les feuilles de palmier servent à faire des clôtures et des toits des maisons, et des douches.

La nervure principale des feuilles est utilisée pour fabriquer un sel traditionnel riche en potassium et pauvre en sodium ; il est recommandé aux malades qui ne doivent pas consommer le sel conventionnel.

En conclusion, les savoirs locaux autour du palmier à huile constituent un riche patrimoine à valoriser pour la sauvegarde de la biodiversité ivoirienne et africaine. Tandis que le système industriel emploie relativement peu de travailleurs – de l'ordre de milliers – dans les plantations et les usines de traitement, le système traditionnel fournit des produits et des revenus à des millions de personnes (des femmes en particulier) qui participent à la récolte, au traitement et à la commercialisation de l'huile, des noyaux et du vin de palme.

CHAPITRE 8

LA VAGUE MONDIALE D'ACCAPAREMENT DES TERRES POUR LES PLANTATIONS DE PALMIER À HUILE TOUCHE MAINTENANT L'AFRIQUE

La course effrénée pour développer des plantations de palmier à huile en Afrique est un double coup dur pour le continent. D'une part, elle s'accompagne d'une opération massive d'accaparement des terres et des ressources alimentaires des populations, et d'autre part elle détruit aussi directement les moyens de subsistance de millions de personnes participant au secteur traditionnel de l'huile de palme en Afrique.

Ce n'est pas la première fois que des intérêts étrangers poussent à l'expansion du palmier à huile en Afrique. Au cours de l'occupation coloniale du continent, les puissances européennes se sont intéressées à l'huile de palme pour la fabrication de lubrifiants industriels et de bougies. Les familles africaines ont été obligées de payer aux autorités coloniales un impôt, connu sous le nom de « takouè » au Bénin, sous la forme d'huile et de noix de palme. Le roi Léopold II de Belgique a obligé tous les agriculteurs de la province de l'Équateur au Congo à planter 10 palmiers par an.¹

Les puissances européennes ont également mis en place leurs propres plantations de palmier à huile à cette époque. Des plantations ont été créées en Afrique centrale et en Asie du Sud-Est et de l'Ouest. Des stations de recherche et des missions de collecte ont été lancées pour développer des variétés de palmier à huile à haut rendement, en croisant des variétés traditionnelles ou sauvages.

Avec l'indépendance, la plupart de ces plantations et stations de recherche ont été nationalisées, et les nouveaux gouvernements africains ont redynamisé le développement de la production nationale.

1. World Rainforest Movement, « Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur », 2010

Au Bénin, par exemple, une entreprise publique, la Société nationale du développement rural (SONADER) a développé des plantations de palmier à huile dans le Sud immédiatement après l'indépendance, tandis qu'une autre entreprise d'État, la Société nationale pour l'industrie des corps Gras (SONICOG), a construit de nouvelles raffineries d'huile de palme, et des usines de transformation des noix de palme.

Cependant, à la fin des années 1990, la Banque mondiale et des donateurs ont imposé des programmes d'ajustement structurel et ont forcé les gouvernements africains à privatiser leurs compagnies nationales d'huile de palme et à vendre leurs plantations et leurs huileries. Tandis que de nombreuses entreprises nationales s'effondraient purement et simplement, des entreprises européennes avec d'anciens liens coloniaux s'emparaient des activités les plus lucratives. La SOCFIN, contrôlée par les milliardaires Vincent Bolloré, de France et Hubert Fabri, de Belgique, a repris les entreprises nationales au Cameroun, en RDC, en Guinée et au Nigéria. La SIAT, détenue par la famille du magnat sud-africain du diamant Ernest Oppenheimer et la famille belge Vandebecq, ont pris le contrôle de plantations au Gabon, au Ghana et au Nigéria, tandis qu'une autre vieille fortune belge, la SIPEF a pris une participation dans les plantations de palmier à huile d'État en Côte d'Ivoire. Unilever, l'une des plus grandes et des plus anciennes sociétés agroalimentaires du monde, a aussi remporté des plantations en RDC, au Ghana et en Côte d'Ivoire.

On assiste aujourd'hui, à une deuxième vague de prises de participation étrangères dans les plantations de palmier à huile en Afrique. Comme il est de plus en plus difficile et coûteux d'acquérir des terres pour des plantations de palmier à huile en Malaisie et en Indonésie, les entreprises et les spéculateurs cherchent à explorer de nouveaux espaces pour la production à l'exportation. Certains capitaux vont en Papouasie et en Amérique latine, mais la principale cible est l'Afrique. Toute une série de sociétés, depuis des géants asiatiques de l'huile de palme jusqu'à des établissements financiers de Wall Street, se bousculent pour obtenir le contrôle sur des terres du continent qui conviennent à la culture du palmier à huile, en particulier dans l'Ouest et le Centre.

Au cours des cinq dernières années, de vastes superficies de terres en Afrique ont été attribuées à des entreprises étrangères pour des plantations de palmier à huile par les gouvernements africains, avec une consultation minimale, voir absente, avec les populations concernées et de nombreuses allégations de corruption. L'Annexe 1 donne une liste de 60 transactions, portant sur près de 4 millions d'hectares au cours des 15 dernières années.

De nombreux acteurs différents sont impliqués. On y trouve des sociétés asiatiques de plantations de longue date, comme Wilmar et Sime Darby, et des multinationales du commerce de l'huile de palme,

comme Cargill et Olam, tous deux cherchant à établir en Afrique une nouvelle base pour l'approvisionnement des marchés mondiaux en huile de palme. Mais la plupart des nouveaux venus ne sont en fait que de petites sociétés inconnues, généralement domiciliées dans des paradis fiscaux, dont les propriétaires avaient seulement l'intention de conclure des transactions foncières et ensuite de vendre leurs entreprises dès que possible à des acteurs plus importants disposant de la capacité de développer les plantations. Il est même difficile de savoir qui sont les propriétaires de ces entreprises.

CHAPITRE 9

UNE RÉSISTANCE BIEN HUILÉE



Résistance à l'accaparement des terres destinées aux plantations de palmier à huile au Cameroun : « Monsieur le Gouverneur, soyez le bienvenu dans la municipalité de Toko. Nous disons Non à SGSOC / Herakles Farms » (Photo : SEFE)

Face à ces sociétés d'huile de palme qui cherchent à s'accaparer leurs terres, les communautés sont soumises à d'énormes pressions des entreprises, du gouvernement, des chefs locaux et même de l'armée et des

forces paramilitaires. Celles qui résistent s'exposent à l'arrestation, au harcèlement et à la violence. Et pourtant, les communautés en Afrique et dans le monde, de Papouasie-Nouvelle-Guinée ou du Sarawak, du Cameroun ou du Guatemala, continuent de lutter pour s'opposer à l'arrivée des grandes entreprises d'huile de palme sur leurs terres.

Déjà, il a quelques décennies, des organisations locales de producteurs béninois de palmier à huile se sont franchement opposées à l'accaparement des terres par l'Etat béninois pour la plantation de palmier à huile sélectionné. Cette opposition a donné lieu à des révoltes et a occasionné plusieurs décès. Des coopératives de producteurs de palmier à huile créées dans cette période sont toujours en discorde avec l'Etat béninois jusqu'à ce jour.

Selon M Madafimè, journaliste à la Radio Nationale du Bénin, la crise qui a secoué les CAR (Coopératives d'Aménagement Rural) et URCAR (Union Régionale des Coopératives d'Aménagement Rural) a connu une autre tournure le 29 décembre 2008. Ce jour-là les coopérateurs de LOGOU DJIDAGBA, un village de l'arrondissement de Datonnakon dans la commune d'Adja Ouèrè, devrait tenir une assemblée générale régulièrement autorisée pour le renouvellement des structures dirigeantes de leur coopérative. Des différents témoignages apportés par les rescapés de cette boucherie humaine, il ressort que ceux qui dirigeaient à l'époque les coopératives, ne voyaient pas d'un bon œil l'organisation de cette rencontre. Il est difficile de dire tout ce qui a été orchestré dans l'ombre, mais ce qu'on a constaté ce jour-là, le Groupement d'Interventions de la Gendarmerie Nationale (GIGN) s'est invité à ce rendez-vous pour empêcher l'assemblée générale. Des éléments de la GIGN ont tiré à balles réelles sur les coopérateurs Jacob AHISSOU, Lucien ZINGBE, Simon Nannonsi AHISSOU, Arnold TONGNI DEDOGBE et Norbert TANGNI sont tombés ce jour-là avec plusieurs blessés et des orphelins à vie.

Plusieurs autres coopérateurs se sont retrouvés à la prison civile de Porto-Novo et celle de Missérété.

Rappelons, qu'aucune poursuite n'a été engagée contre les auteurs et commanditaires jusqu'à ce jour, parce qu'ils bénéficieraient de solides protections au niveau de l'appareil judiciaire et du pouvoir central.

Aujourd'hui, dans le sud-ouest du Cameroun, des communautés participent depuis trois ans à une lutte visant à empêcher la société américaine Herakles Capital de mettre en place une plantation de palmier à huile dans leur région. Malgré le soutien qu'il a obtenu du président du Cameroun, Herakles n'a pu faire avancer son projet, en raison de l'union des communautés dans leur opposition totale à la plantation et des actions créatives qu'elles ont entreprises, avec l'appui de partenaires nationaux et internationaux, pour obliger l'entreprise à partir.

L'entreprise et le gouvernement reviennent régulièrement à la charge en présentant de nouvelles modalités, la dernière étant un décret présidentiel qui réduit la terre allouée à Héraclès de 73 000 ha à 20 000 ha, et augmente le loyer que la société doit payer. Les dirigeants communautaires ont été arrêtés et harcelés par des poursuites judiciaires. Pourtant, les communautés s'en tiennent à leur demande fondamentale : pas de plantations de palmier à huile sur leurs terres.

Le Cameroun est également dans le collimateur de la société luxembourgeoise SOCFIN. Au cours des quinze dernières années, la SOCFIN a fait main basse sur des terres destinées à l'huile de palme et à d'autres cultures dans plusieurs pays africains, dont le Cameroun, la RDC, la Guinée, le Nigeria, Sao Tomé et Príncipe et la Sierra Leone. La société est connue pour les violations des droits de l'homme et les conflits fonciers qui accompagnent ses activités, et pour ses tactiques agressives contre ceux qui s'y opposent. Au cours des dernières années, la société a attaqué en diffamation plusieurs organisations et journalistes en Afrique et en Europe qui s'étaient exprimés contre elle.

Le 5 juin 2013, les communautés visées par les plantations de la SOCFIN dans quatre pays africains ont organisé des actions de protestation simultanées contre la société, tandis qu'une délégation de la diaspora de ces pays soutenue par un groupe français, les Réseaux pour une action collective transnationale (ReACT), a présenté une lettre conjointe des différentes communautés à l'Assemblée générale du groupe Bolloré, qui est un actionnaire important de SOCFIN, à Paris.

« Cette première action internationale n'est que le début. Nous sommes déterminés à faire respecter nos droits et M. Bolloré devra finir par l'entendre » a déclaré Emmanuel Elong, porte-parole du Synaparcam, le syndicat des paysans riverains de la Socapalm au Cameroun.¹

Une forte résistance de la communauté locale, combinée à une pression nationale et internationale bien ciblée, peut faire reculer les tentatives d'accaparement des terres. Le Clan Jogban, au Libéria, fournit un exemple à suivre. Lorsque la société britannique Equatorial Palm Oil a commencé à faire des relevés sur leurs terres dans le cadre d'un accord signé avec le gouvernement libérien, les communautés se sont mobilisées pour stopper les équipes de travail. Elles ont ensuite organisé une marche vers les bureaux locaux des autorités locales pour faire comprendre clairement qu'elles n'avaient jamais été consultées et qu'elles n'abandonneraient jamais leurs terres pour le projet.

1. Synaparcam, SoGB residents committee, Concern Union Citizen, and MALOA, « West African farmers stand up against Bolloré », 5 juin 2013



Le clan Jogbahn a convaincu le gouvernement libérien de mettre fin à l'expansion des plantations sur leurs terres. (Photo : Cargo Collective)

En chemin, des membres ont été matraqués, arrêtés et jetés en prison. Mais les communautés ont refusé de céder. Des ONG locales et internationales ont rejoint leur combat, et révélé au monde des informations sur la situation. Enfin, en mars 2014, les dirigeants communautaires ont rencontré la présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, et ont obtenu d'elle l'engagement d'empêcher la société de s'étendre sur leurs terres. Les groupes libériens espèrent maintenant reproduire ces actions avec d'autres communautés concernées dans le pays.²

Ces nombreux cas de résistance aux accaparements de terres et à l'implantation de palmier sélectionné tant en Afrique, en Asie et en Amérique Latine montrent à quel point les communautés locales sont partout décidées à garder le contrôle social de leurs terres ancestrales et la biodiversité locale pour les générations actuelles et futures.

2. SDI, « SDI welcomes President Sirleaf's commitment to protecting Joghban clan's land », 6 mars 2014

ANNEXE 1 : L'ACCAPAREMENT DES TERRES DESTINÉES À L'HUILE DE PALME EN AFRIQUE

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Angola	Atlântica Group Portugal	Contrat signé, projet non réalisé 5.000	AfriAgro est une filiale de Atlântica Group, une société portugaise. Cette société angolaise est une joint-venture avec trois autres sociétés angolaises, Nzogi Yetu, Coroa Gest et Lion, dans laquelle Atlântica Group a une participation de 45%. Ces sociétés ont obtenu un bail de 50 ans pour 5 000 ha de terres près de la ville d'Ambriz dans la province de Bengo, en Angola, contre un investissement initial de 35 millions d'euros (46,6 millions de dollars US). Elles prévoient d'augmenter leur superficie à 20 000 ha et de fournir de l'huile de palme à Sonangol, l'entreprise nationale de carburants angolaise, pour en faire du biocarburant. Aucune information sur le projet n'est disponible depuis 2010.	LM 1101 Macau Hub (March 15 2007) : http://tinyurl.com/ln0856j WRM map http://tinyurl.com/lpc6xse Oil palm in Africa (Carre, 2010, p.16).
Cameroun	Cargill États-Unis	Négociations, en cours 50.000	En mai 2012, un responsable de l'Agence de promotion des investissements au Cameroun a rencontré des représentants de Cargill et déclaré à Reuters qu'ils avaient discuté les plans de Cargill visant à investir 390 millions de dollars dans une plantation de palmiers à huile de 50 000 ha. Cargill n'a pas confirmé l'information, mais selon des sources locales, Cargill aurait déjà organisé, en collaboration avec l'ONG Proforest, une réunion avec les communautés locales pour discuter de ses intentions de mettre en place une production d'huile de palme dans la région.	http://tinyurl.com/n8by4ha Communication with Nasako Besingi.
Cameroun	Herakles Capital États-Unis	Contrat signé, projet réalisé 20.000	Herakles Farms est une filiale d'Herakles Capital, une société de capital-risque dont le siège est à New-York et qui cherche à acquérir et à développer des plantations de palmiers à huile sur plus de 80 000 ha en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. En 2009, au Cameroun, sa filiale SG Sustainable Oils Cameroun a obtenu un bail de 99 ans pour développer des plantations de palmiers à huile sur 73 000 ha. En avril 2013, le ministre des Forêts du Cameroun a suspendu le projet en attendant la révision de son utilité publique. Puis en juin 2013, il a réduit la taille de la concession à 20 000 ha. Herakles doit répondre à une plainte américaine concernant ses opérations au Cameroun, un différend de longue date l'oppose à d'anciens cadres pour non-paiement des salaires et des rémunérations, et la démission de plusieurs cadres supérieurs, dont Bruce Wrobel, PDG de Sithe Global et d'Herakles, qui a annoncé son départ en retraite en juin 2013.	LM 1159 http://tinyurl.com/q9vg3to http://tinyurl.com/pclj359 http://tinyurl.com/adtxpm http://tinyurl.com/mklavvy http://tinyurl.com/lobu6gu

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique.

Pays concerné		Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Cameroun		Sinochem Chine	Contrat signé, projet réalisé 20.000	À travers sa filiale singapourienne GMG Global, la compagnie pétrolière de l'État chinois, Sinochem, a pris une participation de 90% dans Sud Hévéa, une entreprise de caoutchouc privée par le gouvernement camerounais en 1996. Cette entreprise contrôle une superficie de 45 000 ha dédiée aux plantations d'hévéa. En mai 2013 Sinochem a annoncé son intention d'ajouter 20 000 ha à ses plantations et de se lancer dans la plantation de palmiers à huile.	Seeds of destruction http://tinyurl.com/k5bg29b + http://tinyurl.com/l3nbbog + WRM map http://tinyurl.com/mnhj1az http://tinyurl.com/ka2wjwn
Cameroun		Siva Group Singapour	Contrat signé, en cours 200.000	Chinnakannan Sivasankaran, le milliardaire indien à qui appartient le Siva Group (Singapour), a beaucoup investi dans l'huile de palme au cours des dernières années. Par le biais de Broadcourt Investments Ltd, une société-écran sise aux îles Vierges britanniques, il est propriétaire de Geoff Palm Limited, une société enregistrée à Labuan, le centre financier offshore de la Malaisie. Geoff Palm détient Biopalm Energy Limited (Singapour), le principal véhicule du Siva Group pour les investissements liés à l'huile de palme en Asie et en Afrique. Par l'intermédiaire de sa filiale camerounaise Biopalm Energy Ltd, le Siva Groupe a signé un protocole d'accord avec le Gouvernement du Cameroun en 2011, par lequel le gouvernement accepte de lui fournir 200 000 ha pour développer des plantations de palmiers à huile dans le département de l'Océan. A ce jour, Biopalm a obtenu - par le décret présidentiel du 28 mars 2012 - un bail provisoire de 3 ans pour 3 348 ha situés dans les territoires des peuples autochtones Bagyeli, qui affirment ne pas avoir donné leur consentement et ont lancé une pétition collective contre le projet.	LandMatrix 3200 Palm oil in Africa report (Carrere, 2010, p.32) http://tinyurl.com/mb99qp4 (p.7) http://tinyurl.com/7utkeh
Cameroun		SOCFIN Luxembourg	Contrat signé, projet réalisé 58.063	SOCAPALM est le plus grand producteur d'huile de palme du Cameroun. C'était auparavant une compagnie nationale paraétatique qui fut formée avec l'aide de la Banque mondiale en 1963 ; privatisée en 2000, elle a été vendue à Intercultures, une filiale de SOCFIN, société luxembourgeoise aux mains des milliardaires européens Vincent Bolloré et Hubert Fabri. En 2012, SOCAPALM avait 58 063 ha de concessions de plantations de palmiers à huile au Cameroun.	LM 1151 WRM map http://tinyurl.com/qdd354a http://tinyurl.com/kheibuv Oil palm in Africa report (Carrere, 2010, p.31) http://tinyurl.com/mb99qp4 http://tinyurl.com/pnuuz75

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source	
Congo-Brazzaville	ENI Italie	Contrat signé, projet non réalisé 70.000	ENI est un fournisseur d'énergie italien appartenant en majorité au gouvernement italien. En 2009, ENI a signé un protocole d'accord avec le Gouvernement de la République du Congo pour un projet de plantation de palmiers à huile, connu sous le nom de "nourriture plus biodiesel" dans la région de Niari, au sud-ouest du Congo. ENI prévoit de produire 340 000 tonnes d'huile de palme brute par an. Ce projet fait partie d'un projet plus vaste conclu entre ENI et la République du Congo, projet concernant le développement de sables bitumineux et de gaz naturel.	http://www.za.boell.org/web/cop17-507.html	
Congo-Brazzaville	Fri El Green Power Italie	Contrat signé, projet non réalisé 4.000	En juillet 2008, Reuters a rapporté qu'une joint-venture de l'italien El Green Power et de la société allemande RWE avait signé un accord avec le Gouvernement congolais pour racheter les 4 000 ha de plantations de palmiers à huile de Sangha Palm Company (qui appartient au gouvernement) et de la Régie nationale des palmiers du Congo (RNP.C.) et pour développer des plantations de palmiers à huile sur 40 000 ha supplémentaires dans les 30 années à venir.	LM 1165 http://tinyurl.com/79fsevc http://tinyurl.com/l83sur http://tinyurl.com/j5pknc2	
Congo-Brazzaville	IBECO Corporación Espagne	Contrat signé, en cours 60.000	Par le biais de sa filiale Biocongo Global Trading, la société madrilène IBECO Corporation affirme avoir l'intention d'investir 201 millions de dollars US pour développer 60 000 ha de palmiers à huile dans les régions de Cuvette et Cuvette-Ouest au Congo. En 2012, le président de la société, Eugene Hubert Obba Peja, a signé un protocole pour le projet avec le Gouvernement de la République du Congo. La société, qui n'a aucune expérience en agriculture, et qui avait déjà signé un accord pour un projet d'énergie éolienne avec le gouvernement congolais, explique que le projet de plantation de palmiers à huile sera géré par une équipe technique venue de Colombie. Les directeurs d'IBECO ont des liens avec plusieurs sociétés de Madrid, dont Axala Pointgreen, Global Trading Forum et MIOM Associates. On n'a pas de détails sur la façon dont la société prévoit de réunir les fonds pour le projet.	http://tinyurl.com/lpvtx3 http://tinyurl.com/mbg4v2k http://tinyurl.com/k749ywy http://tinyurl.com/mzd8bue http://tinyurl.com/n2st05l http://tinyurl.com/m5sw4gl	
Congo-Brazzaville	Lexus Agric Malaisie	Contrat signé, projet non réalisé 50.000	En juillet 2013, les médias congolais ont annoncé que la société malaisienne Lexus Agric avait signé un contrat pour un projet de production d'huile de palme et de caoutchouc avec le gouvernement congolais, sur une superficie de 50 000 ha. Le directeur de Lexus Agric, Jérôme Issamou, est également impliqué dans le projet d'huile de palme d'Atama Plantation dans le pays.	http://tinyurl.com/kuknaifk http://tinyurl.com/l6oqlh4 http://tinyurl.com/qc4uzyf	

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Congo-Brazzaville	Wah Seong Malaisie	Contrat signé, projet réalisé 470.000	En 2010, le Gouvernement de la République du Congo a signé un contrat avec Atama Plantation, une société enregistrée au Congo, lui octroyant une concession de plus de 400 000 ha sur laquelle la société était censée convertir 180 000 ha de terres essentiellement forestières dans les provinces de Cuvette et de Sangha pour en faire des plantations de palmiers à huile, contre 5 dollars par an versés au gouvernement pour chaque hectare de terre planté. Au moment de la signature du contrat, Atama Plantation était détenue entièrement par Silvermark Resources Inc, une société enregistrée aux Îles Vierges britanniques. La seule information publique disponible sur Silvermark est qu'elle appartient et est dirigée par deux sociétés-écran enregistrées au Brunei. En 2011, Atama Plantation a transféré la propriété à une société holding mauricienne avant d'être finalement vendu, en 2012, à la société malaisienne Wah Seong Corporation, un "spécialiste du revêtement de pipelines" qui n'a rien à voir avec le secteur de l'huile de palme et est aux mains de l'homme d'affaires malaisien Robert Tan. Les propriétaires inconnus de Silvermark auraient fait un profit de 25 millions de dollars US sur la transaction conclue avec Wah Seong, tout en conservant 39% des parts de la nouvelle société.	LM T166 http://tinyurl.com/hkd62fr http://tinyurl.com/m9poxag http://tinyurl.com/oej25tv http://tinyurl.com/boomhgig
Côte d'Ivoire	Groupe l'Agilgon Suisse	Contrat signé, pleinement opérationnel 7.500	En 2009, Rémy Baysett, un homme d'affaires français, a racheté le groupe l'Agilgon, une holding financière genevoise, qui était en cours de liquidation. L'Agilgon détient 59% de la Société Africaine de Financement et de Participation (SAFIPAR) qui détient elle-même 70% des parts de Palmafrique. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire détient les 30% restants. Palmafrique possède 7 500 ha de plantations de palmiers à huile et trois usines de transformation en Côte d'Ivoire.	WRM map Oil palm in Africa report (Carrere, 2010, p.36) http://tinyurl.com/m9qhvb http://tinyurl.com/hsontko
Côte d'Ivoire	SIPEF-CI Belgique	Contrat signé, projet réalisé 12.700	La Société Internationale de Plantations et de Finance (SIPEF) est une entreprise belge privée qui cultive des palmiers à huile et du caoutchouc et possède des plantations en Afrique, en Indonésie et en Papouasie Nouvelle-Guinée. La SIPEF est l'une des trois sociétés qui ont pu obtenir des plantations de palmiers à huile (avec bail de 99 ans) quand les compagnies d'huile de palme nationales de Côte d'Ivoire ont été privatisées en 1997. Aujourd'hui, la filiale de la SIPEF en Côte d'Ivoire dispose de concessions forestières pour la culture des palmiers à huile couvrant 12 700 hectares.	WRM map Oil palm in Africa report (Carrere, 2010, p.36) http://tinyurl.com/m9qhvb http://tinyurl.com/oa523z http://tinyurl.com/o745gjt http://tinyurl.com/qhwgqlq

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné		Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Côte d'Ivoire		Siva Group Singapour	Contrat signé, projet réalisé 52 886	Chinnakann Sivasankaran, le milliardaire indien à qui appartient le Siva Group (Singapour), a beaucoup investi dans l'huile de palme au cours des dernières années. Par le biais de Broadcourt Investments Ltd, une société-écran sise aux îles Vierges britanniques, il détient Geoff Palm Limited, une société enregistrée à Labuan, le centre financier offshore de la Malaisie. Geoff Palm possède Biopalm Energy Limited (Singapour), le principal véhicule du Siva Group pour les investissements liés à l'huile de palme en Asie et en Afrique. En Côte d'Ivoire, Siva a créé une joint-venture avec DekelOil, une compagnie chypriote fondée par l'homme d'affaires israélien Youval Rasin. Cette joint-venture, CS DekelOil Siva Ltd, enregistrée à Chypre, appartient pour 49% à Siva et contrôle les holdings foncières de DekelOil. En 2013, DekelOil Siva avait une plantation de palmiers à huile de 1 886 ha et trois accords séparés avec des coopératives, des petits agriculteurs et des propriétaires fonciers locaux, accords qui octroyent à Siva les droits de bail sur 27 000 ha autour d'Ayerouan et 24 000 à Guttry.	LM 3272 http://tinyurl.com/os59org http://tinyurl.com/p8kzd9d http://tinyurl.com/pgeoe58
Côte d'Ivoire		Wilmar International Singapour	Contrat signé, projet réalisé 39 361	En 1997, la société d'huile de palme appartenant à l'État de Côte d'Ivoire a été privatisée et vendue à trois compagnies privées, dont PALM-CI, une joint-venture entre Unilever, le Gouvernement de Côte d'Ivoire et la société nationale SIFCA. PALM-CI contrôle près de 40 000 hectares de plantations d'huile de palme et transforme 70% de la production ivoirienne d'huile de palme. En 2007, Wilmar et Olam ont formé une joint-venture 50-50, Nauvu Investments, et pris une participation de 27% dans SIFCA. Puis Unilever et le Gouvernement ont vendu leurs parts de PALM-CI à Nauvu et à SIFCA, ce qui donne à Nauvu la propriété directe de 26,5% des parts de PALM-CI. SIFCA a été fondé en 1964 par un homme d'affaires ivoirien, Pierre Billon, un proche du père fondateur de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, et est rapidement devenu le principal exportateur de cacao du pays. Le Français Yves Lambelin a rejoint la société en 1978 en tant que directeur général. La société reste sous le contrôle majoritaire des holdings familiales Billon et Lambelin, Parme Investissement et Immoriv SA. L'actuel PDG est Jean-Louis Billon, fils de Pierre Billon : il est depuis 2012, ministre du Commerce de Côte d'Ivoire.	http://tinyurl.com/p7ngbcc http://tinyurl.com/qhwvg/q

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
DRC	Feronia Canada	Contrat signé, projet réalisé 107892	Feronia est une société cotée à la bourse de Toronto. Elle a été créée par l'établissement financier canadien Lawrence Asset Management. Elle a racheté les plantations de palmiers à huile et 107 892 ha de concessions foncières à Plantations et huileries du Congo d'Unilever et une ferme céréalière dans la province du Bas-Congo. Parmi les principaux actionnaires de Feronia, on compte le Siva Group (8%) et le Fonds agricole africain, géré par Phatisa, qui a investi 10,5 millions de dollars US dans la société en 2012.	WRM map http://tinyurl.com/oh3hcbm http://www.feronia.com/ Palm oil in Africa report (p.41)
DRC	Freiha Holding Libanon	Contrat signé, en cours 10.000	En 2009, l'Agence multilatérale de garantie des investissements de la Banque mondiale a accordé à Freih Holding et à ses filiales une garantie de 4,35 millions de dollars US pour protéger leurs investissements dans la société congolaise Congo Oil and Derivatives SARL (COD). La même année, COD a obtenu une concession de 10 000 ha de palmiers à huile dans le territoire du Muanda, dans la province du Bas-Congo, ainsi que deux réserves forestières.	http://tinyurl.com/ht8kow3 http://tinyurl.com/hxe4cl
RDC	Groupe Blattner Elwyn États-Unis	Contrat signé, projet réalisé 23.700	La famille américaine Blattner Family vit en RDC depuis des dizaines d'années et contrôlerait quelque 3 millions d'hectares de concessions foncières en RDC, dont 2,1 millions grâce au rachat de Siforco, une filiale de la compagnie d'exploitation forestière suisse-allemande Danzer. La famille Blattner, qui opère principalement sous le nom de Groupe Blattner Elwyn (GBE), a repris la Société Générale de Belgique dans les années 1980, ce qui lui a permis de s'approprier 4 plantations de palmiers à huile dans la province de l'Équateur et une plantation dans la Province orientale, couvrant une superficie totale de 10 000 hectares.	WRM map http://tinyurl.com/h2ex5zc http://tinyurl.com/oacydom http://tinyurl.com/pdtijjh http://tinyurl.com/p5e4dam http://tinyurl.com/7uey9sh
RDC	Hawkwood Capital LLP Royaume-Uni	Contrat signé 22.000	Par le biais de son fonds d'investissement Hawkwood African Crops Limited, Hawkwood Capital LLP possède des fermes céréalières couvrant 25 000 ha en Zambie et une concession de 22 000 ha pour la production de palmiers à huile en République démocratique du Congo (RDC). Hawkwood est dirigé par deux frères, Hilary et Russell Duckworth.	http://tinyurl.com/h7momdr http://tinyurl.com/hnverd7 http://tinyurl.com/o2vglijp

Annexe 1 : l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
RDC	Nocafex Belgique	Contrat signé, projet réalisé 37800	La Nouvelle Compagnie Africaine d'Exportation (Nocafex) est une compagnie maritime qui appartient à l'homme d'affaire belge Jean-Claude Hoolans. La compagnie a une concession de 37 800 ha à Gwaka, dans la province de l'Equateur, en RDC, où elle développe la production d'huile de palme, de caoutchouc, de café et de cacao. La compagnie prévoit de lancer dans un premier temps une plantation de 3 000 ha de palmiers à huile.	Oil palm in Africa report (p.14) WRM map http://tinyurl.com/oa3dum4 http://tinyurl.com/huwpdye
RDC	SOCFIN Luxembourg	Contrat signé, projet réalisé 26.261	En 2007, l'Huilerie de Mapangu a été rachetée par Interco, une filiale de SOCFIN, société luxembourgeoise aux mains des milliardaires européens Vincent Bolloré et Hubert Fabri. SOCFIN a changé le nom de cette société congolaise en Brabantia et en 2011a signé un contrat renégocié qui lui donnait un bail de 25 ans sur 26 261 hectares.	LM 3747 http://tinyurl.com/o8lma5g http://tinyurl.com/pnuuz75 http://tinyurl.com/om3wb77
RDC	ZTE Chine	Contrat signé, projet non réalisé 100.000	ZTE Corporation est la plus grande société de télécommunications de Chine, avec des opérateurs dans plus de 140 pays. En 2007 elle crée ZTE Energy pour investir dans les biocarburants et la production alimentaire en Chine et à l'étranger. La même année, elle signe une convention avec le Gouvernement de RDC pour développer des plantations de palmiers à huile sur plus de 100 000 ha, mais après avoir établi une pépinière sur 200 hectares, la société a décidé de geler le projet. Selon le représentant de ZTE en RDC, "Les chances de redémarrer le projet sont vraiment minces."	WRM map http://tinyurl.com/2w3dcke http://tinyurl.com/omqwz3x http://tinyurl.com/mjrd96 personal communication with ZTE (21 Oct 2013)
Éthiopie	Al Amoudi Arabie Saoudite	Contrat signé, en cours 250.000	Le Sheik Al Amoudi, milliardaire saoudien, contrôle en Éthiopie de nombreuses sociétés actives dans divers secteurs, notamment l'hôtellerie, l'exploitation minière et l'agriculture. Horizon Plantation est une joint-venture avec un homme d'affaires éthiopien, Jamal Ahmed, principal importateur d'huile de palme en Éthiopie. Cette joint-venture prévoit de développer les plantations de palmiers à huile en Éthiopie. Elle a loué les services de la société malaisienne AgriNexus pour développer des plantations pour les palmiers à huile, le caoutchouc et autres cultures, sur 250 000 ha de terres éthiopiennes.	LM 1241 http://tinyurl.com/k9hxoem http://tinyurl.com/k9kzevq http://tinyurl.com/nqfks2o

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source	
				LM 1230	http://tinyurl.com/6krkh8m http://tinyurl.com/X9hxoern
Ethiopia	Fri El Green Power Italie	Contrat signé, projet non réalisé 30.000	Le fournisseur d'énergie italien Fri El Green Power a obtenu un bail sur 30 000 ha de l'Agence de privatisation et de supervision des entreprises publiques de la Région éthiopienne des Nations, nationalités et peuples du Sud, pour cultiver des palmiers à huile et du jatropha. Fri El Green a repris le site du projet raté d'Ethio-Korea Palm Oil, établi dans les années 1980. La société affirme vouloir investir au moins 36 millions de dollars US dans ce projet.	LM 1205	http://tinyurl.com/qdy2gwg http://tinyurl.com/bczf946 http://tinyurl.com/oevw5mt http://tinyurl.com/p5utcg1 http://tinyurl.com/p6j3lkc http://tinyurl.com/A9kzevq
Éthiopie	Karuturi Global Ltd Inde	Contrat signé, projet réalisé 20.000	Karuturi Global Ltd, une entreprise de Bangalore fondée par Sai Ramakrishna Karuturi, est le plus gros producteur mondial de fleurs coupées. Par sa holding de Dubai, Karuturi Overseas, elle a obtenu en 2008 un bail de 50 ans renouvelable sur 100 000 hectares, dont elle compte utiliser 20 000 pour la culture des palmiers à huile. Selon Karuturi, 4 000 hectares auraient été préparés dans ce but en 2011 ; mais en septembre 2013, la société faisait face à de sérieuses difficultés financières et on ne sait pas si elle pourra continuer à cultiver les palmiers à huile en Éthiopie.	LM 2236	from http://tinyurl.com/gzxw8yl http://tinyurl.com/Aqebwkl
Gabon	Olam International Ltd Singapour	Contrat signé, projet réalisé 100.000	Olam est une société indienne non résidente, dont le siège est à Singapour. C'est l'un des plus grands négociants de matières premières du monde. Elle investit beaucoup dans les exploitations agricoles et les programmes d'agriculture contractuelle, en particulier en Afrique et en Amérique latine. En janvier 2012, Olam a annoncé un investissement de 250 millions de dollars US pour une première étape du développement de 50 000 ha de plantations de palmiers à huile au Gabon. Ce projet passe par une joint-venture dont 70% seront détenus par Olam et 30 par le Gouvernement du Gabon. L'accord stipule que le gouvernement s'engage à fournir à la joint-venture une réserve foncière d'une superficie totale de 300 000 ha, constituée essentiellement de terres forestières, dont 100 000 seront ultérieurement utilisés par Olam pour y installer des plantations de palmiers à huile.		

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Gabon	SIAT Group Belgique	Contrat signé, projet réalisé 7300	La Société d'investissement pour l'agriculture tropicale (SIAT) fut établie en Belgique en 1991 comme un partenariat entre Pierre Vandebecq (qui était jusqu'alors responsable des opérations de SOCFIN au Nigeria), la famille du magnat sud-africain du diamant, Ernest Oppenheimer, et la holding d'un groupe d'hommes d'affaires hollandais, Wienco Holdings, spécialisée dans l'agriculture africaine. SIAT Gabon a été créé en 2004 pour reprendre les sociétés publiques HeveGab, Agro Gabon et Ranch Nyanga dans le cadre d'un processus de privatisation. Grâce à ces accords, SIAT Gabon a acquis une plantation de 7 300 ha à Makoué, dans la province du Moyen-Ogooué ; 6 500 ha y sont actuellement cultivés. SIAT Gabon a récemment obtenu une nouvelle concession pour s'étendre dans la région et y avait planté plus de 900 ha de palmiers à huile en 2013. La société a déclaré aux médias gabonais qu'elle prévoyait d'agrandir ses plantations de palmiers de Bindo et Ebel Abanga pour arriver à 25 000 ha de palmeraies au Gabon en 2014. La famille Oppenheimer a quitté SIAT vers 2010, et en avril 2012, SIAT annonçait que l'entreprise publique de carburants chinoise Sinochem, allait prendre, par le biais de sa filiale singapourienne GMG Global Ltd, une participation de 35% dans SIAT en échange de 193 millions d'euros, ce qui laisse 51% à la famille Vandebecq et 12% à Wienco.	LM 3352 Seeds of destruction (p.33) http://tinyurl.com/q4ebwkl http://tinyurl.com/K3h8scz http://tinyurl.com/pk2toh http://tinyurl.com/jdixrs http://tinyurl.com/qe8w5l
Ghana	DOS Palm Production limited Royaume-Uni	Contrat signé, 8.094	DOS Palm Oil (Royaume-Uni) a été établi en 2006 pour développer des plantations de palmiers à huile en Afrique. En 2012, l'entreprise avait au Ghana 8 094 ha de plantations lui appartenant et était en cours de négociations pour obtenir jusqu'à 20 000 ha pour étendre ses plantations. DOS a une filiale à Londres, Palm Oil Investment Ltd, qui permet aux investisseurs britanniques d'investir dans la plantation. L'entreprise vend aux investisseurs des terres qui font partie de la plantation et sont gérées par DOS ; les investisseurs obtiennent alors un bail à leur nom leur donnant "toute liberté de vendre, réaffecter et exploiter la terre eux-mêmes" ou de la revendre à DOS.	LM 3767 Palm oil in Africa report (p.50) http://tinyurl.com/179qpl (pp.12-13) http://tinyurl.com/h5gaqz8 http://tinyurl.com/mx9l63y

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Ghana	Herakles Capital États-Unis	Contrat signé, projet réalisé 4.364	Herakles Farms est une filiale d'Herakles Capital, une société new-yorkaise de capital-risque, spécialisée dans l'acquisition et le développement de plantations de palmiers à huile sur plus de 80 000 ha en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Au Ghana, grâce à sa filiale SG Sustainable Oils Ghana Ltd, qui lui appartient en totalité, Herakles Farms a acquis plus de 4 000 ha dans les régions de la Volta et de Dodo Pepesu pour y cultiver des palmeraies. Herakles chercherait apparemment à vendre ses opérations ghanéennes.	LM 3770 Oil palm in Africa report (p.50) http://tinyurl.com/lK3t294 http://tinyurl.com/lvz4u2
Ghana	Norpalm AS Norvège	Contrat signé, pleinement opérationnel 5.018	Norpalm SA est une société norvégienne créée en 1996 pour investir dans la production d'huile de palme. Elle a commencé par investir dans des plantations de palmiers à huile en Équateur et en 2000, elle a racheté la compagnie pétrolière appartenant à l'État du Ghana, National Oil Palm Ltd, avec ses plantations et ses terres, soit une superficie totale de 5 016 hectares. La transaction s'est faite par l'intermédiaire de la filiale de Norpalm, Norpalm Ghana Ltd, qui appartient pour 31,4% à la société britannique PZ Cussons Ltd. La totalité du pétrole brut produit par Norpalm Ghana est fournie à PZ Cussons. Norpalm a reçu des financements importants de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) pour ses activités au Ghana.	LM 3773 http://tinyurl.com/xxpl36v Oil palm in Africa report (p.50) http://tinyurl.com/lheue64

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Ghana	SIAT Group Belgique	Contrat signé, projet pleinement opérationnel	La Société d'investissement pour l'agriculture tropicale (SIAT) fut établie en Belgique en 1991 comme un partenariat entre Pierre Vandebecq (qui était jusqu'alors responsable des opérations de SOCFIN au Nigeria) la famille du magnat sud-africain du diamant, Ernest Oppenheimer, et la holding d'un groupe d'hommes d'affaires hollandais, Wenco Holdings, spécialisée dans l'agriculture africaine. En 1995, SIAT a racheté l'entreprise publique ghanéenne Ghana Oil Palm Development Company Limited, grâce à un processus de privatisation. Cette filiale, qui lui appartient à 100%, détient aujourd'hui quelque 21 000 ha de plantations de palmiers à huile dans deux exploitations situées à Kwae et Okumaning, dans la Région Orientale du Ghana. La famille Oppenheimer a quitté SIAT vers 2010 et en avril 2012, SIAT annonçait que l'entreprise publique de carburants chinoise Sinochem, allait prendre, par le biais de sa filiale singapourienne GMG Global Ltd, une participation de 35% dans SIAT en échange de 193 millions d'euros, ce qui laisse 51% à la famille Vandebecq et 12% à Wenco.	http://tinyurl.com/md9l2rc
Ghana	Symbol AG Allemagne	Contrat signé, projet réalisé 13.500	Symbol AG a été créé par son actionnaire majoritaire, Schnell Motoren, a un fabricant de moteurs (cogénération) qui marchent au biogaz et/ou à l'huile végétale, afin de produire de l'huile végétale pour l'exporter vers l'Allemagne comme biocarburant. Au Ghana, Symbol a obtenu un bail de 49 ans sur 7 000 ha près des plantations ghanéennes de Wilmar, avec une option d'extension de 13 500 ha et a mis en place une pépinière. Symbol investit également dans la culture des oléagineux en Russie.	LM 3766 http://tinyurl.com/ls5ul4t http://tinyurl.com/xghsqzd
Ghana	Wilmar International Singapour	Contrat signé, projet réalisé 6.157	Wilmar, l'un des plus grands négociants de matières premières et producteurs d'huile de palme du monde, a racheté l'entreprise ghanéenne Benso Oil Palm Plantation of Ghana en 2011 à Unilever (Royaume-Uni) et au Gouvernement du Ghana, par le biais de sa filiale ghanéenne, Wilmar Africa. En juin 2013, SIFCA a pris une participation de 49,5% dans Wilmar Africa. SIFCA appartient pour 27% à une joint-venture entre Wilmar et Olam.	LM 1346 http://tinyurl.com/mwadjdt , 18/01/2012 http://tinyurl.com/lobg5bz http://tinyurl.com/ls5v7ru http://tinyurl.com/l56g952 Palm oil in Africa report (p.73) http://tinyurl.com/mwua372

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Guinée	Peak Palm Oil PLC Royaume-Uni	Contrat signé, projet réalisé 100.000	La société Peak Oil PLC a été incorporée au Royaume-Uni en 2011. Elle affirme avoir une "promesse de bail" couvrant 100 000 ha en Guinée - dont 5 000 sont effectivement loués - pour y développer des plantations de palmiers à huile ; elle dit avoir établi une zone d'essai sur 2 000 ha. L'entreprise appartient à Mans Ltd, a une société enregistrée aux Seychelles, qui s'occupe de l'exploration des mines d'or en Guinée et au Ghana et a été créée par des hommes d'affaires américains et britanniques.	http://tinyurl.com/mt79ggt http://tinyurl.com/hxk9o2s
Guinée	SOCFIN Luxembourg	Contrat signé, projet réalisé 22.000	SOGUIPAH était une entreprise nationale de production de palmiers à huile et de caoutchouc appartenant au Gouvernement de Guinée. À travers un processus de privatisation décidé par le gouvernement et ses donateurs, la direction de SOGUIPAH a été donnée en 1994 à une entreprise dont Terres Rouges Consultants détient 85% des parts et l'Etat les 15% restants. Terres Rouges Consultants fait partie du conglomérat SOCFIN, qui est aux mains de Vincent Bolloré et Hubert Fabri. SOCFIN a finalement pris le contrôle de SOGUIPAH ; elle a obtenu en même temps une concession de 22 000 ha octroyée par le gouvernement. Le site Internet de Tropicore International, une société privée suisse, liste les plantations de SOGUIPAH comme lui appartenant, et pourtant il n'existe aucune information publique qui permette de relier Tropicore à SOCFIN ou aux propriétaires de SOCFIN. En juillet 2011, de violents affrontements ont eu lieu dans le village de Saoro quand SOGUIPAH est arrivé pour défricher des terres pour ses plantations.	http://tinyurl.com/qelmezn http://tinyurl.com/pgyb6gv http://tinyurl.com/69zrmjdv http://tinyurl.com/kstpfmfd

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Liberia	Golden Agri-Resources Ltd Singapore	Contrat signé, en cours 220.000	Golden Agri-Resources Ltd est une société incorporée à Maurice, mais elle est dirigée de Singapour. Elle appartient à plusieurs compagnies offshore contrôlées par la famille du magnat Eka Tjipta Widjaja, l'homme le plus riche d'Indonésie et propriétaire du Sinar Mas Group. Avec une superficie plantée de 457 000 hectares, c'est le deuxième planteur de palmeraies du monde, derrière la compagnie malaisienne Sime Darby Bhd. Des documents d'entreprise montrent qu'en mars 2013, Golden Agri-Resources était l'investisseur initial, et le seul, du Verdant Fund LP, une société des Îles Vierges britanniques qui détient GV Holdings Ltd des Îles Caïman, qui détient lui-même Golden Veroleum Ltd Hong Kong, qui détient Golden Veroleum (Suisse) AG, qui détient Golden Veroleum (Liberia) Inc., qui, en septembre 2010, a signé un contrat avec le Gouvernement du Liberia concernant une concession très contestée de 220 000 ha. En mars 2013, Golden Veroleum Ltd a reçu des facilités de prêt pour 500 millions de dollars US de la Banque de développement de Chine pour financer ses plantations de palmiers à huile au Liberia et en Indonésie. Golden Veroleum a indiqué à plusieurs reprises, notamment dans son contrat de concession avec le gouvernement du Liberia et dans sa demande d'adhésion à la RSPO, que d'autres investisseurs sont impliqués dans la société, mais aucune information n'est disponible au public concernant ces investisseurs.	LM 1396 http://tinyurl.com/mm57v99 from http://tinyurl.com/n8sysvuh http://tinyurl.com/mpwvrftg , 18/01/2012

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Liberia	Kuala Lumpur Kepong Malaisie	Contrat signé, projet réalisé 168.942	Equatorial Palm Oil (EPO) est une société britannique listée sur le marché boursier AIM, qui a été créée par des cadres issus des secteurs des mines et de l'énergie. Elle a obtenu en 2007 et 2008 des droits fonciers couvrant de vastes zones pour y développer la production des palmiers à huile. EPO a ainsi obtenu une concession de plus de 34 393 ha à Palm Bay et 54 549 à Butaw, ainsi que 80 000 ha grâce à un protocole d'accord avec le gouvernement du comté de River Cess. Au début de 2013, le Siva Group a pris une participation de 36,7% dans EPO et a formé une joint-venture 50-50 avec l'EPO de Maurice, baptisée Liberian Palm Developments Ltd, pour rassembler toutes les concessions foncières d'EPO au Liberia. Le Siva Group a ensuite vendu ses parts d'EPO à KLK (Kuala Lumpur Kepong) dans la deuxième moitié de 2013 et KLK, l'une des plus grandes entreprises d'huile de palme du monde, a alors augmenté sa participation dans EPO à plus de 60% au début de 2014.	LM 1393 and 1395 http://tinyurl.com/m65cslc http://tinyurl.com/k7g88w Oil palm in Africa report (p.57) http://tinyurl.com/m65cslc http://tinyurl.com/m743329
Liberia	SIFCA Côte d'Ivoire	Contrat signé, en cours 16.000	En mars 2011, le Gouvernement du Liberia et SIFCA ont signé un accord octroyant à SIFCA une concession de 25 ans sur 15 200 ha, renouvelable, pour la production de palmiers à huile et un programme de sous-traitance dans les comtés de Maryland et River Gee. Par le biais de sa filiale SIPH, SIFCA a, à la même époque, signé un accord avec le gouvernement lui donnant le droit de faire passer la superficie de ses plantations de caoutchouc de 8 000 à 35 000 ha dans les mêmes comtés. SIFCA appartient pour 27% aux transnationales Wilmar et Olam, qui ont soutenu son expansion en Afrique.	LM 3463 http://tinyurl.com/lblat68 http://tinyurl.com/3fu9c8 http://tinyurl.com/jeczfir http://tinyurl.com/m6p9cez http://tinyurl.com/la4cagy
Liberia	Sime Darby Malaisie	Contrat signé, projet réalisé 220.000	La société malaisienne Sime Darby est la plus grande entreprise d'agro-business et le plus gros producteur d'huile de palme du monde. En 2009, elle a obtenu un bail de 63 ans pour une concession de 220 000 ha destinés à la production de palmiers à huile et répartis sur les comtés de Grand Cape Mount, Bomi, Bong et Gbarpolu. Un audit public a révélé que le gouvernement n'avait pas mené de procédure d'appels d'offres quand il a accordé la concession à Sime Darby. En outre, les communautés affectées n'ont pas été consultées et les conflits fonciers ont singulièrement retardé la réalisation du projet.	1388 + http://tinyurl.com/mu2h-cpu http://tinyurl.com/mptjz6 http://tinyurl.com/in5w2tq http://tinyurl.com/ktnadyos http://tinyurl.com/llo7ld5

Annexe 1 : l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Mozambique	MedEnergy Italie	Contrat signé, projet non réalisé 10.000	MedEnergy Global est une holding britannique appartenant à la famille italienne des Beileli qui a fait fortune dans le secteur de l'énergie. MedEnergy cherche à mettre en place un projet de plantation de 10 000 ha de palmiers à huile dans la province de Cabo Delgado au Mozambique. Le projet a été approuvé en 2011 par les autorités en charge de l'investissement au Mozambique.	http://tinyurl.com/xwz3vx2 , 15/12/2011 Palm oil in Africa report (p.59) http://tinyurl.com/lj2fhjd
Nigeria	Fri El Green Power Italie	Contrat signé, projet réalisé 100.000	En 2009, Fri El Green Power, un fournisseur d'énergie italien, a racheté 80% des parts de la société publique Abia Palm Company, laissant 20% au gouvernement de l'État d'Abia. Abia Palm dispose d'une concession de 11 292 ha, dont l'ancienne plantation d'Abia Palm, et a obtenu le droit d'étendre cette concession pour atteindre 100 000 hectares. Fri El Green Power prévoit ultérieurement d'utiliser l'huile de palme transformée au Nigeria pour fournir en carburant les centrales de biomasse liquide européennes.	LM 1679 http://tinyurl.com/mrp8pdz , 20/12/2011 Oil palm in Africa report, p.61
Nigeria	Salim Group Indonésie	Contrat signé, projet non réalisé 60.000	En mars 2014, le Commissaire pour l'Agriculture de l'État d'Edo a révélé que De United Food Industries Limited, une filiale de PT Indofood, avait acquis 60 000 hectares dans cet État pour y installer des plantations de palmiers à huile. PT Indofood, le plus grand fabricant de pâtes alimentaires du monde, fait partie du Salim Group qui appartient à la famille du magnat indonésien Liem Sioe Liong. Le groupe détient également l'entreprise de plantations indonésienne PT Lonsum et cherche à développer les plantations dans les Philippines, par le biais de sa holding de Hong Kong, First Pacific.	http://tinyurl.com/maykpkak

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Nigeria	SIAT Group Belgique	Contrat signé, projet pleinement opérationnel 27500	La Société d'investissement pour l'agriculture tropicale (SIAT) fut établie en Belgique en 1991 comme un partenariat entre Pierre Vandebecq (qui était jusqu'alors responsable des opérations de SOCFIN au Nigeria) la famille du magnat sud-africain du diamant, Ernest Oppenheimer, et la holding d'un groupe d'hommes d'affaires hollandais, Wienco Holdings, spécialisée dans l'agriculture africaine. En 1991, SIAT a établi une filiale nigériane, Presco Industries Limited, avec une entreprise nigériane, Presco International Limited (PINL). La joint-venture a acquis une plantation de palmiers à huile de 3 000 ha au sud de Benin City ; cette plantation appartenait à la société publique Oil Palm Company Ltd qui avait été développée avec le soutien de la Banque mondiale. Dans le cadre de cette joint-venture, SIAT était censé reverser une partie de ses bénéfices à Megatrade International SA - une holding luxembourgeoise mise en place pour les propriétaires de PINL. N'ayant pas réussi à parvenir à un accord sur le montant à verser, SIAT a racheté PINL en 1997 et payé à Megatrade 2 millions de dollars US pour soldes de tout compte. SIAT a introduit Presco Plc sur la bourse de Lagos en 2002 et continue à détenir 60% des parts. Presco possède aujourd'hui quatre plantations de palmiers à huile couvrant 12 600 ha et cherche à obtenir 17 000 ha supplémentaires dans l'État d'Edo. En 2011, Siat Nigeria Ltd, filiale de SIAT, a racheté au gouvernement de l'État de Rivers les actifs d'une autre entreprise d'huile de palme, Risonpalm, notamment 16 000 ha de plantations de palmiers à huile. La famille Oppenheimer a quitté SIAT vers 2010 et en avril 2012, SIA Tannorçait que l'entreprise publique de carburants chinoise Sinochem, allait prendre, par le biais de sa filiale singapourienne GMG Global Ltd, une participation de 35% dans SIAT en échange de 193 millions d'euros, ce qui laisse 51% à la famille Vandebecq et 12% à Wienco.	LM T680 Oil palm in Africa report (p.60) http://tinyurl.com/mzu1w3z http://tinyurl.com/lgsvueu http://tinyurl.com/jduxrs http://tinyurl.com/qe8ww5l

Annexe 1 : l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Nigeria	SOCFIN Luxembourg	Contrat signé, projet réalisé 35.900	Okomu Oil Palm Company fut établi en 1976 comme projet-pilote du gouvernement fédéral destiné à réhabiliter la production du palmier à huile au Nigeria. La société a été privatisée en 1997 et listée à la bourse nigeriane. SOCFIN en est le plus gros actionnaire, avec 53%. La Société allemande d'investissement et de développement (DEG) en détient 6,94%. Les terres exploitées par la société, et qu'elle a l'intention d'agrandir, sont contestées par les communautés locales. En mars 2014, le Gouverneur de l'État d'Edo a annoncé qu'Okomu avait obtenu 20 000 ha supplémentaires pour poursuivre son expansion dans l'État.	http://tinyurl.com/kx8gfh http://tinyurl.com/kulzj8m http://tinyurl.com/lbqf6a
Nigeria	Wilmar International Singapour	Contrat signé, projet réalisé 19.732	PZ Wilmar est une joint-venture entre l'entreprise britannique de savon et d'alimentaire PZ Cussons et Wilmar International, le plus grand transformateur mondial d'huile de palme. Depuis sa création en 2011, PZ Wilmar a acquis trois plantations de palmiers à huile dans l'État de Cross River couvrant environ 24 000 ha au total. Il semblerait que le gouvernement de l'État de Cross River soit en train d'identifier des terres pour que PZ Wilmar puisse s'étendre sur une superficie totale de 100 000 ha. Les concessions ont déjà provoqué des conflits avec les communautés locales.	LM 3074 http://tinyurl.com/k9gy9o http://tinyurl.com/7yxv59 http://tinyurl.com/1tdannj http://tinyurl.com/m7lmz6a
Sao Tomé et Príncipe	SOCFIN Luxembourg	Contrat signé, en cours 5.000	En 2010, le gouvernement de Sao Tomé-et-Príncipe a signé un accord avec SOCFIN, une société luxembourgeoise aux mains des milliardaires européens Vincent Bolloré et Hubert Fabri, ce qui a permis à Agripalma, une filiale locale de SOCFIN, d'obtenir une concession de 25 ans pour développer 5 000 ha de plantations de palmiers à huile sur les exploitations de Ribeira Peixe et Porto Alegre à Sao Tomé, et sur l'exploitation de Sundry à Príncipe.	http://tinyurl.com/mramatz http://tinyurl.com/6hh4tno

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Sierra Leone	Agri International Consultants Corporation Royaume-Uni (Anguila)	Contrat signé, en cours 52 535	Les documents d'enregistrement de l'entreprise montrent que Agri International Consultants Corporation, une société-écran dont les propriétaires ne sont pas connus mais sont enregistrés au paradis fiscal d'Anguila, possède 95% de West Africa Agriculture Ltd (WAA) de Sierra Leone. Les 5% restants appartiennent à Ady Macauley, un avocat de B&J Partners de Freetown. WAA a obtenu un bail de 32 441 ha dans la chefferie de Maforki en novembre 2011, puis un second de 20 094 ha dans la chefferie de Sorogbema en décembre 2011. Kevin Goddington, le PDG de WAA, et B&J Partners sont impliqués dans plusieurs autres sociétés qui sont à la recherche de terres pour installer leurs plantations de palmiers à huile en Sierra Leone.	http://tinyurl.com/p5j3v5z
Sierra Leone	Agriterra Ltd Royaume-Uni	Contrat de 2011, projet non démarré 45 000	En rachetant Red Bunch Ventures en 2011, Agriterra (Guernesey) a obtenu un bail de 50 ans (avec option de renouvellement pour 21 ans supplémentaires) sur quelque 50 000 ha de terres agricoles dans le district de Pujehun, dans la province du Sud en Sierra Leone, pour y développer des plantations de palmiers à huile. Agriterra, qui a été créé par Phil Edmonds, capitaliste de l'exploitation minière et ancienne star du cricket anglais, possède aussi des ranchs et des fermes produisant du maïs sur près de 17 000 ha au Mozambique. Agriterra projette de s'étendre sur plus de 20 000 ha dans un proche avenir. En août 2011, après une procédure judiciaire, Red Bunch a renoncé à un bail avec la chefferie de Kpanga Kabonday dans le district de Pujehun qui empiétait sur un bail acquis par African Oil Palm Ltd, qui appartient aujourd'hui au Siva Group. Le site Internet de Red Bunch indique encore que l'entreprise contrôle 45 000 ha de palmeraies au Pujehun.	http://tinyurl.com/p6zvkbs http://tinyurl.com/p5j3v5z
Sierra Leone	Aristeus Agriculture Limited Royaume-Uni	Contrat signé, en cours 33 489	Aristeus Agriculture Ltd a été enregistré en Sierra Leone en septembre 2009. La société est aux mains du britannique Kevin Goddington : ses associés locaux, dont Frederic Claye et Ady Macauley de B&J Partners en détiennent 4%. En décembre 2010, Aristeus Agriculture a obtenu un bail de 33 489 ha de la chefferie de Yoni. Goddington, Claye et Macauley font également partie de plusieurs autres sociétés qui sont à la recherche de terres pour implanter des plantations d'huile de palme en Sierra Leone.	

Annexe 1 : l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Sierra Leone	Aristeus Palm Oil Ltd Maurice	Contrat signé, en cours 47567	Aristeus Palm Oil Limited a été incorporée à Maurice en juin 2011. Un mois plus tard, Aristeus Palm Oil Ltd, une société enregistrée en Sierra Leone à l'adresse de B&J Partners, a signé un bail de 47 567 ha avec la chéferie de Sorogberma pour développer des plantations de palmiers à huile. Le bail a été signé par Kevin Godlington, en tant que directeur d' Aristeus Palm Oil Limited. On ne sait pas clairement à qui appartient la société, mais plusieurs autres sociétés liées au nom de Godlington sont enregistrées à la même adresse.	
Sierra Leone	Felida Global Ventures Holdings Malaisie	Contrat signé, projet non réalisé 2.500	L'Office fédéral de mise en valeur des terres (FELDA) du gouvernement de Malaisie est le plus grand propriétaire et gestionnaire du monde des terres dédiées aux plantations. En 2012, il a été réorganisé sous le nom de Felida Global Ventures Holdings Bhd et listé sur le marché principal de la Bourse de Malaisie. Avec le soutien du gouvernement malaisien et de la Banque islamique de développement, Felida a lancé avec le gouvernement de Sierra Leone un projet d'inspiration FELDA pour établir des colons sur 1 600 hectares de plantations dans le district de Bonthe dans la Province du Sud (à Matru). Selon le Oakland Institute, la superficie totale attribuée à ce projet est de 2 500 hectares. Plutôt que de racheter ces terres, Felida déclare vouloir reproduire le modèle coopératif des petits agriculteurs africains et vendre du matériel et son expertise technique en échange d'un approvisionnement à long terme.	http://tinyurl.com/q9stc97 http://tinyurl.com/pyzuqlh http://tinyurl.com/nqhbwt3 http://tinyurl.com/3eca8kn
Sierra Leone	Goldtree Holdings Maurice	Contrat signé, projet réalisé 5.200	En août 2010, Goldtree Holdings, une société enregistrée à Maurice, a signé un protocole d'accord avec le Gouvernement de Sierra Leone pour établir une grande plantation de palmiers à huile dans le district de Kailahun. Le projet est soutenu par FinnFund et l'Agence Française de Développement, qui a promis 10 millions de dollars US par l'intermédiaire du Fonds pour l'Agriculture africaine (AAF).	http://tinyurl.com/abjuvif6 http://tinyurl.com/k2pxf48

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Sierra Leone	Quifel Holdings Portugal	Contrat signé, projet non réalisé 126.000	Quifel International Holdings, dont le siège est à Lisbonne, est la holding personnelle de Miguel Pais do Amaral, un aristocrate portugais, coureur automobile et homme d'affaires. En 2008, Quifel a créé une filiale en Sierra Leone, Quifel Agribusiness Ltd, et signé trois baux de 49 ans pouvant être prolongés jusqu'à 70 ans, pour une superficie de près de 130 000 ha avec des communautés du district de Porto Loko, afin de prospecter et d'identifier les possibilités de plantations de palmiers à huile et d'autres cultures. Les bureaux locaux, de Quifel ont disparu depuis et on ne sait pas très bien ce qu'il en est des baux.	LM 3003 http://tinyurl.com/v6s2ex4 http://tinyurl.com/ph963az
Sierra Leone	Sepahan Afrique Iran	Contrat signé, en cours 10.000	Sepahan Afrique est un conglomérat iranien qui a acquis 10 117 ha dans les chefferies de Marampa et de Buya Romende dans la région de Port Loko en Sierra Leone. L'entreprise veut développer des plantations de riz et de palmiers à huile, avec le soutien du gouvernement iranien. Selon Business Insider, en 2007, les propriétaires des terres incluses dans la zone du projet ont été convoqués d'urgence à l'ambassade d'Iran pour une réunion et se plaignent d'avoir été forcés de signer l'accord "sous la contrainte", après avoir été informés que les investisseurs iraniens devaient repartir le lendemain matin et qu'ils devaient signer avant de lire les termes de l'accord. Ils disent avoir signé parce qu'ils "ne pouvaient pas à l'aller à l'encontre de la volonté des autorités".	http://tinyurl.com/pyzuqlh http://tinyurl.com/qauf6om http://tinyurl.com/bapz9os
Sierra Leone	Siva Group Singapour	Contrat signé, en cours 203.000	Chinmakan Sivasankaran, le milliardaire indien à qui appartient le Siva Group (Singapour), a beaucoup investi dans l'huile de palme au cours des dernières années. Par le biais de Broadcourt Investments Ltd, une société-écran sise aux îles Vierges britanniques, il détient Geoff Palm Limited, une société enregistrée à Labuan, le centre financier offshore de la Malaisie. Geoff Palm détient Biopalm Energy Limited (Singapour), le principal véhicule du Siva Group pour les investissements liés à l'huile de palme en Asie et en Afrique. En Sierra Leone, Siva dispose de 41 582 ha grâce à l'acquisition de la société luxembourgeoise Sierra Leone Agriculture Limited en 2011, 39 321 ha grâce à l'acquisition d'African Palm Oil Limited en 2011, et au moins 123 000 ha loués directement par le biais de Biopalm Energy Limited dans les districts de Pujehun, Bo et peut-être Kenema, ce qui représente une superficie totale de 203 000 ha.	Lease

Pays concerné		Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Sierra Leone		SOCFIN Luxembourg	Contrat signé, projet réalisé 12.000	Socfin Agricultural Company (SL) Ltd est une filiale de SOCFIN, une société luxembourgeoise aux mains des milliardaires européens Vincent Bollore et Hubert Fabri. En mars 2011, le ministère de l'Agriculture de Sierra Leone a signé un bail foncier avec les chefs de Paramount de la chefferie de Malen dans le district du Pujehun ; le même jour, le ministère a aussi signé avec Socfin Agriculture un accord sur 50 ans pour sous-louer les mêmes terres, lui donnant ainsi 6 575 ha pour y faire des plantations de palmiers à huile. Malgré l'opposition des populations locales au projet, Socfin Agriculture avait, en 2013, défriché et planté 3 200 ha et est en train de négocier pour s'approprier 5 500 hectares supplémentaires.	http://tinyurl.com/6m9wmdm
Sierra Leone		West Africa Agriculture Number 2 Limited UK	Contrat signé, en cours 30.700	Les documents d'enregistrement de l'entreprise montrent que West Africa Agriculture Number 2 Limited (WAAZ) appartient au britannique Kevin Godlington et au Sierra-Léonais Frederic Claye. Kevin Godlington est aussi impliqué dans d'autres sociétés qui ont acquis à bail de vastes superficies de terres en Sierra Leone pour y implanter des palmiers à huile. Il s'agit notamment de Sierra Leone Agriculture Ltd, Aristeus Palm Oil Ltd et African Palm Oil Ltd. Frederic Claye apparaît dans plusieurs des sociétés dirigées par Godlington, ainsi que dans des opérations menées en Sierra Leone pour Miro Forestry, une entreprise de Dubai. En décembre 2012, WAAZ a obtenu un bail de 30 700 ha dans la chefferie de Makpele pour y planter des palmiers à huile.	
Tanzanie		African Green Oil Ltd Royaume-Uni	Contrat signé, fin de l'exploitation 20.000	African Green Oil Ltd aurait obtenu des baux fonciers couvrant 20 000 ha à Rungungu et Nyamatanga, dans le district de Rutiji, en Tanzanie. L'entreprise a défriché des terres pour planter. Elle a aussi établi une pépinière, mais aurait cessé ses activités.	WRM map http://tinyurl.com/nrvt5nw http://tinyurl.com/nu754kh http://tinyurl.com/vtu889 http://tinyurl.com/qz28668
Tanzanie		FELISA Belgique	Contrat signé, en cours 4.253	FELISA est aux mains de 24 actionnaires, en majorité belges. FELISA a établi une plantation de 100 ha de palmiers à huile, à 75 kilomètres de Kigoma en Tanzanie et a acquis 4 258 ha supplémentaires pour y planter des palmiers, à 150 kilomètres de Kigoma. L'entreprise cherche à obtenir encore 5 000 ha par le biais d'un programme de sous-traitance.	http://tinyurl.com/q15ov5w

Annexe 1 : l'accapement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné		Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Tanzanie		Nava Bharat Ventures Ltd Inde	Contrat signé, en cours	Nava Bharat Ventures Ltd est une société indienne listée à la bourse nationale et à la bourse de Mumbai. Elle est active dans les secteurs de l'énergie, de l'exploitation minière et de l'agriculture, notamment dans la production de sucre en Inde et l'extraction du charbon en Zambie. La société a commencé récemment à explorer les possibilités d'investissements agricoles à l'étranger et décidé de concentrer ses efforts sur la Tanzanie. En août 2013, sa filiale Nava Bharat Africa Resources Pvt. Limited (NBAR), a signé un accord de joint-venture avec la Société nationale de développement du gouvernement tanzanien (NDC) pour un projet intégré de palmiers à huile. Dans le cadre de ce projet, qui appartient pour 80% à Nava Bharat et 20% à la NDC, 10 000 hectares ont été identifiés dans le village de Kimala Misale, dans le district de Kisarawe.	http://tinyurl.com/nj5e4oh http://tinyurl.com/62bfp2r http://tinyurl.com/n7ezcm4
Tanzanie		TM Plantations Malaisie	Contrat signé, projet non réalisé 50 000	TM Plantations est une filiale de TM Global Holdings, un fonds d'investissement créé par Tony Tan. Elle est enregistrée au Delaware (États-Unis) et cible les investissements dans les marchés émergents. TM, ou Titian Makmur, gère aussi une entreprise d'agriculture biologique, avec des exploitations à Pahang en Malaisie. En juillet 2007, TM Plantations a payé au gouvernement du district de Kasulu en Tanzanie les frais d'une enquête préliminaire destinée à évaluer la faisabilité d'une plantation de palmiers à huile couvrant 50 000 hectares. TM Plantations est aussi à la recherche de terres pour des projets forestiers. En 2007, le Colonel Kabenga Nsa-Kaisi, ancien conseiller-en-chef de Benjamin Mkapa, le Président de Tanzanie, a été nommé membre du conseil d'administration de TM Plantations. Le site Internet de la société a été fermé à la fin de 2012 et on ne sait pas si la société est toujours en fonctionnement.	http://tinyurl.com/kwz3vx2 , 15/12/2011 http://tinyurl.com/nj2a8d , 15/12/2011 http://tinyurl.com/64v9dz7 , 26/01/2012

Annexe 1 : l'accaparement des terres destinées à l'huile de palme en Afrique

Pays concerné	Société et origine de l'investisseur	Situation actuelle de la transaction et superficie (en ha)	Résumé	Référence de Landmatrix et/ou source
Ouganda	Wilmar International Singapour	Contrat signé, projet réalisé 40.000	En 1997 le gouvernement de l'Ouganda, la Banque mondiale et le Fonds international des Nations Unies pour le développement agricole (FIDA) se sont mis d'accord sur un projet commun visant à développer la production d'huile de palme en Ouganda. Deux ans plus tard, le Gouvernement a entamé des négociations avec Bidco Uganda Limited, une joint-venture entre Bidco Oil Refineries Limited du Kenya, Wilmar, ADM et Josovina Commodities, ADM, le géant américain des matières premières agricoles, détient 16% de Wilmar, le plus grand transformateur d'huile de palme du monde. Bidco est l'un des grands importateurs d'huile de palme en Afrique, huile fournie par Josovina Commodities, une joint-venture de négoce singapourienne appartenant à Wilmar et à l'homme d'affaires malaisien Victor Ngo Swee Chiang. Le Gouvernement a fini par accorder à une filiale de Bidco Uganda, Oil Palm Uganda Limited (OPUL), 40 000 ha pour établir des palmiers à huile sur les îles du Lac Victoria. Au cours du premier stade du projet, OPUL a obtenu un bail de 99 ans sur 10 000 ha de terres sur l'île de Bugala, dans le district de Kalangala ; OPUL y a depuis établi une plantation de palmiers à huile et un programme d'agriculture en sous-traitance. Un deuxième stade actuellement en cours consiste à identifier et développer 10 000 ha nouveaux. La Banque mondiale s'est retirée du projet en 2004, mais le FIDA a promis plus de 70 millions de dollars US de prêts au gouvernement ougandais pour ce projet. En 2006, le Kalangala Oil Palm Growers Trust, qui est géré par un ensemble de représentants gouvernementaux, de chefs de projets et de sous-traitants, a pris une participation de 10% dans OPUL, en utilisant les fonds du FIDA et comme compensation pour les terres louées à OPUL par le gouvernement. Le second stade du projet bénéficie également d'une subvention de l'Organisation néerlandaise de développement.	http://tinyurl.com/phkv9m http://tinyurl.com/pjmtu67
	TOTAL	3.528.914		

ANNEXE 2 : L'ACCAPAREMENT DES TERRES DESTINÉES À L'HUILE DE PALME CHEZ LES PAPOUS D'INDONÉSIE ET DE PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Région	Société	Origine de la société	Superficie occupée	Remarques et source
Province de Papouasie Occidentale (Indonésie)	Daewoo International Corp.	Corée du Sud	109 700 ha	Daewoo est un groupe industriel et une compagnie maritime qui (présent en particulier dans la construction navale) s'est lancé depuis peu dans l'agriculture. Le groupe a obtenu trois concessions pour la production d'huile de palme en Papouasie occidentale grâce au rachat de PT. Bio Inti Agrindo. http://tinyurl.com/nrme7nm
Province de Papouasie Occidentale (Indonésie)	Korindo Group	Corée du Sud	118 800 ha	Korindo est une entreprise privée sud-coréenne principalement impliquée dans la foresterie, avec plus de 1,13 millions d'ha en Indonésie. L'entreprise possède trois concessions d'huile de palme en Papouasie dans le cadre du projet MIFEE. http://tinyurl.com/nrme7nm
Province de Papouasie Occidentale (Indonésie)	Sinar Mas	Indonésie	340 000 ha	Dans son rapport annuel de 2007, la filiale d'huile de palme de Sinar Mas, Golden Agri, annonçait avoir acquis une réserve foncière d'un million d'hectares en Papouasie. Pour des raisons inexploquées, l'entreprise ne déclare plus ces terres comme faisant partie de sa réserve foncière. Elle a cependant obtenu 10 permis fonciers en Papouasie occidentale couvrant une superficie de 340 000 ha. http://tinyurl.com/nrme7nm
Province de Papouasie Occidentale (Indonésie)	Genting Group	Malaisie	380 000 ha	Genting est un conglomérat malaisien spécialisé dans les jeux, les hôtels et l'immobilier. Sa branche huile de palme est surtout active à Sabah. Genting a obtenu 10 permis fonciers en Papouasie occidentale couvrant 380 000 ha, pour développer des plantations de palmiers à huile dans le cadre du projet MIFEE. http://tinyurl.com/nrme7nm
Total Papouasie occidentale	4		948 500 ha	

Tableau 2-1: Papouasie occidentale

Région	Société	Origine de la société	Superficie accaparée	Remarques et source
Province de Papouasie (Indonésie)	Wilmar	Singapour	23 000 ha	Wilmar, le plus gros transformateur mondial d'huile de palme, a pris une participation de 53,7% dans la filiale indonésienne Noble Plantations Pte Ltd du groupe singapourien Noble Group. Cette filiale possède une concession de palmiers à huile de 23 000 ha par le biais de sa propre filiale PT Hennison Inti Persada. http://tinyurl.com/19h6jzg
Province de Papouasie (Indonésie)	Sinar Mas	Indonésie	20 143 ha	En juillet 2012, la filiale de Sinar Mas, Golden Agri Resources a acquis 20 143 ha de forêts dans la régence de Jayapura en Papouasie pour y développer des plantations de palmiers à huile ; elle y construit aussi une raffinerie et des facilités portuaires. http://tinyurl.com/q5rn6cu
Province de Papouasie (Indonésie)	Bosowa Group	Indonésie	30 000 ha	Par le biais de sa filiale PT Tujuh Wali-Wali, le Bosowa Group cherche à développer des plantations de palmiers à huile en Papouasie. Le Bosowa Group est aux mains de la famille Akso, une famille qui a de bonnes connexions avec le monde politique. Le groupe est établi à Sulawesi où il s'intéresse aux infrastructures, aux secteurs financier et automobile ainsi qu'aux semences hybrides et aux plantations de maïs et de palmiers à huile. http://tinyurl.com/phk2xoz
Province de Papouasie (Indonésie)	Alas Kusuma	Indonésie	6000 ha	Alas Kusuma est aux mains de Murdaya Poo connu sous le nom de Po Suwandi, l'un des hommes les plus riches d'Indonésie. Par l'intermédiaire de plusieurs filiales dont certaines sont contrôlées par sa femme Siti Hartati Murdaya, son groupe dispose de plus de 2 millions d'hectares de concessions forestières et de nombreuses plantations de palmiers à huile dans toute l'Indonésie. http://tinyurl.com/phk2xoz
Total Province de Papouasie	4		79 143 ha	

Tableau 2-2 : Papouasie

Région	Société	Origine de la société	Superficie accaparée	Remarques et source
Papouasie Nouvelle-Guinée	Far East Holdings Berhad	Malaisie	140 000 ha	Le conglomérat malaisien Far East Holdings Berhad a obtenu un bail SABL pour le projet de 140 000 ha de développement de palmiers à huile de Be-wani au Sépik occidental, dans le cadre de ce projet, 26 000 ha sont censés être consacrés à une plantation de palmiers à huile.
Papouasie Nouvelle-Guinée	Kulim Berhad	Malaisie	121 553 ha	Kulim, l'un des plus grands producteurs d'huile de palme de Malaisie, est l'actionnaire majoritaire de New Britain Palm Oil Limited, qui gère des plantations de palmiers à huile en Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG) depuis les années 1970. En septembre 2013, il avait en PNG une réserve foncière de 121 553 ha dont 75 000 produisent des palmiers à huile.
Papouasie Nouvelle-Guinée	Siva Group	Inde	110 000 ha	Le Siva Group, a acquis, par le biais de Geoff Palm Ltd, sa filiale de Lebuon, la société malaisienne SPZ Enterprises (PNG) Pty Ltd, ce qui lui donne la propriété du bail SABL pour le grand projet agricole intégré de 110 000 ha de Nungwaia Bongos, dans la province du Sépik oriental, où il prévoit de mettre en place 80 000 ha de plantations de palmiers à huile.
Papouasie Nouvelle-Guinée	Société Internationale de Plantations et de Finance (SIPEF)	Belgique	19 500 ha	La société belge SIPEF gère des plantations de palmiers à huile en Indonésie et en Afrique de l'Ouest depuis 1919. En 2004, elle a racheté Hargy Oil Palms Ltd en Papouasie Nouvelle-Guinée, ce qui lui a donné 9 500 ha de plantations de palmiers à huile. La société étend aujourd'hui son emprise sur 19 500 ha de terres déjà acquises. http://tinyurl.com/pfxn2v
Papouasie Nouvelle-Guinée	Rimbunan Hijau	Malaisie	155 893 ha	La société d'exploitation forestière malaisienne Rimbunan Hijau est la plus importante de PNG. Plusieurs de ses concessions forestières comprennent des plans de plantations de palmiers à huile, notamment une joint-venture avec une entreprise contrôlée par le ministre de la Sécurité intérieure de PNG dans la province du Golfe, ainsi que le projet de palmiers à huile de Pulle-Anu, le projet de développement rural intégré de Sigite Mukus et le projet de palmiers à huile de Wawoi Guavi. http://tinyurl.com/o8lex43

Tableau 2-3 : Papouasie-Nouvelle Guinée (partie 1)

Région	Société	Origine de la société	Superficie accaparée	Remarques et source
Papouasie Nouvelle-Guinée	Joinland Group	Singapour	56 592 ha	Le Joinland Group de Singapour, qui appartient à Thomas Hah Tiing Siu, un homme d'affaires du Sarawak, est responsable du projet intégré d'agroforesterie de Central New Hanover dans la province de Nouvelle-Irlande. Le projet est censé consacrer 16 000 ha de la concession de 57 000 ha à une plantation de palmiers à huile.
Papouasie Nouvelle-Guinée	Samling Strategic	Malaisie	128 100 ha	En 2012, le géant malaisien de l'exploitation forestière et des plantations Samling a payé plus de 17 millions de dollars US en cash par l'intermédiaire de sa filiale Glenealy Plantations pour racheter Albright Ltd, une autre entreprise malaisienne qui dispose de permis fonciers pour le projet d'agroforesterie intégré Mekeo Hinterland (116 400 ha) et celui d'Abeda (11 700 ha).
Papouasie Nouvelle-Guinée	Continental Venture Ltd.	Malaisie	112 400 ha	La société malaisienne Continental Venture Limited est responsable, en partenariat avec Urasir Agroforestry Oil Palm Development de Madang, d'un bail SABL de 112 400 ha, dont 75 520 destinés à des plantations de palmiers à huile.
Papouasie Nouvelle-Guinée	Kuala Lumpur Kepong Bhd	Malaisie	82 692 ha	Kepong Bhd de Kuala Lumpur possède environ 250 000 ha de plantations de palmiers à huile en Indonésie et en Malaisie. Grâce à ses acquisitions de Collingwood Plantations en 2012 et d'Agro Forest Management Ltd, la filiale de Collingwood, Kepong dispose de baux couvrant 82 692 ha, pour développer ses plantations de palmiers à huile, notamment à travers le projet d'agriculture intégrée de Wangela, dans la Province ouest.
Papouasie Nouvelle-Guinée	Wewak Agriculture Development Limited	Malaisie	116 840 ha	Wewak Agriculture Development Limited, qui appartient à des ressortissants malaisiens, dispose d'un bail SABL pour le projet d'agriculture intégrée de Wewak (116 840 ha) dans la province du Sepik oriental ; 90 000 ha sont réservés pour des plantations de palmiers à huile.
Total Papouasie Nouvelle-Guinée	10		1 435 390 ha	
Total			2 071 233 ha	

Tableau 2-4 : Papouasie-Nouvelle Guinée (partie 3)



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité.

GRAIN
Girona 25 pral.,
08010 Barcelona, Spain
Tél: +34 93 301 1381,
Fax: +34 93 301 16 27
Email: grain@grain.org

www.grain.org